

Numéro 564



octobre 1974

LA VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

**APRÈS
LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES**

**LA CRISE
DE LA BOURGEOISIE AMÉRICAINE**

**LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE
AU PORTUGAL**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) :
45 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : demander à
l'administration.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT
Imprimerie ABEXPRESS - PARIS

A NOS LECTEURS

Paraissant après le numéro spécial sur l'Europe de l'Est (n° 563 daté du premier trimestre 1974), ce numéro de rentrée de La Vérité consacre la reparation régulière de la revue théorique du Comité central de l'OCI.

Les abonnés à La Vérité recevront, malgré l'interruption de parution sur quelques mois, le nombre total de numéros que comprend l'abonnement qu'ils ont souscrit dans le passé (à savoir 5 numéros par an et 10 numéros pour deux ans).

Malgré les augmentations considérables des coûts de fabrication, l'administration de La Vérité n'a pas modifié le prix de vente au numéro (6 F pour une moyenne de 120 pages), ni le tarif des abonnements qui reste, pour la France, de 25 F (pour un an) et 45 F (pour deux ans, sous pli non clos). Par contre, le supplément par numéro pour les expéditions sous pli clos, pour la France, a dû être réajusté à 4 F au lieu de 2,50 F. L'abonnement d'un an à La Vérité sous pli clos pour la France passe donc à 45 F.

La Vérité ne peut vivre que du soutien de ses lecteurs, de ses abonnés, de ses diffuseurs. Le maintien d'un prix très bas au numéro n'est possible que par le développement des ventes ainsi que du nombre des abonnés.

Tous nos lecteurs, tous les militants et diffuseurs de La Vérité, qui auront désormais tous les trois mois un nouveau numéro de la revue théorique de l'OCI entre leurs mains, comprendront la nécessité de ne pas relâcher leur effort.

ATTENTION - ATTENTION - ATTENTION - ATTENTION - ATTENTION

Notez bien le nouveau CCP de La Vérité. Ne plus rien envoyer à l'ancien numéro G. Bloch, mais tous vos chèques à l'ordre de M. Michel RENAUDIE, CCP LA SOURCE 30.040.74.

Après les élections présidentielles

par Stéphane JUST

Le gouvernement de la catastrophe

Il y a quatre mois, Giscard d'Estaing devenait le troisième président de la V^e République. Dans tous les milieux règne un sentiment de malaise, d'incertitude, d'angoisse, d'attente de la catastrophe.

En France, la hausse des prix est une des plus élevée de l'Europe : sans doute 20 % en 1974. L'inflation s'accélère. Le déficit de la balance commerciale atteindra 4 à 5 milliards de dollars en 1974. Pour le couvrir, le gouvernement a recours à des emprunts sur le marché financier international dont les intérêts sont à des taux usuraires. Le gouvernement Giscard-Chirac sera peut-être contraint de solliciter auprès du gouvernement

allemand et de la Bundesbank un emprunt du même genre que celui que la banque centrale allemande a consenti à la Banque d'Italie. Les initiatives du Président de la République, dont le but affirmé est de « relancer l'Europe », répondent, à la vérité, à de pressants besoins : éviter que les lézardes qui fissurent « l'Europe verte » se transforment en cassures irrémédiables ; empêcher que le marché européen se disloque. Peut-être des concessions politiques seront-elles nécessaires, par exemple la limitation de l'utilisation du droit de veto au sein du Conseil des ministres de la Communauté économique européenne : l'espoir de Giscard d'Estaing est d'obtenir que la CEE lance un emprunt sur le marché financier international, garanti par l'Allemagne occidentale, destiné à couvrir le défi-

cit de la balance commerciale de certains pays européens, dont naturellement la France.

Le plan de « réfrigération de l'économie » est limité. Il accroît cependant les difficultés financières de nombreuses entreprises qui ont du mal à se procurer des crédits, sans parler du coût élevé des crédits à la consommation, des prêts à la construction. Le taux d'intérêt de l'argent prêté au jour le jour a atteint 14 % en août à Paris. Le nombre des faillites et des dépôts de bilans s'est considérablement accru. L'industrie aéronautique n'a devant elle que de maigres commandes. Il semble bien que le nombre de « Concorde » produits ne dépassera pas 16 dont seuls les derniers restent à assembler. L'airbus et les autres avions commerciaux français ne trouvent guère plus d'acquéreurs. Les avions militaires sont la spécialité Dassault. La lutte est féroce pour placer sur le marché européen les « Mystère » dernier cri et l'espoir faible de l'emporter sur le concurrent américain. L'industrie automobile est également menacée.

La peur d'une profonde crise économique grandit.

Dans une Europe au bord de l'abîme

Cette dégradation de la situation économique n'est pas particulière à la France, mais cela n'arrange rien, bien au contraire. Dans tous les pays, la hausse des prix s'accélère. En 1974, les prix augmenteront dans tous les pays d'Europe occidentale, au Japon, aux USA d'au moins 10 %, et dans certains pays de 30 % et plus. De grands pays comme l'Angleterre, l'Italie, la Belgique ont, également,

des balances commerciales déficitaires. Les risques de dislocation du marché européen et mondial s'affirment avec toutes les conséquences sociales et politiques que cette dislocation entraîne. Au premier semestre, la production industrielle aux USA a subi un fort ralentissement. L'une des industries clés des pays capitalistes économiquement développés, l'automobile, stagne et même régresse. En Italie, on décompte officiellement un million de chômeurs.

Craignant la dislocation des marchés européen et mondial, et les conséquences sociales et politiques qu'il en résulterait, les gouvernements des grands pays capitalistes tentent d'entraver la marche à la crise. Les gouvernements des pays de la Communauté économique européenne et celui des USA ont convenu que les pays européens, dont les balances commerciales sont déficitaires, pourraient lancer des emprunts sur le marché financier international, garantis par les stocks d'or que leurs banques centrales détiennent, et estimés à un prix voisin du prix de l'or sur le marché libre. De tels emprunts permettront, pour un temps, de couvrir les balances déficitaires, de nourrir l'inflation dans les pays au bord de la crise et de reculer l'échéance de la dislocation des marchés européen et mondial. Mais à quelles conditions et avec quelles conséquences ?

L'Allemagne fédérale vient de consentir un prêt s'élevant à deux milliards de dollars à l'Italie... dont le déficit commercial atteindra 7 milliards de dollars en 1974. Les conditions du prêt sont draconiennes : l'intérêt variera entre 6 et 8 % selon les variations des taux d'intérêts des bons du Trésor américain ; le cinquième des réserves d'or de la Ban-

que d'Italie couvre l'emprunt ; si le prêt n'est pas remboursé dans les deux ans qui viennent, la Banque d'Italie versera cet or, estimé au prix de 120 dollars l'once, au Trésor allemand. La France, la Belgique, l'Angleterre, le Danemark et d'autres pays européens sont dans une situation presque aussi catastrophique que l'Italie. Ils ont besoin d'obtenir des crédits de l'Allemagne fédérale. Déjà celle-ci a largement utilisé ses réserves en devises pour soutenir le dollar en achetant massivement des bons du Trésor US. Pour s'ouvrir une voie de pénétration économique en Europe de l'Est et en URSS, il lui faut accorder d'importants prêts à ces pays. L'Allemagne fédérale devient, de fait, le banquier de l'Europe. C'est un rôle au-dessus de ses moyens.

Dans l'immédiat après-guerre, les USA ont soutenu les bourgeoisies européennes à bout de bras. Mais, sans parler des rapports politiques, les rapports économiques mondiaux n'étaient pas les mêmes. Les débiteurs des USA ne se dressaient pas devant eux en concurrents sur le marché mondial ; au contraire, ils devaient reconstruire leurs économies. L'Allemagne occidentale est aux prises sur le marché mondial à la concurrence de ses associés européens, du Japon et des USA. En tout état de cause, les ressources de l'Allemagne occidentale ne sont pas comparables à celles des USA : sa base économique, humaine, matérielle est étroite, elle dépend, tant en ce qui concerne ses importations que ses exportations, totalement du marché européen et du marché mondial ; la coupure en deux de l'Allemagne restreint encore sa base et la déséquilibre plus encore. Pourtant, même les ressources de l'impérialisme US ne sont pas inépuisables et le rôle de soutien éco-

nomique, politique, militaire du système impérialiste mondial, le parasitisme (dépenses militaires et autres) que le gouvernement des USA a entre-tenu pour soutenir la conjoncture économique mondiale, ont amené à la crise du dollar et du système monétaire international. Déjà cet été, d'importantes banques ont fait faillite ou ont dû être renflouées, à la suite de spéculations, de prêts à découvert ou d'autres opérations financières ! La Banque Franklin de New York, l'agence de Lugano de la Llyod's Bank, l'Union des banques suisses et parmi elles plusieurs banques allemandes, dont la Westdeutsche et l'Herstatt.

Les mesures que prennent les gouvernements des grandes puissances capitalistes, pour freiner la marche à la crise, font ressortir la fragilité de l'édifice économique et financier européen, la faiblesse de ces bases, qu'elles minent plus profondément encore. Ils les prennent dans une atmosphère de crise politique dont ils ne redoutent pas moins les conséquences. Crise économique, sociale, politique enfin de tous les rapports bourgeois, s'imbriquent étroitement et se nourrissent réciproquement en Europe. Crise de tous les rapports bourgeois qui est elle-même inséparablement nouée à la crise de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est, que dans le cadre de cet article il n'est pas possible d'analyser, même brièvement, mais qu'il ne faut jamais oublier lorsque l'on analyse la lutte des classes en Europe.

Dans ces conditions, comment le gouvernement Giscard-Chirac n'apparaîtrait-il pas et ne serait-il pas le gouvernement qui conduit la France à la catastrophe, au milieu d'une Europe au bord de l'abîme ?

L'échec et la crise de la V^e République

Car quel est donc ce gouvernement Giscard d'Estaing-Chirac ? Le capital financier estime que c'est un pis-aller à défaut d'une autre solution qui puisse être utilisée sans que la lutte des classes en France débouche sur une crise révolutionnaire. La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, considèrent que ce gouvernement est la dernière incarnation d'un système politique qu'elles ont fait échouer mais qui se survit ; que ce gouvernement représente et défend un système social failli qui risque de les entraîner dans sa décadence, sa décomposition.

Marx écrivait en 1852 à la suite du coup d'Etat de Louis-Bonaparte :

« Pour conserver sa puissance sociale, il lui (la bourgeoisie) faut briser sa puissance politique... Les bourgeois ne peuvent continuer à exploiter les autres classes et jouir tranquillement de la propriété, de la famille, de la religion et de l'ordre qu'à la condition que leur classe soit condamnée au même néant politique que les autres classes... Pour conserver sa bourse, la bourgeoisie doit nécessairement perdre sa couronne... Le glaive qui doit la protéger est fatalement aussi une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête. » (*Le 18 Brumaire de Louis-Bonaparte.*)

Le parlementarisme est la forme politique bourgeoise par excellence. Au sein du Parlement, les différentes couches de la bourgeoisie sont représentées. L'expérience a démontré à la bourgeoisie que le Parlement lui permettait de lier les sommets des partis ouvriers traditionnels à la société bourgeoise. Pourtant, au temps de sa jeunesse et même de sa maturité, la bourgeoisie française fut sou-

vent contrainte « pour conserver sa puissance sociale », de se « condamner (comme classe) au néant politique ». Devenue sénile une fois de plus, elle a eu recours au bonapartisme, mais à un bonapartisme à son image, un bonapartisme de la décadence.

En mai-juin 1958, sans pudeur et sans honneur, le Parlement a appelé une fois de plus un sauveur : de Gaulle. La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées tiraient les enseignements de la grève générale spontanée d'août 1953, des grandes grèves de 1955 et 1957, du mouvement des jeunes soldats en 1956 contre leur rappel et leur envoi en Algérie ; à l'instigation de la partie de la bourgeoisie française directement liée à la colonisation, le corps des officiers de l'armée d'Algérie se soulevait. Les intérêts du capital financier français commandaient de liquider les anciens rapports coloniaux, de modifier profondément la structure de la société bourgeoise française pour participer plus activement à la division internationale du travail, aux marchés européen et mondial. Par les brèches ouvertes dans l'appareil d'Etat, la classe ouvrière pouvait se précipiter et s'ouvrir sa propre voie. Une seule solution : le sauveur de Gaulle. Une seule méthode : ressouder l'appareil d'Etat derrière de Gaulle qui, émancipé du contrôle du Parlement, prendrait directement en charge la gestion de la société bourgeoise au mieux des intérêts du capital financier.

Nous ne referons pas une fois encore l'historique de la V^e République. C'est finalement l'histoire d'une succession de vastes projets dont aucun n'a été mené à terme. A chaque fois le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées se sont dressés

et ont empêché que les objectifs fixés soient vraiment atteints. Les principaux moments de la résistance des masses sont présents à toutes les mémoires : grève générale des mineurs de mars-avril 1963, grève générale de 10 millions de travailleurs de mai-juin 1968, non massif à de Gaulle au référendum d'avril 1969. Finalement, de Gaulle a dû se démettre. Une curieuse situation politique se créait alors : de Gaulle, incarnation de la V^e République, devait se démettre ; la V^e République, ses institutions, son parlement-croupion à majorité UDR, se survivaient sous la présidence de Pompidou. La classe ouvrière ne parvenait pas à se rassembler pour en finir avec la V^e République, qu'elle avait pourtant mise en échec.

Plus s'affirmait l'échec de la V^e République, plus le Président de la V^e République concentrait entre ses mains le pouvoir politique, l'Etat s'émancipant de tout contrôle parlementaire, le Parlement était réduit à l'état de parlement-croupion. La contradiction devenait d'autant plus criante que la crise de tous les rapports bourgeois se développait dans le monde et en Europe. La V^e République avait pour mission de restructurer le capitalisme français, de le rendre compétitif, de modifier les rapports entre les classes et à l'intérieur de la bourgeoisie, en prévision d'inévitables affrontements économiques et politiques sur les arènes européenne et mondiale. Lorsque ceux-ci se précisèrent et s'aggravèrent, elle se révéla incapable de le faire. Jamais elle ne fut en mesure de discipliner toutes les couches de la société française aux intérêts généraux du capitalisme français, qui se confondent avec ceux du capital financier. En conséquence, en France s'aggravait la crise de la société bourgeoise sous tous

les rapports, économiques, sociaux, politiques, culturels, moraux. Pompidou tentait bien de modifier l'assise et les rapports politiques du système politique, de modifier la « majorité » au Parlement en y intégrant le PS, quitte à couper l'UDR et à redonner un certain rôle au Parlement. Il échouait. Aux élections législatives de 1973, il était au contraire contraint de s'engager à fond pour sauver l'UDR, le parti de la V^e République, de la défaite. Ce n'était que partie remise. L'impuissance du système politique en place conduisait inéluctablement à une crise politique ouverte.

La classe ouvrière et les élections présidentielles

La mort de Pompidou a précipité ce qui était inévitable. Au premier tour des élections présidentielles, la « majorité » s'est déchirée : Royer, Chaban-Delmas, Giscard d'Estaing étaient candidats. Ces déchirements de la « majorité » exprimaient les déchirements de la bourgeoisie française, sa crise politique. Finalement les couches les plus importantes du capitalisme français se sont ralliées dès le premier tour à la candidature Giscard d'Estaing, et au deuxième tour, tous les partis et organisations bourgeoises l'ont soutenu.

Une nouvelle situation politique se nouait. La défaite de l'UDR, ce n'est pas la défaite d'un parti auquel un autre parti pourrait succéder sans bouleversement des institutions politiques et de l'Etat. L'UDR, c'est le parti de la V^e République qui a pénétré tous les rouages et organes de l'Etat bourgeois, lequel, depuis seize ans, a échappé à tout contrôle réel du Parlement. Et cela, au moment

où plus que jamais ce que Marx écrivait est vrai :

« Dans tous les mouvements de la société, la bourgeoisie voyait (voit) "l'ordre" en danger, comment pouvait-elle (peut-elle) vouloir défendre (rétablir), à la tête de la société, le régime du désordre, son propre régime, le régime parlementaire ? »

La classe ouvrière a réussi, malgré tous les obstacles qui ont été dressés devant elle, à se rassembler et à s'exprimer politiquement au cours des élections présidentielles, en entraînant derrière elle d'importantes couches de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

En 1965, le PS et le PCF s'étaient alignés derrière la candidature de Mitterrand qui, alors, dirigeait une formation politique bourgeoise. Le prolétariat n'avait plus la possibilité d'émettre un vote de classe en se rassemblant derrière le candidat d'un de ses partis. En 1969, au contraire, dès le premier tour, le PS et le PCF présentaient chacun leur candidat. Dans ces conditions, compte tenu de la loi électorale, il était certain qu'au deuxième tour aucun candidat d'un parti ouvrier ne pourrait plus se présenter. Seuls Pompidou et Poher (blanc bonnet et bonnet blanc) restaient candidats au deuxième tour. Cette fois la situation politique, la pression de la classe ouvrière et des militants n'ont pas permis de renouveler une semblable opération. Le PS et le PCF ont dû présenter un candidat unique. Il est vrai qu'il s'agissait cette fois encore de Mitterrand, mais au lieu de représenter une formation bourgeoise, il était devenu premier secrétaire d'un des partis ouvriers, le PS. La classe ouvrière pouvait se rassembler, émettre un vote de classe et s'exprimer politiquement.

Tout a cependant été fait pour obscurcir cette possibilité de vote de classe. Loin de mobiliser ses forces, le PCF a fait le minimum de campagne. Dès l'annonce des résultats du premier tour, Georges Marchais a tendu la main aux gaullistes, coupant le souffle à des millions de travailleurs, masquant la nature du vote et garantissant ainsi la pérennité de la V^e République et de l'Assemblée nationale de 1973 dominée par l'UDR. Les résultats des premier et deuxième tours sont d'autant plus remarquables. L'UDR était battue ; Giscard d'Estaing, candidat de tous les partis et organisations bourgeois n'était élu qu'à une majorité de 0,7 % des voix, bien qu'aient été exclus du vote des millions de jeunes, des millions de travailleurs émigrés qui comptent parmi les forces vives du pays. Dès lors, le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées acquerraient la certitude que la V^e République, ses institutions, son gouvernement pouvaient être balayés, qu'elles pouvaient imposer un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF ; mais encore fallait-il que ceux-ci s'unissent, rompent avec la bourgeoisie et combattent pour le pouvoir.

Vers la crise révolutionnaire

Le titre de la résolution politique du XIX^e Congrès de l'OCI caractérise cette situation ainsi : « *De la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire.* » La résolution fonde cette appréciation sur les conditions qui, selon Lénine, constituent une situation révolutionnaire :

« 1. Impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée ; telle ou telle crise du "som-

met", crise de la politique de la classe dominante, qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas d'ordinaire que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore plus que "le sommet ne le puisse plus".

« 2. Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

« 3. Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui, en période de "paix", se laissent piller tranquillement, mais qui, en période orageuse, sont appelées, tant par l'ensemble de la crise que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante. »

L'analyse qui précède démontre que les conditions qui conduisent à une crise révolutionnaire et à la révolution se nouent en France, dans une Europe où partout les processus qui conduisent à la révolution prolétarienne se font jour. Plus précisément encore, la situation actuelle est de celles à propos desquelles Trotsky écrivait :

« La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre... L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire est un exemple classique de pensée métaphysique... Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant, ce sont les situations *INTER-MEDIAIRES*, transitoires : entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui sont d'une

importance décisive du point de vue politique. »

La conclusion de Trotsky nous aide à préciser que nous sommes dans une situation intermédiaire entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire. Nous devons cependant exclure de notre pronostic la transformation de la situation intermédiaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire, en situation contre-révolutionnaire. Les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes en France sont parties composantes d'un ensemble plus vaste : les rapports mondiaux. Le point où est parvenue la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties en Europe, aux USA, et dans le monde en général, exclut une défaite rapide et profonde du prolétariat mondial et européen, alors qu'en 1935 la montée révolutionnaire en France et en Espagne allait au contraire à contre-courant des rapports entre les classes à l'échelle de l'Europe et du monde, marqués par l'écrasement du prolétariat allemand sous la botte hitlérienne, le triomphe sanglant de la bureaucratie en URSS. La crise politique de la bourgeoisie française s'intègre à la crise du système impérialiste mondial et de chaque bourgeoisie en particulier. La marche à la révolution en France participe de la marche à la révolution en Europe.

Un appel pressant

Le gouvernement Giscard d'Estaing-Chirac ne contrôle pas la situation. Submergé, il agit au coup par coup, sans plan nettement défini, en prenant des mesures et des attitudes très souvent contradictoires. L'intervention de Giscard d'Estaing, le 27 août, en est

un exemple probant. Parlant de l'inflation, il affirme :

« L'inflation, vous le savez, n'est acceptable, ni pour la France, ni pour les Français, ni pour les consommateurs, ni pour les entreprises. Puisqu'elle n'est pas acceptable, il faut donc l'éliminer, du moins éliminer la partie de l'inflation qui tient à nous-mêmes. »

C'est déjà reconnaître que ce gouvernement n'y peut pas grand-chose. Il ajoute néanmoins :

« Le gouvernement a mis en place pour cela le dispositif nécessaire d'une ampleur suffisante. Sans doute son application sera rude mais on ne combat pas les grands maux par les petits remèdes. »

Quelques phrases plus loin, il dit exactement le contraire :

« Je m'adresse aux cadres, aux dirigeants d'entreprises, aux épargnants, pour leur dire que dans les circonstances difficiles, le gouvernement soutiendra l'économie française. Il s'agit de combattre l'inflation ; il ne s'agit pas de rendre plus difficile ou plus incertain l'avenir de notre économie. La France a besoin d'un appareil productif vigoureux et en progrès. »

Hélas, ce que Giscard appelle « un appareil productif vigoureux », des décennies d'expérience le démontrent, ne peut fonctionner, au stade actuel du capitalisme, qu'alimenté par un gigantesque parasitisme : l'inflation chronique en est la conséquence. Au moment actuel l'économie capitaliste ne fonctionne qu'au moyen d'une inflation qui, de chronique, devient aiguë... Au bout, la culbute.

Le gouvernement Giscard-Chirac, gouvernement du capital, n'a d'autre solution que de faire supporter à la

classe ouvrière, aux masses populaires les conséquences de la marche à la catastrophe. Il soumet à l'Assemblée nationale une loi qui, si elle était votée, ferait supporter au régime général de la Sécurité sociale les déficits des autres régimes et, sous le prétexte d'assurer les catégories sociales non cotisantes, les charges financières de ce qui relève de l'Assistance publique. Pris à la gorge, ce gouvernement a le plus pressant besoin de détruire cette conquête de la classe ouvrière, et d'être en mesure de puiser à pleines mains dans les milliards des caisses de la Sécurité sociale et des mutuelles, lesquels milliards ne sont rien d'autre que du salaire différé. Rapidement, il lui faut donner une pâture au capital. Ainsi, il a fait voter par cette Assemblée nationale, qui ne représente plus qu'elle-même, la loi qui démantèle l'ORTF ; le ministre Soisson annonce que les œuvres sociales étudiantes seront dépouillées de quelques dizaines de milliards. Le budget en préparation porte atteinte au pouvoir d'achat, à la carrière, à la qualification et aux conditions de travail des fonctionnaires. Dans l'enseignement secondaire, des milliers de maîtres auxiliaires sont réduits au chômage ; dans l'enseignement primaire, il n'y a pratiquement aucune création de postes ; des milliers de classes de maternelle comprennent jusqu'à 50 élèves. Le gouvernement veut désarmer le paquebot « France ».

Il s'interroge sur la manière dont il lui sera possible de faire supporter aux travailleurs de l'automobile les conséquences de la crise naissante, de faire supporter aux dizaines de milliers de travailleurs de l'aéronautique la faillite de la politique de la V^e République en ce domaine, etc.

De plus, Giscard d'Estaing-Chirac sont contraints de poursuivre ou de

reprendre (tout au moins de le tenter) les réformes que de Gaulle et Pompidou ont entreprises. Jamais achevées, continuellement modifiées, altérées, distordues, elles introduisent un chaos inextricable là où elles s'appliquent. Les réformes de l'enseignement sont de celles-là. L'enseignement est devenu une jungle inextricable. Du point de vue du fonctionnement de la société capitaliste, des intérêts de la bourgeoisie, il faut y mettre bon ordre. Mais quel ordre ? Celui que de Gaulle devrait instituer, alors que le régime politique indispensable pour réaliser cet ordre fait faillite. Cela donne les résultats suivants. Soisson, ministre de l'Enseignement supérieur, proclame : le DEUG (diplôme d'enseignement universitaire général) ne vaut rien — alors que cette réforme est appliquée depuis deux ans —, il faut instituer la licence en deux ans. Haby, accédant au ministère de l'Education nationale, projetait de reprendre la réforme Fontanet, de l'aggraver et de l'étendre au primaire. Mais devant la réaction des enseignants du secondaire et après que la FEN ait quitté la commission constituée par le ministre pour remettre en chantier la énième réforme de l'enseignement en quelques années, celui-ci renonce en déclarant :

« Il n'est pas possible de faire une réforme de l'enseignement avec des centaines de milliers d'opposants. »

Involontairement il révèle quel est le problème clé et d'une certaine façon, Giscard d'Estaing ne dit pas autre chose. Il affirme péremptoirement :

« Il faut que vous, ouvriers, partenaires responsables, vous compreniez les nécessités de la lutte contre l'inflation. »

Là-dessus, il proclame :

« Pour le dernier trimestre... les prix ont augmenté en France de 4 %, les rémunérations ont progressé d'un peu plus de 6 %. Ce sont là des chiffres déraisonnables avec lesquels aucune économie ne peut vivre. »

Ces chiffres ne reflètent évidemment pas la réalité. Ils sont utilisés uniquement afin de justifier le blocage, ou tout au moins le freinage des augmentations nominales de salaires. Les salariés, les travailleurs doivent faire les frais du krach de l'économie capitaliste. Cependant immédiatement après, Giscard d'Estaing dit clairement la condition de cette politique :

« Je rêve aussi au jour où les syndicats français, comme les syndicats allemands ou les syndicats américains, apporteront leur pierre à la lutte contre l'inflation. »

Après Haby, Giscard d'Estaing dit ouvertement : sans l'appui des dirigeants des organisations ouvrières, je suis impuissant, je ne peux appliquer les mesures minimum indispensables à la sauvegarde de la société capitaliste.

Séguy répond : présent !

Giscard d'Estaing ne rêvait pas. Peut-être était-il en ligne directe avec Séguy et les dirigeants des autres confédérations ? Limitons-nous aux déclarations du secrétaire général de la CGT. Admiron ce morceau d'éloquence syndicale :

« Il est absurde ou perfide d'affirmer que par déception électorale ou par dépit, nous céderions à une attitude d'obstruction automatique et de boycott intégral pour ne pen-

ser qu'à une revanche au mépris des intérêts des travailleurs... »

Vient ensuite une formule qui, à elle seule, devrait faire passer Séguéy à la postérité :

« Nous harcèlerons le gouvernement et le CNPF de propositions de négociations, ne serait-ce que pour les mettre au pied du mur et ruiner les entreprises démagogiques qu'ils lancent sous le vocable de concertation, de participation ou de libéralisation. »

Gouvernement et patronat succombant sous ce harcèlement, que devrait-il se passer ?

« Nous sommes prêts à nous y (à l'Elysée) rendre (...). Mais ce n'est pas sur la seule question de l'inflation que nous entendons engager des négociations. »

Donc Séguéy est prêt à répondre à l'invitation de Giscard d'Estaing et à « apporter sa pierre à la lutte contre l'inflation ». Avant lui, d'ailleurs, Mitterrand et Marchais s'étaient déclarés prêts à se rendre également à l'Elysée pour y discuter de la politique gouvernementale. Mais, dirait-on, Séguéy « n'entend pas se limiter à la seule question de l'inflation : il a énuméré, dans son discours du 5 septembre au Palais des Sports, une impressionnante liste de revendications ». Pour en juger, il suffit de lire la suite :

« Cependant nous avons conscience des limites de notre action revendicative par rapport aux solutions fondamentales qu'appellent les grands problèmes sociaux actuels. »

Qu'est-ce à dire ? Faudrait-il hisser le combat pour les revendications au niveau de la lutte pour renverser ce gouvernement et imposer un gouver-

nement des partis ouvriers ? Séguéy éclaire notre lanterne :

« Le problème ne se réduit pas à la seule conquête du demi pour cent qui manque à la gauche pour devenir majoritaire. Il s'agit de réaliser sur des bases claires *un vaste rassemblement* qui deviendra une force matérielle irrésistible garantissant *une éclatante victoire électorale* et le succès de l'application d'une nouvelle politique » (c'est nous qui soulignons).

Ainsi, tout est clair. Séguéy estime que les revendications ne peuvent être satisfaites par ce gouvernement. Séguéy est prêt à se rendre à l'Elysée pour « coopérer à la lutte contre l'inflation ». Séguéy renvoie à une « *éclatante victoire électorale* », qui ne peut se produire que si se constitue « *un vaste rassemblement* », pour la satisfaction des revendications modestes qu'il énumère. On ne saurait plus clairement dire aux travailleurs qu'ils doivent subir ce gouvernement, subir sa politique, renoncer dans l'immédiat à ce que leurs revendications soient satisfaites. C'est là apporter un soutien total au gouvernement Giscard d'Estaing. La capacité de ce gouvernement à rejeter sur les masses exploitées le fardeau et les conséquences de la marche à la catastrophe ne tient pas à sa force politique intrinsèque, mais au soutien politique que lui apportent les dirigeants des organisations ouvrières, partis et syndicats.

« L'Union du peuple de France »

L'appui politique à ce gouvernement, Marchais l'affirmait au soir de l'élection de Giscard d'Estaing :

« Nous acceptons le verdict du

suffrage universel (...). Demain le travail va reprendre partout, dans les entreprises, normalement. »

Donc, pas de grève, pas de manifestation, pas d'action politique qui remettrait en cause ce président élu avec 0,7 % de majorité, alors que la jeunesse, des millions de travailleurs qui, pour être étrangers, n'en comptent pas moins parmi les authentiques producteurs de ce pays, étaient écartés du scrutin : la France au travail dans le respect des institutions de la V^e République, c'est un appui total à Giscard d'Estaing.

Le premier, mais fondamental, aspect de cet appui consiste à respecter le cadre et les institutions de la V^e République. Toute la démarche en direction des gaullistes vise également à affirmer la pérennité de la V^e République, de ses institutions, donc du gouvernement qui est légitimement au pouvoir dans le cadre de la V^e République et de ses institutions.

« Les communistes ont combattu bien des aspects de la politique soutenue par les gaullistes. Mais les uns et les autres se sont retrouvés côte à côte dans des combats essentiels pour l'indépendance et la dignité de la France. C'est de cela qu'il s'agit à nouveau. »

lit-on dans le projet de résolution pour le XXI^e Congrès extraordinaire du PCF publié par *l'Humanité* du 11-9-1974. Plus loin, le projet de résolution rappelle en y insistant :

« Notre pays a vu, à d'autres époques de son histoire, se réaliser un tel rassemblement, par exemple autour du programme du Conseil national de la résistance, dans la Libération et la reconstruction du pays. Le Parti communiste s'honore d'avoir, dès 1935, appelé à l'union de la nation française, d'avoir ensuite apporté une contribution essentielle à cette union. »

L'évocation de ces deux périodes est significative. En 1935, une situation se nouait en France qui était également une situation intermédiaire entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire. Déjà, au nom de « l'union de la nation française », la direction du PCF tentait d'empêcher qu'elle se transforme en situation révolutionnaire. En 1944-1945, il existait une situation révolutionnaire en France. L'Etat bourgeois était disloqué. Le prolétariat constituait des embryons de comités sous différentes appellations. A l'échelle de l'Europe montait une vague révolutionnaire. La direction du PCF a contribué à reconstruire l'Etat et l'appareil de production bourgeois, sacrifiant les revendications élémentaires du prolétariat au nom du « produire d'abord », de la « grève est l'arme des trusts ». Thorez décrétait : « Il faut une seule police, une seule armée, un seul gouvernement » (C.C. de février 1945 à Ivry), ceux de la bourgeoisie, celui de De Gaulle.

En 1974, de toutes ses forces, l'appareil du PCF tente de bloquer la marche à la crise révolutionnaire en France. Mitterrand n'est nullement satisfait de la politique des dirigeants du PCF pendant les élections présidentielles, ils ont fait ce qu'il fallait pour l'empêcher d'être élu. Ses objectifs et sa politique ne sont pas obligatoirement identiques à ceux du PCF. Mais c'est un « homme d'Etat responsable », et il coopère à la tentative d'empêcher la crise révolutionnaire ouverte d'éclater. Aussi *l'Humanité* cite-t-elle complaisamment ses déclarations en réponse au discours télévisé et radiodiffusé de Giscard d'Estaing :

« Si devenu chef de l'Etat (il) met enfin sa montre à l'heure avec

quelques années de retard, c'est une bonne chose, mais c'est le résultat de la pression de 13 millions de Français qui ne lui ont pas apporté leurs suffrages. Alors je vous dis : il faut que cette pression continue, que cette pression s'accroisse. Et vous verrez que le pouvoir actuel cédera.»

Il n'est donc pas question de mobiliser les masses pour renverser ce gouvernement et pour imposer un gouvernement des partis ouvriers. Le respect des institutions de la V^e République est la pierre angulaire de « l'union de la gauche ».

L'OCI a souvent utilisé la formule suivante : « *L'union de la gauche est sans rivage à droite.* » La justesse de cette appréciation est totalement confirmée.

« L'union du peuple de France pour le changement démocratique, voilà notre mot d'ordre (...). Fixons-nous une limite à ce rassemblement ? Notre réponse est catégorique : NON, aucune limite, à l'exception des féodaux des grandes affaires et de leurs commis politiques. » (Marchais, discours au C.C. du 6-9-1974.)

« *Féodaux des grandes affaires* », la formule est vague à souhait. Elle permet pourtant de ponctuer que « l'alliance » comprendra exploités et exploités, capitalistes, prolétaires, paysans, jeunes, etc. En d'autres termes : il s'agit de défendre le régime de la propriété privée des moyens de production. « L'union de la gauche » était soi-disant une étape nécessaire vers le socialisme. Cette fois, plus question de socialisme. Est à l'ordre du jour et ouvertement proclamée : la défense de la société et de l'ordre bourgeois.

Déjà, au cours de la campagne électorale des législatives de 1973, un débat significatif s'était instauré entre Pompidou, Marchais, Mitterrand. Ces derniers, en réponse à Pompidou, déclaraient qu'ils ne remettaient pas en cause la V^e République et ses institutions, pas même la présidence de Pompidou. L'appel aux gaullistes a une signification précise : pas question de mettre en cause ce qui est l'essence du gaullisme, de l'œuvre de De Gaulle — la V^e République, ses institutions et le gouvernement qui en est issu. Mettre en cause la V^e République, ses institutions, son gouvernement, c'est ouvrir la voie à la crise révolutionnaire.

La question de l'Assemblée nationale

Le problème est bien là en effet. Toujours dans le même discours, Giscard d'Estaing n'en fait pas mystère :

« Cette action de transformation de la société française, je voudrais que nous puissions la conduire dans le calme politique... Ce calme politique, c'est le gouvernement actuel... qui devra la conduire au cours de la période à venir, et je souhaite aussi que cette action politique puisse être soutenue par l'actuel Parlement... Je souhaite... le calme politique de la France. »

L'« *action de transformation de la société* » se résume aux mesures contre le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées, dont il a été question plus haut, auxquelles s'ajoutent les pitretries de Giscard pour faire « peuple » et décontracté, et les projets de révision des lois sur le divorce, l'avortement, du vote de la loi accordant le droit de vote et la majorité à 18 ans. Si importantes que soient ces dernières mesures, elles ne modifient en

rien la situation politique actuelle, et elles permettent de « justifier » la politique de « pression sur le gouvernement » qui est celle du PS et du PCF. Par la même occasion, d'autres « réformes » sont avancées, telle celle du « service national » qui, sous le couvert de la réduction du service militaire à six mois, vise à constituer une armée de métier.

« *Le calme politique* » ! C'est presque une prière que fait Giscard d'Estaing. Il sait que les élections présidentielles ont sonné le glas de la V^e République, et l'importance politique de la défaite de l'UDR, axe de la V^e République, organisation politique du bonapartisme moribond, défaite à laquelle pourtant, plus que quiconque, il a contribué. Tout moribond qu'il soit, le bonapartisme ne peut être liquidé à froid sans crise profonde de l'État bourgeois et de tous ses organes. Giscard d'Estaing est contraint de concentrer entre ses mains le pouvoir. Ses premiers actes, la nomination du gouvernement Chirac approfondissaient la crise de l'UDR. Mais à quel nouvel équilibre politique aboutir ? Quel nouveau système politique instituer ? A ces questions, Giscard d'Estaing est incapable de répondre. Il lui reste une seule possibilité : prolonger le cours de la V^e République, figer des rapports politiques qui sont déjà ceux d'hier.

La « transformation » exige le maintien de l'ombre politique du passé : le Parlement de 1973. Pourquoi ? Parce que tout développement politique peut aboutir à une situation incontrôlée et incontrôlable : à la crise révolutionnaire. Dissoudre le Parlement serait donner la secousse politique qui met tout en route, précipiter la crise de l'UDR et de toutes les formations bourgeoises, donner au prolétariat et aux masses exploitées un

élément de centralisation politique, leur donner un moyen de poser immédiatement la question du gouvernement. Giscard d'Estaing fait tout pour revaloriser un Parlement pourtant plus que jamais dépourvu de pouvoir réel. Ainsi, sous prétexte de modifier sur deux points secondaires la Constitution — droit de saisine du Conseil constitutionnel, possibilité pour les ministres de récupérer sans nouvelles élections leurs sièges parlementaires —, l'Assemblée nationale et le Sénat seront-ils réunis en congrès à Versailles au mois d'octobre.

Cette gymnastique exige d'abord et avant tout la caution des partis ouvriers, que ceux-ci n'hésitent pas à donner. Ainsi, ils en appellent au Parlement pour discuter de la politique agricole, ou pour repousser le projet de loi liquidant l'ORTF. Marchais et tous les dirigeants du PCF renouvellent leurs appels à l'union nationale. Le 30^e anniversaire de la Libération est l'occasion d'une véritable campagne pour rappeler la communauté d'armes entre communistes, libéraux, gaullistes. Il ne saurait donc être question de remettre en cause un Parlement où les gaullistes prédominent et d'aboutir à de nouvelles élections qui les lamineraient.

Le maintien de l'Assemblée nationale élue en 1973 revêt une importance majeure. Cette assemblée est plus que jamais sans pouvoir, c'est une assemblée-croupion. Plus que Pompidou, Giscard d'Estaing concentre entre ses mains le pouvoir politique. Mais encore bien moins que Pompidou, Giscard ne peut réaliser « l'ouverture à gauche » et injecter une dose de parlementarisme au bonapartisme dans le coma. Le maintien de l'Assemblée nationale actuelle lui est indispensable, de même qu'à l'UDR, qu'aux formations bourgeoises,

qu'aux dirigeants du PS et du PCF, parce que tous veulent prolonger la V^e République et empêcher que s'ouvre la crise révolutionnaire.

Les déclarations de Ségué, Marchais, Mitterrand, précédemment citées, sont éloquentes, elles répondent à l'appel au « *calme politique* » de Giscard. Chose curieuse, Marchais et Mitterrand prétextent du respect du « *verdict exprimé par le suffrage universel* » pour ne pas mettre en cause le gouvernement Giscard-Chirac, et ils ne s'indignent pas que ce président mal élu, contre la volonté des forces vives du pays, gouverne en utilisant une majorité parlementaire dominée par l'UDR, dont le candidat Chaban-Delmas a été écrasé, même sur le terrain truqué des élections présidentielles. Encore une fois, c'est que : maintenir l'Assemblée nationale élue en 1973, c'est se cramponner à la V^e République et à ses institutions ; et l'on remet à 1978 une éventuelle « *éclatante victoire électorale* », ainsi que l'explique Ségué.

« Briser la résistance anti-révolutionnaire des partis et syndicats » (Léon Trotsky)

La fragilité de cet édifice politique est évidente. Il peut s'effondrer ainsi qu'un château de cartes sous l'effet de la logique interne de la crise politique de la bourgeoisie qui suscite obligatoirement oppositions, luttes de clans, contradictions à l'intérieur de la bourgeoisie, de chaque couche du capital financier, du personnel politique bourgeois, sous l'effet d'une brusque aggravation de la situation économique, sous l'initiative des masses.

Quelle que soit la cause fortuite, ces facteurs se combineront pour abou-

tir à la crise révolutionnaire. Le pilier de cet édifice politique, c'est la politique du PCF, du PS, et des appareils syndicaux. Les masses sont aux prises avec une terrible contradiction : aux élections présidentielles, elles ont acquis la certitude que la V^e République, ses institutions, son Assemblée nationale, son gouvernement pouvaient être balayés, qu'il était possible qu'un gouvernement constitué par les partis qu'elles considèrent comme leurs partis, le PS et le PCF, prenne et exerce le pouvoir. Mais en pratique, à chaque pas, elles se heurtent à la politique de leurs partis et organisations qui confortent la V^e République, ses institutions, son gouvernement et jusqu'à l'Assemblée nationale dominée par le parti gaulliste, l'UDR. En outre, si elles sont parvenues à s'exprimer nationalement sur le terrain politique en utilisant les élections présidentielles, les élections terminées, elles n'ont plus le moyen de s'exprimer et de se centraliser politiquement nationalement. Le PCF et le PS s'ingénient à barrer la route au prolétariat et à l'empêcher de s'exprimer et de se centraliser politiquement au niveau de la question gouvernementale, c'est pourquoi ils considèrent comme « légitime » cette Assemblée nationale croupion qui ne représente qu'elle-même.

Trotsky, constatant en 1935 que la situation était intermédiaire entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire, estimait que les masses chercheraient à « *briser la résistance antirévolutionnaire des partis et syndicats* ». Aujourd'hui, la classe ouvrière cherchera et parviendra à submerger et à rompre le barrage politique que dressent devant elle ses partis et les appareils des confédérations syndicales. Déjà, cette tendance s'est manifestée sous certaines

formes pendant la grève des mineurs de Lorraine en janvier 1974, au cours de la grève des banques en mars-avril, et même sous une autre forme au cours des élections présidentielles. La transformation de la crise politique de la bourgeoisie en crise révolutionnaire est entièrement liée à ce que Lénine soulignait :

« La capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser (ou entamer) l'ancien gouvernement qui ne tombera jamais, même à l'époque des crises, si on ne le fait choir. »

Ce serait d'un dogmatisme stérilisant de vouloir « prédire » quelle sera l'occasion utilisée par les masses. Mais toutes leurs activités concourent en ce sens et elles s'efforceront de transférer sur leur terrain l'acquis politique des élections présidentielles, en utilisant leurs méthodes de lutte de classe. Pour rompre le barrage politique des appareils, il leur faudra sans doute, s'appuyant sur leurs revendications et luttant pour elles, partir d'actions, de mouvements partiels, pour aboutir à centraliser leur combat politique. Elles saisiront les possibilités qu'elles sentiront immédiatement à leur portée pour aller à l'action politique centralisée. C'est dire qu'en chaque combat, en chaque action, même partiel, le contenu politique sera celui de la lutte pour le front unique des organisations ouvrières, la rupture avec la bourgeoisie, la lutte pour balayer le gouvernement Giscard-Chirac et imposer un gouvernement des partis ouvriers, le PS et le PCF, dont les masses espèrent qu'il satisfera leurs revendications.

Sur la ligne du front unique ouvrier et du gouvernement PS-PCF

D'ores et déjà, les luttes engagées par la classe ouvrière depuis les élections s'orientent dans ce sens et intègrent l'acquis politique des élections présidentielles. Les travailleurs de l'ORTF voulaient en juillet engager la première bataille contre la loi qui démantèle l'ORTF. C'est contre le gouvernement, contre le Parlement croupion sur lequel s'appuie le gouvernement, qu'ils ont manifesté et qu'ils étaient prêts à la grève générale. Ce n'est que partie remise. Ils n'accepteront pas les licenciements, la mise en place de la loi. Les marins du « France » occupent leur bateau. Mais la question qui se pose est celle de la grève générale de la marine marchande, de l'unité politique des partis ouvriers pour engager la bataille contre le gouvernement et son Parlement croupion qui veut désarmer le « France ». Le gouvernement veut faire voter par ce Parlement à sa botte, qui ne représente plus que lui-même, la loi qui conduirait à la liquidation de la Sécurité sociale, cette conquête capitale de la classe ouvrière. Les travailleurs de la Sécurité sociale sont concernés, mais bien entendu, toute la classe ouvrière l'est aussi. Est-il acceptable que cette Assemblée nationale croupion, couverture du gouvernement, entièrement à son service, à majorité UDR, décide la liquidation de cette conquête ouvrière ? L'unité des organisations et partis ouvriers contre le vote de cette loi par le Parlement, contre ce Parlement qui ne représente que lui-même, s'avère une nécessité brûlante. Les mêmes problèmes surgissent à propos du budget, des enseignants, de l'aéronautique, etc.

La lutte contre cette assemblée nationale sourd de la lutte des classes ainsi qu'une impérieuse nécessité et du même coup, devient le dénominateur commun, centralisateur, des luttes et de l'action politique de la classe ouvrière : derrière l'Assemblée nationale, c'est la V^e République, ses institutions, son gouvernement, dont il s'agit. Pour et dans cette lutte politique, ce sont les questions de l'unité des organisations et partis ouvriers, de la rupture avec la bourgeoisie qui sont soulevées, c'est la question du combat pour un gouvernement des partis ouvriers qui se posent. Car c'est ainsi seulement qu'à l'étape actuelle, le prolétariat peut envisager la lutte contre le gouvernement du capital pour un gouvernement qui le représente et dont il attend la satisfaction de ses revendications.

Les trotskystes n'ont pas d'illusions et n'en diffusent pas. Ils savent que le PS et PCF sont des partis liés au maintien de la société bourgeoise. Aujourd'hui, ces partis soutiennent désespérément la V^e République à l'agonie, son Parlement-croupion, son gouvernement qui conduit le pays à la catastrophe. Demain au gouvernement ils défendront de toutes leurs forces la société bourgeoise, l'État bourgeois, menacés par l'action des masses. Mais la lutte des classes, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, se développent de façon contradictoire.

Le PS et le PCF sont eux-mêmes des partis aux prises avec une contradiction mortelle. Ce sont des partis ouvriers-bourgeois. Partis ouvriers, par leur origine, par leur composition, par leurs liens avec la classe ouvrière, par les objectifs qu'ils affirment, le socialisme, le communisme, parce que leur existence dépend de leurs rap-

ports avec le prolétariat, les masses exploitées. Partis bourgeois parce que leurs appareils sont intégrés à la société bourgeoise, sont des appareils bourgeois. « *Les masses entrent en lutte avec leurs idées, traditions, organisations* », écrivait Trotsky. Ces organisations, les masses les chargent d'un contenu qu'elles n'ont pas. Elles ne peuvent envisager de combattre et de vaincre la V^e République, l'Assemblée nationale, le gouvernement, qu'en utilisant les organisations qui la constituent comme classe, ses partis, et n'envisager une solution gouvernementale qu'au travers de ceux-ci. Les trotskystes savent que la chute de la V^e République, de l'assemblée nationale UDR, du gouvernement Giscard d'Estaing et à plus forte raison la constitution d'un gouvernement PS-PCF sans ministres des partis bourgeois, ouvrirait la crise révolutionnaire.

Se dirigeant vers la réalisation de ses tâches historiques, le prolétariat doit nécessairement lutter pour son unité. Il charrie des illusions et seul le développement de son action politique l'en débarrassera. Son unité, il la voit au travers de l'unité de ses organisations, partis et syndicats. Son pouvoir, la marche à la dictature du prolétariat, il lui donne la forme concrète d'un gouvernement de ses partis. Ce n'est qu'en dépassant cette étape, en perdant ses illusions sur ces partis, que, sous la direction du parti révolutionnaire, le prolétariat prendra réellement le pouvoir, établira sa dictature.

Mais l'étape du gouvernement des partis ouvriers traditionnels est inévitable et marquera un haut niveau de l'action révolutionnaire des masses. Les trotskystes n'inventent pas. Sans illusions et sans semer d'illusions, ils épousent la ligne sur laquelle progresse l'action politique du prolé-

riat, de la jeunesse, des masses exploitées. C'est pourquoi ils sont inconditionnellement pour en finir avec la V^e République, l'Assemblée nationale dominée par le parti de la V^e République, l'UDR et ses alliés, le gouvernement Giscard-Chirac et, sans poser *a priori* de question de programme, pour qu'un gouvernement des partis ouvriers traditionnels prenne le pouvoir. C'est aussi pourquoi les trotskystes développent sans relâche le programme d'un véritable gouvernement ouvrier qui établirait le pouvoir ouvrier, réalisant la dictature du prolétariat, et qu'ils construisent le parti révolutionnaire fondé sur ce programme.

Les relations contradictoires entre le prolétariat et les organisations et partis qui le constituent comme classe pousseront inéluctablement les masses à constituer des organismes politiques dans lesquels se retrouveront toutes les composantes du mouvement ouvrier. Depuis mai-juin 1968, à de multiples reprises, la classe ouvrière a tenté pour combattre d'imposer l'unité et de contrôler ses organisations. « *Les syndicats à nous, les permanents à notre service* », exigeaient les conducteurs du métro en octobre 1971. Ils résumaient cette aspiration. La constitution d'un comité de grève incluant les syndicats au cours de la grève du bâtiment de la région nantaise en 1972, celle du comité de grève de la Sécurité sociale en mai 1973, ouvert à toutes les organisations (la CGT refusait d'y siéger), la concrétisaient. L'initiative des masses est décisive pour que la crise de la bourgeoisie se transforme en crise révolutionnaire. Le fait que les masses aient constaté que le gouvernement de la V^e République pouvait être battu et balayé et qu'un gouvernement de leurs partis pouvait être imposé nour-

rira leurs initiatives. L'initiative des masses se manifeste et se manifestera à l'extérieur et au sein même des organisations traditionnelles, syndicats et partis. Elle trouvera un écho au niveau le plus élevé des appareils. Par exemple, il ne fait aucun doute que la dislocation de l'ORTF, le désarmement du « France », ne sont pas acceptés ainsi que des faits acquis, au niveau le plus élevé de la CGT. S'employer à dégager ces initiatives, à rassembler les travailleurs et militants qui comprennent la nécessité d'organismes politiques qui permettent aux masses de briser la résistance antirévolutionnaire des partis et des syndicats, sur la ligne du front unique des organisations ouvrières, c'est rendre concrète et réaliste la lutte pour un gouvernement PS-PCF, sans ministres des organisations et partis bourgeois.

Répetons-le en conclusion : au travers des élections présidentielles, les masses ont acquis la conviction qu'il était possible d'en finir avec la V^e République et ses gouvernements et d'imposer un gouvernement de leurs partis traditionnels, le PS et le PCF. Elles voient aujourd'hui que le gouvernement Giscard-Chirac se masque derrière l'Assemblée nationale, fantôme du gaullisme, élue en 1973. Mais devant elles se dresse « *la résistance contre-révolutionnaire* » de ses partis et des appareils syndicaux. La marche à la révolution, la transformation de la crise de la bourgeoisie en crise révolutionnaire, pousse les masses à constituer des organismes politiques qui leur permettent de briser cette résistance contre-révolutionnaire. Sans doute, ce processus aura un développement inégal et organique, différencié. Une des caractéristiques de situations comparables à la situation actuelle, c'est que le mouvement du

prolétariat s'affirme d'abord dans tel ou tel secteur de la classe ouvrière qui ordonne et ouvre la voie à l'action de l'ensemble de la classe ouvrière. Des formes embryonnaires naîtront qui auront à se renforcer et s'amplifier. Il s'agit de savoir d'où l'on part et où l'on va.

Nous partons de ce que les masses peuvent immédiatement appréhender, de ce qu'une avant-garde peut dégager, nourrie par la perspective du combat pour le gouvernement PS-PCF, pour nous orienter vers ce que Trotsky définissait en 1935 :

« Une représentation révolutionnaire des masses en lutte » la constitution « de parlements révolutionnaires (dont) les partis ne sont pas exclus, au contraire, ils sont supposés nécessaires ; en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer des partis pourris. »

A la question : « *Sera-ce des soviets ?* », Trotsky répond :

« Dans certaines conditions (de tels organismes) peuvent devenir des soviets. »

Nous sommes dans une situation intermédiaire entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire. Pour que s'ouvre la crise révolutionnaire, il faut encore quelque chose de plus, mais cette crise se prépare inéluctablement. La révolution française commencera véritablement lorsque, ainsi qu'au Portugal, « les masses démantèleront l'Etat bourgeois et amorceront la constitution plus ou moins développée de leur propre pouvoir ».

Le 16 septembre 1974,
Stéphane JUST.

VIENT DE PARAÎTRE

Un livre édité par la SELIO - A lire absolument

“Les marxistes contre l'autogestion”

Le lecteur trouvera des documents portant sur l'autogestion, bien sûr ceux de la CFDT, du PSU, du CERES, mais aussi ceux du Parti communiste français, de l'ex-Ligue communiste, des anarchistes, etc.

Ce livre est le premier pavé dans la mare autogestionnaire.

Tous les militants ouvriers se doivent de l'étudier.

En vente à la SELIO - Prix : 22 F.

Plan de développement pour le XX^e congrès

L'O.C.I. prépare la révolution

L'O.C.I. se prépare à la révolution

par Charles BERG

« Au Portugal, la révolution prolétarienne a commencé par le fait que, comme le dit la résolution élaborée en commun par l'OCI et les camarades du groupe portugais, « une aile de la bourgeoisie a été contrainte d'engager le coup d'État. Les masses se sont immédiatement engouffrées dans les premières brèches, et par leur activité révolutionnaire, ont amorcé un processus de démantèlement de l'Etat bourgeois corporatiste. »

Irruption des masses sur la scène où se joue leur destin, dislocation de l'Etat sous les coups de boutoir de l'activité des masses : ce sont les conditions de toute révolution qui commence.

« La révolution portugaise est l'expression la plus élevée du mouvement en avant du prolétariat en Europe. Elle accélère la maturation de la lutte du prolétariat dans tous les pays d'Europe ; elle aggrave partout la crise politique de la bourgeoisie. Mais il ne faut pas l'opposer au développement d'ensemble du prolétariat en Europe : au contraire, elle l'éclaire.

« Dans le cours d'une montée révolutionnaire qui ne se marque pas par la simultanéité des crises révolutionnaires, mais qui s'approfondit par une tendance à l'homogénéisation de ses luttes dans tous les pays d'Europe, la classe ouvrière se dirige vers des affrontements au niveau de l'Etat. Ce sont les conditions politiques de la révolution socialiste qui mûrissent à l'échelle de l'ensemble de l'Europe. »

Cette citation, extraite de la Résolution politique générale adoptée par le XIX^e Congrès de l'OCI, éclaire les décisions prises par le Comité central dans sa dernière session, fixant pour toute l'avant-garde un « plan de développement de l'OCI » pour la construction du parti révolutionnaire.

Crise politique, crise financière, crise économique, morale, culturelle : le système fondé sur les rapports sociaux bourgeois de production menace, dans sa marche vers la dislocation, de précipiter des millions d'hommes, sur tous les continents, dans la barbarie et la décadence.

Inflation galopante, développement du chômage, faillites toujours plus nombreuses, nous sommes loin du « néo-capitalisme », vanté hier encore par les révisionnistes à la IV^e Internationale.

Démission de Nixon, crise politique en Italie, en Allemagne, en Angleterre, chute des colonels grecs, guerre civile en Irlande, dégradation d'un bonapartisme moribond en France ; comme l'écrivait un journaliste dans l'hebdomadaire *Newsweek* : chaque jour qui passe voit s'allonger la liste des régimes malades, en Europe et dans le monde entier.

Mais le développement de la crise de l'impérialisme n'implique pas automatiquement l'ouverture d'une crise révolutionnaire. Le caractère exceptionnel de cette situation d'ensemble est donné par un développement de l'action internationale du prolétariat.

L'OCI prépare la révolution L'OCI se prépare à la révolution

Sans revenir dans le cadre de cet article sur l'ensemble des développements de la situation internationale, il convient d'apprécier l'importance de l'Europe, où se concentrent toutes les contradictions de la crise de l'appareil stalinien international et de l'impérialisme mondial. Pour les millions de

travailleurs menacés en Europe « occidentale » par la crise de l'aéronautique, de l'automobile, de la marine marchande, ou la jeunesse en quête d'un emploi, comme pour les travailleurs soviétiques, polonais, hongrois, tchèques, menacés dans leur existence par une bureaucratie aux abois, les Etats-Unis socialistes d'Europe apparaissent comme la solution politique à la crise conjugée de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne.

Sans doute faut-il se garder de tout schématisme : si la révolution européenne a commencé au Portugal, elle n'a pas encore éclaté en Italie, en Grèce, en Allemagne, en Espagne, en France ; mais un processus irréversible est en route. Les systèmes politiques, les formes de domination de classe de l'impérialisme céderont, minés par leurs propres contradictions, sous l'impact de la lutte de classe du prolétariat.

Il est vain de vouloir déterminer dans quels délais, sous quelle forme, les événements révolutionnaires se produiront. Avec Marx, nous pensons que seules les lois générales, les lois abstraites de la révolution, permettent aux communistes d'exprimer consciemment le mouvement inconscient, donc d'agir. Berceau du capitalisme, l'Europe à l'Ouest et à l'Est est grosse de la révolution prolétarienne, intégrant révolution sociale et politique dans un même processus.

C'est à l'examen de cette situation internationale et européenne que le Comité central de l'OCI a procédé pour aborder l'analyse de la situation française et les tâches qui en découlent pour les révolutionnaires. C'est comme composante du processus révolutionnaire commencé au Portugal que le C.C. a pu écrire de la France que « **la situation est intermédiaire entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire** ».

Ici se trouve le point de départ de la réflexion du plan de développement : la révolution européenne éclatera demain, dans des délais, répétons-le, que nous ne pouvons pas pré-

voir exactement ; en France, les masses se mobiliseront contre les conséquences de la crise de l'impérialisme et utiliseront les failles grandissantes du bonapartisme moribond pour abattre la V^e République, ses institutions, et poser la question du pouvoir. L'irruption des masses sur la scène de l'histoire, le passage de la crise de la bourgeoisie dans laquelle nous sommes à la crise révolutionnaire vers laquelle nous allons, voilà ce qui commande la réflexion, donc l'action, des trotskystes que nous sommes.

Mais les affrontements entre les classes au niveau de l'Etat, l'apparition d'organisations autonomes du prolétariat, la crise de la bourgeoisie, procèdent du mouvement objectif de la lutte des classes et NE SUFFISENT PAS A ASSURER AU PROLETARIAT LA VICTOIRE, c'est-à-dire la destruction de l'appareil d'Etat, l'organisation par le prolétariat de sa dictature sur la société. Si la classe ouvrière pose objectivement, spontanément, le problème du pouvoir, elle ne le résout pas dans les mêmes termes, la défaite au Chili le démontre.

L'existence d'un parti révolutionnaire, qui ne peut fonder son action que comme section du parti mondial de la révolution, voilà ce qui, en dernier ressort, concentre l'enjeu de la lutte de classe du prolétariat.

Ainsi, préparer la classe ouvrière française à la REVOLUTION VICTORIEUSE implique que l'OCI se prépare à la révolution.

Vers l'Assemblée nationale des délégués

L'OCI prépare la révolution.

Cette formule signifie-t-elle que l'OCI s'assigne aujourd'hui de conduire les masses à la conquête du pouvoir, à la victoire de la révolution ? Marxistes, nous nous refusons à toute confusion, à tout « bluff » sur ces problèmes, d'une importance vitale pour le prolétariat. Malgré les succès enregistrés ces dernières années, l'OCI

n'est pas le parti révolutionnaire. Elle combat pour le devenir, mais, en politique, confond le présent et l'avenir conduit à d'irréparables catastrophes. Constituée sur la base du **Programme de transition**, bâtissant en France la IV^e Internationale, l'OCI est passée du groupe à l'organisation communiste. Ainsi, l'OCI est d'ores et déjà une force politique qui est en mesure de nourrir, nationalement, par son action politique, le mouvement du prolétariat, en dégageant à chaque moment ses « tâches historiques ».

La situation née des élections présidentielles a mis à l'ordre du jour la liquidation de la V^e République, la question du gouvernement. C'est de là qu'il nous faut partir pour développer notre politique. Il est nécessaire de rappeler que c'est CONTRE la politique du PS et surtout du PCF que les masses ont défait l'UDR aux élections présidentielles et ont, au second tour, massivement voté pour Mitterrand, émettant un vote de classe à un niveau rarement atteint, posant ainsi le problème du gouvernement.

La classe ouvrière va maintenant reprendre l'initiative politique, par ses méthodes d'action classiques (grèves, manifestations...), sur son propre terrain : celui de la lutte des classes. C'est naturellement en défendant ses droits et positions qui vont être remis en cause par le gouvernement Giscard-Chirac — qu'il le veuille ou non — que la classe ouvrière va reposer la question d'un gouvernement réalisant ses aspirations. Mais elle va se heurter, et se heurte déjà, au soutien inconditionnel apporté par les dirigeants du PS et surtout du PCF au gouvernement Giscard-Chirac. Les masses exigent l'unité et les dirigeants du PS et du PCF tentent de maintenir à bout de bras un gouvernement miné par le résultat des élections et la lente agonie de la V^e République, en matraquant politiquement, avec une rare violence, les militants, notamment en préparant le congrès extraordinaire de l'appareil stalinien. Avec cynisme et

opiniâtreté, les dirigeants du PCF développent leur campagne d'union avec les gaullistes et autres « patriotes » et, alors que le problème du chômage dans la jeunesse commence à se poser avec acuité, l'UJP rencontre les JC, à la demande de ces derniers...

L'obstacle qui se dresse devant les travailleurs et les jeunes, dans la lutte contre le gouvernement Giscard-Chirac, c'est d'abord la politique contre-révolutionnaire des dirigeants du PS et du PCF, ainsi que des centrales syndicales. Et pourtant, pour en finir avec la V^e République, l'Assemblée nationale-croupion dominée par l'UDR et le gouvernement Giscard-Chirac, les travailleurs et les jeunes, étant donné les rapports politiques actuels au sein du mouvement ouvrier, sont obligés de poser le problème de leur unité au travers de l'unité des organisations ouvrières, syndicats et partis, et d'une solution gouvernementale au moyen d'un gouvernement de leurs partis traditionnels, le PS et le PCF.

Les trotskystes ne sèment pas d'illusions : un gouvernement PS-PCF, ce ne sera pas encore nécessairement un gouvernement ouvrier, si l'on entend par là un gouvernement qui exproprie le capital, détruit l'Etat bourgeois, fait appel aux masses, à l'organisation du prolétariat en classe dominante, en bref, détruit le pouvoir bourgeois et constitue le pouvoir ouvrier. Les dirigeants de ces partis soutiennent actuellement le gouvernement Giscard, ils ne veulent absolument pas lutter pour imposer un gouvernement de leurs organisations sans ministres des partis bourgeois : peut-on croire que, portés par l'action des masses, la volonté de leurs militants, à former un tel gouvernement, ils mettront en cause la société et l'Etat bourgeois ?

Mais aujourd'hui, la chute de la V^e République, la chute de Giscard d'Estaing, la venue au pouvoir d'un gouvernement PS-PCF, ce serait le saut de la situation actuelle à une situation révolutionnaire ouverte. Les masses, encore une fois, ne peuvent

envisager d'en finir avec Giscard, et toute autre combinaison bourgeoise, qu'au travers de leurs partis et d'un gouvernement de ces partis. Cette démarche est inévitable et nécessaire. C'est ainsi que le prolétariat, les masses exploitées, s'engagent sur la voie de la révolution, s'orientent et établissent les conditions d'un véritable gouvernement ouvrier, en dépassant cette étape. Epousant le mouvement des masses, exprimant ses aspirations, l'OCI combat consciemment pour ouvrir la voie de la révolution. C'est pourquoi la lutte pour le Front unique des organisations et partis ouvriers ordonne toute son activité dans la lutte des classes en France.

La question du gouvernement PCF-PS

Le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées, devront imposer à leurs organisations et partis le Front unique et la lutte pour un gouvernement de ces partis. Elles le feront par leurs propres moyens, par leurs initiatives. Partant de leurs besoins, donnant son contenu à la lutte pour les revendications, elles se dirigeront vers la centralisation politique pour abattre le gouvernement du capital et y substituer un gouvernement de leurs partis. Les masses rompront ou submergeront le barrage politique que dressent les dirigeants des organisations et partis ouvriers.

Toute l'action de l'OCI vise à exprimer les aspirations des masses à l'unité, en rassemblant la plus large avant-garde prête à combattre sur le terrain du Front unique ouvrier, pour le gouvernement PCF-PS. Rassembler travailleurs et jeunes sur un plan politique pour agir contre la politique de verrou des appareils, voilà qui exprime de manière vivante et organique la lutte pour le gouvernement PCF-PS. C'est parce que l'OCI lutte pour le socialisme et le gouvernement ouvrier et paysan, qu'elle peut SEULE, aujourd'hui

d'hui, rassembler dans les usines, chantiers, localités, les travailleurs et les jeunes qui veulent s'organiser pour imposer le Front unique ouvrier.

La classe ouvrière tend, et cette tendance se développera, à poser — en relation avec la défense de ses conditions d'existence —, le problème du Front unique ouvrier pour l'action. Nous devons exprimer cette tendance en militant sur l'orientation du « rassemblement d'une large avant-garde combattant dans les entreprises pour le Front unique ouvrier et le gouvernement PCF-PS ».

Agir dans les entreprises, les corporations, les localités, parmi la jeunesse, pour contribuer à dégager au niveau et sous les formes où les masses peuvent immédiatement se saisir de leurs problèmes, impulser ces initiatives des masses, est la tâche militante la plus immédiate et la plus impérieuse. C'est ainsi que des initiatives de ce genre ont déjà pris corps. Citons : le Comité de liaison des maîtres auxiliaires, qui combat pour que le SNES et la FEN prennent en charge la défense des M.A. (Pas un seul licenciement ; un poste tout de suite pour les M.A. ; un poste pour chaque licencié d'enseignement qui le demande) ; le Comité de la Sécurité sociale et de la santé, qui s'est adressé à toutes les organisations ouvrières, les appelant à s'unir contre le projet de loi, soumis par Giscard à son Parlement-croupion, qui démantèle la Sécurité sociale. Mais il faut rassembler l'avant-garde militante sur ce terrain, donner toute sa dimension politique au combat, et son ampleur nationale. C'est pourquoi l'OCI prendra l'initiative de convoquer et de préparer une Assemblée nationale de délégués élus à raison de un pour vingt dans les entreprises, les corporations, les localités, parmi la jeunesse : pour le Front unique ouvrier, pour le gouvernement PS-PCF sans ministres des partis et organisations bourgeois. La plus large participation à cette Assemblée est possible : militants du PCF, du PS,

des organisations syndicales, peuvent et doivent s'y reconnaître, ainsi que ceux qui ne font plus confiance au PS et au PCF, mais qui veulent combattre avec leur classe, ou encore les jeunes qui veulent la révolution, le socialisme.

L'OCI éditera un appel à cette Assemblée nationale : le faire signer par DES DIZAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS, et réunir le plus grand nombre de signataires pour aboutir à l'élection de 500 délégués sera le premier acte de cette bataille politique.

L'AJS participera sur son propre plan à cette bataille, notamment en organisant, comme l'a décidé son Comité national, une campagne axée sur la formation de Comités de jeunes sans emploi, en rapport avec le développement du chômage qui commence à se manifester.

Les cellules de l'OCI qui militent pour la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse, indépendante organisationnellement de l'organisation fondée sur le **Programme de transition**, appuieront de tous leurs efforts cette bataille de l'AJS, en rapport avec la campagne de recrutement et l'importance qu'il convient d'accorder à la jeunesse en général, et à la jeunesse ouvrière en particulier. Le Comité national de l'AJS se propose de faire élire 500 délégués jeunes.

Ainsi se rassembleront 1 000 délégués, représentant 20 000 travailleurs et jeunes, soit 10 000 travailleurs et 10 000 jeunes. Chaque électeur devra contribuer aux frais de préparation et de tenue de l'Assemblée, à raison de 5 F. La somme nécessaire étant estimée à 100 000 NF.

La révolution européenne a commencé au Portugal

Au combat pour préparer en France la révolution, il faut donner toute sa dimension. Ainsi, c'est à Lisbonne qu'on vient de frapper les trois coups de la révolution espagnole, anglaise,

allemande, italienne, française. Gardons-nous de manifester notre impatience. Chaque jour qui passe, chaque position arrachée par les révolutionnaires, chaque discussion menée, chaque pas en avant réalisé dans la construction du parti révolutionnaire, fortifie le prolétariat français, assure à ce dernier les moyens d'affronter la politique contre-révolutionnaire des appareils qui sont aujourd'hui les plus fidèles — et sûrs — soutiens de l'impérialisme moribond et qui demain tenteront de faire mordre la poussière — comme au Chili — au prolétariat révolutionnaire.

« Nous sommes arrivés, dans notre III^e Conférence, à cette première conclusion : la crise politique de la bourgeoisie portugaise, impuissante à résoudre les problèmes de la guerre coloniale, soumise à la pression des impérialismes rivaux plus puissants, face à la montée de la classe ouvrière dans les mois ayant précédé le 25 avril (grèves, protestations contre la guerre, etc.) a entraîné une situation où, pour sortir de l'impasse, une aile de la bourgeoisie a dû recourir avec l'aide d'une partie de l'armée à un coup d'Etat.

« Le coup d'Etat avait pour but de modifier la forme du système politique afin de préserver l'intégrité de l'Etat bourgeois face aux masses laborieuses. A travers les déchirures et les déchirements du coup d'Etat, les masses laborieuses, le prolétariat, se sont engouffrés, et avec la fraternisation avec les soldats, par leur activité, ont ouvert une situation où l'appareil d'Etat a été démantelé. L'appareil d'Etat n'est pas détruit, il est démantelé. Ainsi a été confirmé que la crise politique interne à la bourgeoisie, ouverte par la volonté d'une aile de la bourgeoisie qui cherchait à modifier la forme politique du système de domination des classes dominantes pour préserver le système de domination de toute la bourgeoisie dans les conditions de la survie des structures salazaristes de l'Etat, ne pouvait aboutir qu'au démantèlement de l'Etat bourgeois.

« La III^e Conférence rejette l'assertion de tous les courants politiques, de toutes les formations politiques, des partis bourgeois en passant par le PC et le PS jusqu'aux pablistes et aux gauchistes, qui refusent de caractériser les résultats du 25 avril comme ouvrant la révolution prolétarienne au Portugal. »
(Extrait de la résolution adoptée par la III^e Conférence du groupe trotskyste portugais.)

Dans des délais que nous ne pouvons déterminer, la V^e République connaîtra son « 25 avril » ! De la crise de l'édifice gaulliste jaillira une situation, une faille, par laquelle les masses s'engouffreront. La situation internationale et le danger qu'elle fait peser sur la débile bourgeoisie française, l'aggravation des conditions d'existence des masses, les contradictions qui s'accumulent au sein d'un Parlement dominé par l'UDR battue — c'est peu dire — les 5 et 19 mai 1974, autant de « points chauds » qui peuvent faire trébucher le gouvernement, et, à sa suite, la V^e République tout entière. Il est vain de spéculer. Une certitude s'impose : le 19 mai, la bourgeoisie réunie derrière Giscard a réussi à empêcher, difficilement, l'écroulement immédiat de la V^e République, mais au prix de contradictions plus explosives que jamais.

C'est dans cette situation intermédiaire entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire que le C.C. de l'OCI a décidé d'inaugurer le « plan de développement » par une campagne sur les enseignements politiques de la révolution portugaise.

Faut-il préciser que l'exotisme, même révolutionnaire, n'est pas notre fort ? Il ne s'agit pas de « raconter » la révolution portugaise au prolétariat et à la jeunesse de notre pays, mais de traduire les enseignements de la révolution portugaise en français, c'est-à-dire en rapport direct avec les problèmes auxquels la classe ouvrière de notre pays est confrontée dans sa lutte contre le gouvernement Giscard-

Chirac. Ici, il faut s'arrêter un instant, et relever le mutisme de la presse bourgeoise, stalinienne, réformiste, pabliste et gauchiste sur la révolution portugaise et sa signification. C'est évidemment normal, mais révélateur. En refusant de fournir aux travailleurs et aux jeunes les informations sur le démantèlement de l'Etat bourgeois de Caetano et la constitution des organes ouvriers de double pouvoir, c'est la marche à la révolution française, espagnole, qu'ils veulent — consciemment ou non — masquer, car si la forme différera selon les pays, sur le fond elle sera identique à ce qui se passe à Lisbonne. Informer les travailleurs et les jeunes sur la marche des événements portugais, c'est dévoiler concrètement la politique contre-révolutionnaire des appareils, et en particulier de Marchais, homologue français de Cunhal, dirigeant du Parti communiste portugais.

Enfin, informer l'avant-garde du développement de la révolution portugaise, c'est dégager l'expérience du prolétariat dans ses rapports avec les appareils contre-révolutionnaires, c'est poser le problème du gouvernement PC-PS, de la lutte pour la rupture des partis ouvriers avec la coalition bourgeoise de Spínola, c'est poser l'ensemble des problèmes de la révolution — donc ses tâches — contenus dans le **Programme de transition**.

La campagne de l'OCI sur la révolution européenne qui a commencé au Portugal s'articule sur le caractère international du cours de la lutte des classes : aujourd'hui le Portugal, demain la France, aujourd'hui le Portugal, demain l'Espagne !

Qu'il s'agisse de l'action des travailleurs des chantiers navals de Lisnave, de l'ouverture des livres de comptes réalisée par les employés de banque, de la fraternisation des ouvriers et des soldats — ouvriers et paysans sous l'uniforme —, de la constitution des comités d'usine, de la refonte du système d'éducation entreprise par les enseignants, les étudiants

et les collégiens, de l'abrogation de la censure et du fonctionnement de la radio, de la TV et de la presse, il s'agit, par une campagne d'agitation et de propagande, de nourrir la lutte du prolétariat et de la jeunesse de notre pays des enseignements politiques de la révolution portugaise.

Inaugurée à Paris le 11 octobre, une campagne nationale de meetings et de réunions publiques lancera la campagne sur la révolution portugaise. Cette campagne fera l'objet d'initiatives particulières de l'AJS, qui trouve un large champ d'agitation dans la jeunesse sur la préparation de la révolution dans notre propre pays.

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

Naturellement, cette campagne est également menée pour soutenir le groupe trotskyste portugais, mais, en définitive, le soutien le plus efficace aux trotskystes portugais, c'est le développement de l'OCI luttant pour la reconstruction de la IV^e Internationale, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, qui deviennent aujourd'hui un mot d'ordre saisissable, à la faveur de la crise du « Marché commun », mais également du « Comecon », par des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes en Europe.

Intégrer à notre activité de construction de l'OCI les enseignements de la révolution portugaise, implique que la pleine dimension de la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne soit donnée. Ce qui se passe au Portugal, c'est le point de départ de la révolution européenne. Crise du Marché commun — industriel, financier, agricole —, crise du « Comecon », telles sont les composantes de ce processus unifié. Mais, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, cette crise est ressentie par des millions d'exploités et d'opprimés.

Dans l'aéronautique, l'automobile, la marine marchande, les banques, dans l'agriculture, des milliers de travailleurs subissent les conséquences de la

crise de « l'Europe ». C'est la crise de l'Europe du capital éclatant dans le cadre des frontières nationales et de la propriété privée des moyens de production, c'est la crise de la bureaucratie stalinienne portant les coups les plus rudes aux conquêtes de la révolution, à l'économie planifiée, en cédant aux pressions de l'impérialisme et en réprimant le mouvement de la révolution politique. La bataille politique pour le gouvernement ouvrier et paysan ne peut être menée qu'en ouvrant largement, dans l'agitation quotidienne, dans les « I.O. » d'entreprise, la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Cette perspective n'est pas une « figure d'école ». L'Europe socialiste organisera la production dans tous les domaines, en fonction des intérêts de l'humanité. Les Etats-Unis socialistes d'Europe, en unifiant les capacités du prolétariat européen, assureront le développement harmonieux des forces productives, supprimant à jamais faillites, chômage, misère et guerres.

Cette perspective politique, cette réponse, seule l'OCI, seule la IV^e Internationale peuvent l'apporter de manière vivante et diversifiée, par l'agitation et la propagande, en particulier en direction des entreprises. C'est l'ensemble de cette politique qui doit marquer l'action de l'OCI qui intègre la révolution portugaise à son activité comme la première manifestation d'un processus qui, demain, embrasera l'Europe entière.

La révolution européenne est une et indivisible, et de Moscou à Londres, de Madrid à Berlin, pose comme la tâche de la période de l'imminence de la révolution la reconstruction de la IV^e Internationale et de ses sections.

Cette campagne se terminera le 20 novembre. Une brochure imprimée, un poster, des affiches, seront édités par le Bureau politique. Les militants disposeront ainsi d'un matériel qui leur permettra de mener un travail de propagande, de discussion, en direction des travailleurs et des jeunes, mais

également des militants du PCF, du PS, du FCR, des groupes gauchistes.

Naturellement — naturellement, car pour les communistes que nous sommes, il n'y a pas de campagnes politiques de masse sans traduction organisationnelle, donc financière —, un objectif de 25 millions a été fixé par le C.C. en liaison avec les organismes de direction de l'OCI. Les 25 millions seront collectés dans les meetings et réunions publiques, dans les réunions des groupes politiques, dans les cercles ouverts de l'AJS, mais surtout par un travail communiste de discussion avec les militants, les travailleurs et les jeunes, selon la méthode des « contrats » élaborée l'an dernier lors de la campagne financière pour **Informations ouvrières**. La campagne financière dure deux mois : les sommes collectées serviront à financer cette bataille, au soutien de l'activité des camarades portugais, mais surtout au développement de l'OCI. S'il existe, dans ce pays, une organisation qui peut se vanter de publier régulièrement et publiquement les recettes et les dépenses de ses campagnes, c'est l'OCI. Cette fois encore, nous agissons ainsi. Il ne s'agit pas pour nous d'une motivation morale, mais d'une politique qui porte un nom : le bolchevisme. L'AJS participera sur son propre plan, avec ses objectifs, à cette campagne politique.

Nous l'avons écrit, répétons-le, cette première campagne vise à préparer l'OCI à la révolution ; cela signifie donc lier l'agitation et la propagande sur les enseignements de la révolution portugaise, en dégagant du mouvement même de la lutte des classes en France, combinée aux développements de la crise politique du bonapartisme moribond, le problème du pouvoir, c'est-à-dire le problème de l'ETAT.

La question d'« Informations ouvrières »

C'est volontairement que nous n'avons pas abordé jusqu'à présent le

problème d'Informations ouvrières — de son contenu, de sa rédaction, de sa diffusion. Le XVIII^e Congrès de l'OCI s'assignait pour objectif de développer la vente militante de notre hebdomadaire, afin de l'équilibrer financièrement et de créer les conditions matérielles de sa modification en une « tribune libre de la lutte des classes », généralisant l'ensemble des expériences politiques réalisées par le prolétariat dans sa lutte de classe. Ce résultat allait être atteint dès le second trimestre de 1974, une campagne financière dont l'objectif avait été fixé à 28 millions était menée et couronnée de succès, puisque 32 millions étaient collectés par l'ensemble des régions de l'OCI.

C'est ainsi qu'« I.O. » est maintenant financièrement équilibré par une vente militante. Est-ce à dire que tous les problèmes sont résolus ? NON. La bataille politique pour que le journal, organisateur collectif de la construction du parti révolutionnaire, soit vendu régulièrement par tous les militants de toutes les cellules, sur leurs lieux de travail, doit être poursuivie, amplifiée. La vente du journal consacre, pour un jeune militant, les progrès de son implantation dans son entreprise, dans son syndicat, elle implique une discussion politique, un armement théorique, des habitudes d'organisation. C'est autour du journal que se « constituent » les sympathies politiques, que sont posés les jalons d'un groupe politique. C'est par notre capacité à faire participer les membres des groupes politiques à la diffusion de numéros d'« I.O. » que se manifestent les pas en avant qui peuvent mener au GER. Plus que jamais, le journal est le « fil à plomb » de l'organisation bolchevique en construction. C'est sur la base de ces acquis politiques que des améliorations réelles ont été entreprises dans la conception et la rédaction d'« I.O. ».

Contenu, présentation, popularisation vivante de notre politique, intégrant l'expression de militants en dé-

saccord avec l'OCI sur tel ou tel point, mais acceptant la discussion politique dans les colonnes d'« I.O. », tels sont les premiers résultats de notre politique de construction. Dussions-nous faire enrager ceux-ci ou ceux-là, nous ne sommes pas peu fiers d'avoir autofinancé la vente d'« I.O. » par un travail patient et difficile.

Dès cette rentrée, la diffusion d'« I.O. » doit pouvoir augmenter, sur la base du recrutement, comme de l'élargissement de notre diffusion actuelle. Le C.C. a évidemment intégré des objectifs de progression dans la vente d'« I.O. » en liaison avec les dirigeants de toutes les régions de l'OCI. Le premier objectif fixé est d'augmenter la vente militante de 2 000 numéros pour le mois de décembre — non compris les kiosques et les abonnements. Sur cette base, le C.C. a décidé de doubler les dépôts de notre hebdomadaire dans les kiosques, ainsi que l'affichage régulier réalisé chaque semaine par les cellules de l'OCI sur leurs lieux d'intervention. Il ressort des chiffres communiqués par les NMPP que la vente d'« I.O. » sur une durée de six mois est en moyenne de 1 000 exemplaires par semaine : ainsi se trouve confirmée l'orientation que nous avons adoptée, et qui excluait toute « publicité », tout recours aux « mass media » pour développer la vente d'« I.O. ». Aujourd'hui, la vente, la diffusion, la circulation d'« I.O. » dans tous les secteurs où nous intervenons, nous donnent l'exacte mesure de la construction de l'OCI.

L'OCI doit dans le même temps s'attacher à faire d'« I.O. » le journal national combattant pour le socialisme, le Front unique ouvrier, apportant de manière vivante et diversifiée les réponses politiques aux problèmes soulevés dans la lutte des classes. La rédaction a déjà réalisé un effort réel dans ce sens. Ce travail doit être maintenant relayé par la désignation, au sein des comités régionaux de l'OCI, de correspondants assurant la

liaison avec la rédaction à Paris.

Ajoutons qu'il n'est pas indifférent que **La Vérité** reprenne sa parution régulière, avec un article faisant le point des décisions du XIX^e Congrès, des tâches fixées en application de cette orientation par le Comité central.

Construire l'OCI

Nos activités politiques pour les quelques mois à venir sont très précisément établies. Elles sont inséparables. Préparer l'Assemblée des délégués pour le Front unique ouvrier, pour le gouvernement PS-PCF sans ministres des organisations et partis bourgeois, intervenir dans la lutte de classe pour dégager la voie aux initiatives les plus larges des masses sur la même orientation, mener campagne autour de la révolution portugaise, sont des activités inséparables. L'initiative des cellules et des militants de l'OCI est nécessairement à la base de toute cette bataille. Mais les groupes politiques, les militants qui, sans être nécessairement d'accord avec la totalité du programme de l'OCI, sont d'accord sur ces objectifs immédiats, les jeunes, l'AJS, ont leur place, toute leur place dans cette bataille. L'OCI maintient totalement la perspective d'associer les plus larges courants du mouvement ouvrier qui ne manqueront pas de se dégager dans la lutte des classes, au fur et à mesure du développement du processus révolutionnaire. Prenant acte de la façon concrète dont avait évolué depuis 1968 le mouvement ouvrier et des rythmes de cette évolution, le XIX^e Congrès affirmait :

« La constitution des « Groupes Politiques » et la réunion périodique d'une « Coordination Nationale des Groupes Politiques » sont apparues dans l'immédiat plus adaptées à l'organisation d'une couche militante autour de l'OCI, compte tenu des rapports au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. La différence entre Groupe Politique et

Comité d'Alliance Ouvrière réside en ce que les travailleurs et militants participant aux groupes politiques n'appartiennent pas à des courants qui se seraient dégagés au sein du mouvement ouvrier en rupture avec les appareils, et qui auraient des contours et un visage plus ou moins précis, mais la participation aux groupes politiques n'implique pas l'accord politique total avec l'OCI. Des militants en rupture avec les appareils, qui estiment devoir lutter pour le Front Unique Ouvrier, pour un gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes, ont leur place dans les Groupes Politiques, où ils sont amenés à poser la question de l'instrument politique de ce combat : le parti révolutionnaire. Les limites des Groupes Politiques sont larges, ce ne sont pas des cellules mineures de l'OCI, mais des regroupements politiques souples de discussion et d'action politique. Les *Informations Ouvrières* d'entreprise ou locaux édités par les Groupes Politiques sont des tribunes de discussion où doivent s'exprimer les différentes opinions qui existent au sein des Groupes. La « Coordination des Groupes Politiques » n'est pas une sorte d'exécutif d'une organisation nationale plus ou moins structurée et organisée, mais une confrontation politique entre les Groupes Politiques, nécessaire pour que ceux-ci confrontent leurs expériences et fassent le point de la situation politique.

« La participation aux Groupes Politiques n'implique pas l'acceptation d'une quelconque discipline par rapport à l'OCI, mais seulement le respect de ce à quoi on s'engage personnellement. »

Nous estimons donc qu'il est possible, tout de suite, de constituer des groupes (les groupes politiques) qui agissent aux côtés et avec les militants de l'OCI sur des objectifs définis. Il reste que le moteur, la force politique de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire en France et la reconstruction de la IV^e Internationale, c'est l'OCI. En combattant pour

préparer la révolution, l'OCI doit préparer et se préparer à la révolution. Au centre du plan de développement se trouve l'OCI elle-même. Aujourd'hui, l'OCI vit et combat. Elle est une force politique réelle. Elle n'est plus un groupe, elle se transforme en organisation centralisée et homogène. Ayant franchi avec succès une première étape sur la voie de la construction du parti révolutionnaire, il reste à déterminer l'objectif vers lequel nous nous dirigeons. La première phase de la révolution sera marquée par un mouvement du prolétariat en direction des vieilles organisations du mouvement ouvrier (syndicats et partis) contrôlées par des appareils contre-révolutionnaire.

L'exemple de la Russie de février 1917, de la Révolution Allemande, comme ceux plus récents du Chili et du Portugal, l'attestent. La première phase de la radicalisation de la révolution passe donc par le gonflement des organisations traditionnelles. Le nier serait une absurdité infantile. Si, en 1917, le parti bolchevique a abordé la révolution de février avec un parti constitué — contrôlant des secteurs décisifs de la classe ouvrière, enraciné dans les masses —, il est exclu que l'OCI aborde la situation révolutionnaire constituée comme un parti à l'image du parti de Lénine et de Trotsky.

Organisation communiste, l'OCI qui est d'ores et déjà une force politique, prépare la révolution qui vient en s'assignant pour objectif d'aborder la première phase de la révolution AVEC UNE ORGANISATION DE PLUSIEURS MILLIERS DE MILITANTS IMPLANTES DANS LES USINES, les chantiers, les entreprises, les syndicats, la jeunesse, et toutes les couches opprimées. Nul n'est en mesure de dire aujourd'hui quel rôle une telle organisation pourra jouer à l'heure où les militants des grandes organisations se heurteront aux appareils traîtres ; devrons-nous, pour gagner ces courants au **Programme de transition**, entrer

pour un temps — tout en conservant notre indépendance politique et organisationnelle — dans une organisation centriste issue de la crise des organisations traditionnelles, ou bien l'influence de l'OCI sera-t-elle suffisante pour gagner directement ces militants cadres organisateurs à la IV^e Internationale ? Il est impossible de répondre aujourd'hui à ces questions. Notre développement, notre capacité à intervenir sur une politique correcte dans les luttes de classe du prolétariat, une vigoureuse politique d'organisation, le cours de la vie, voilà qui seul permettra de trancher. C'est ainsi que la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire définie par l'OCI laisse ouverts les deux termes de l'alternative pour la construction du parti révolutionnaire.

Recruter, recruter encore

L'OCI s'assigne aujourd'hui pour objectif de gagner dans les mois qui viennent plusieurs milliers de militants, formés en perspective de la révolution, militant pour sa victoire, déterminant leur intervention non pas comme des conspirateurs, mais comme des combattants de la révolution socialiste. Avec ou sans l'OCI, la révolution, qui surgit des lois objectives de la lutte des classes (le capital est un rapport social), éclatera ; mais la section française de la IV^e Internationale est un élément vivant qui nourrit le mouvement objectif qui va à la révolution. nous luttons pour la victoire de la révolution socialiste mondiale, pour la dictature du prolétariat sur la société : il ne s'agit pas là d'une petite nuance, mais du fossé qui sépare petits-bourgeois putschistes, gauchistes, appareils contre-révolutionnaires et bolcheviks.

L'OCI a dépassé le stade de la simple accumulation primitive du capital humain ; elle a acquis une expérience, une tradition politique et d'organisation, une conviction, une rigueur dans

l'accomplissement de ses tâches, une force qui doivent lui permettre de préparer la période révolutionnaire qui vient en se préparant comme organisation, en gagnant, un par un, travailleurs et jeunes au **Programme de transition**. Il s'agit là d'un pas en avant considérable à accomplir.

Aborder la crise révolutionnaire ouverte avec une organisation forte de plusieurs milliers de militants ouvriers, c'est-à-dire acquis au **Programme de transition**, d'un cadre de dirigeants, d'un appareil politique et organisationnel fondé sur une large implantation dans les entreprises, voilà les objectifs du plan de développement de l'OCI. Recruter des militants à l'OCI, les éduquer — théorie/pratique — comme trotskystes, voilà donc l'objectif de toutes les directions ; l'ensemble du rapport politique adopté par le XIX^e Congrès fixe ces orientations, c'est sur ce mandat que le C.C. a été élu. L'examen des résultats de ce plan sera discuté par le XX^e Congrès de l'OCI. Recruter, soit, mais encore ?

La crise des rapports sociaux bourgeois de production donne naissance à une crise politique, économique, morale, intellectuelle. La décomposition de l'impérialisme offre un immense champ d'action à l'activité consciente des bolcheviks que nous sommes : petits-bourgeois, cadres, ingénieurs, enseignants, étudiants, lycéens, femmes et jeunes, peuvent être gagnés au programme de la révolution socialiste. S'ils peuvent être conquis, tout doit être mis en œuvre pour réaliser ces potentialités. Cela dit, et ce n'est pas une clause de style, l'objectif du plan de développement vise à recruter des militants dans les entreprises, chantiers et bureaux. C'est là, en effet, que se joue en définitive le sort de la révolution, la construction du parti révolutionnaire. C'est pour avoir conservé une intervention politique dans la lutte des classes que le noyau regroupé autour de **La Vérité** a pu donner naissance à l'OCI. C'est là que le 14 mai 1968, à la SNIAS Bouguenais de Nantes, les trotskystes déclen-

chaient, en exprimant les aspirations de leur classe, la grève générale ; c'est là enfin, chez Renault, que s'élevait le formidable « **Ne signez pas !** » adressé aux dirigeants de la CGT. C'est dans les entreprises que se cherche aujourd'hui le mouvement qui ouvrira la crise révolutionnaire, c'est là que s'exprimeront les nouveaux regroupements politiques à la faveur de la crise des appareils, c'est là enfin, dans les usines, que les appareils contre-révolutionnaires et l'appareil stalinien en particulier tirent leur force au compte du maintien de l'ordre bourgeois.

Avant d'aller plus loin, réglons ici un problème théorique de première importance. Sous quelle forme peut s'opérer le recrutement, ou encore, un mouvement objectif, naturel, se dégage-t-il vers l'OCI ?

Dans les usines, dans la jeunesse ouvrière

NON. Précisément, le mouvement qui se dirige vers la révolution prolétarienne ne s'oriente pas, à ce stade, vers le parti — en construction — de la IV^e Internationale. Demain, lorsque les masses se heurteront de plein fouet à la politique traître des appareils, lorsque, de leur propre chef, travailleurs et jeunes auront fait l'expérience des directions du PCF et du PS, la crise internationale de l'appareil stalinien — nourrie par les développements de la révolution politique en Europe de l'Est et par notre intervention — dégagera des courants en rupture avec le PC et le PS. Mais nous ne sommes pas encore dans cette situation. Cela écrit, il faut à l'inverse comprendre que, si nous attendons « l'arme au pied » que ces processus ébranlent les grandes organisations pour bâtir le parti révolutionnaire, ces « courants », en l'absence d'une organisation en mesure de les cristalliser, seront perdus pour la révolution.

La construction d'une puissante organisation trotskyste dans ce pays est pour la première fois à l'ordre du jour. L'accomplissement des tâches fixées par le XIX^e Congrès rendra seule possible l'évolution de ces « courants » vers le parti révolutionnaire. Pour être plus précis, nous pouvons dégager ceci.

L'existence de l'OCI permet aujourd'hui d'organiser des forces LIMITEES, travailleurs d'avant-garde, militants en rupture avec le PC ou le PS, et surtout jeunes, mais DECISIVES du point de vue de la construction d'une organisation trotskyste, créant ainsi les conditions politiques pour, à la prochaine étape, franchir un pas décisif dans la construction du parti révolutionnaire. Il n'y a pas de mouvement automatique entre la crise des organisations dirigées par les appareils contre-révolutionnaires et la construction du parti révolutionnaire. Au contraire, seule la patiente construction d'une organisation trotskyste fondée sur le **Programme de transition** peut permettre, à l'étape suivante, aux forces libérées par la crise des organisations traditionnelles de rejoindre la construction du parti révolutionnaire.

C'est pour nous préparer à cette période qu'il importe de définir exactement la forme du recrutement et les objectifs que nous nous assignons. Si le recrutement par « courants » n'est pas à l'ordre du jour, c'est que la construction de l'OCI doit se faire un par un, ou selon une formulation populaire, au « bouton de veste ». Faut-il mépriser cette forme de recrutement, faire la fine bouche ? Assurément non : laissons aux petits-bourgeois impatients les états d'âme et établissons ceci : la surface de l'OCI est telle aujourd'hui qu'une bataille centralisée nationalement, permet, par cette méthode, la conquête et la formation de milliers de militants révolutionnaires. Le simple élargissement des positions politiques que nous occupons aujourd'hui dans les usines, les chantiers, les bureaux, les écoles, les syndicats, peut

assurer à l'OCI le recrutement de milliers de militants. La rigueur acquise dans les précédentes campagnes (législatives, « I.O. », présidentielles, etc.) permet de l'affirmer. Enfin, si dans les usines, le lent et patient travail d'implantation politique — donc syndicale — doit se poursuivre, de larges opportunités nous sont ouvertes **POUR RECRUTER PARMIS LA JEUNESSE OUVRIERE** où se combine la vie politique de la classe ouvrière, le sens de l'organisation de classe et la mobilité révolutionnaire, trait particulier de la jeunesse. Ce travail doit se mener à l'usine, au FJT, dans les quartiers et cités, et mobiliser en particulier les cercles de l'AJS.

Ainsi, le plan de développement adopté par le C.C. doit-il conduire toutes les directions de l'organisation à mettre au centre la construction de l'OCI. L'ouverture des groupes d'études révolutionnaires devra être suivie avec un soin particulier, de sorte que l'éducation théorique se combine avec l'accomplissement des tâches politiques (intervention, vente du journal, etc.) de construction de l'OCI, bref, les G.E.R. deviendront ainsi de véritables pré-cellules permettant une cooptation fondée sur la sélection nécessaire à l'accomplissement de nos tâches.

Les objectifs s'établissent donc ainsi :

- 25 millions jusqu'au 20 novembre,
- 10 millions pour financer au 15 décembre l'Assemblée nationale pour le gouvernement PS-PCF,
- Ouverture de G.E.R. le 1^{er} de chaque mois, en rapport avec les objectifs pris par le C.C. et la Conférence nationale des cadres.
- Vente supplémentaire pour le 15 décembre de 2 000 numéros d'**Information ouvrières**.
- Plus de 1 000 nouveaux militants conquis à l'OCI pour le XX^e Congrès.

L'audace dans les objectifs doit se doubler d'une rigueur dans l'organisation du travail, qu'aucune gesticulation ne saurait troubler. Mais l'essentiel,

répétons-le, réside dans la capacité des cellules, rayons, secteurs de l'OCI, à combiner agitation et propagande sur le **Programme de transition**, qui, s'il inclut comme stratégie la lutte pour le F.U.O., ne s'y réduit pas : l'OCI

lutte pour la dictature du prolétariat, pour le socialisme, pour la révolution mondiale, pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Voilà son drapeau, voilà son étendard !

Charles BERG.

**Un militant ouvrier
ne peut se passer chaque semaine
de lire**

"INFORMATIONS OUVRIERES"

Le numéro : 2 F.

6 mois (24 n ^{os})	35 F
pli clos	40 F
1 an (48 n ^{os})	70 F
pli clos	80 F
Etranger (un an : 48 n ^{os})	80 F

INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance - Rédaction - Administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
CCP PARIS 21.831.73.

La chute de Nixon et la crise politique de l'impérialisme américain

par François FORGUE

INTRODUCTION

L'année 1973 devait être, pour l'impérialisme américain, l'année de l'Europe. Ce que cela signifiait, Kissinger l'avait clairement énoncé dans une déclaration en avril 1973. Parlant des relations entre les Etats-Unis et les pays du Marché commun, il rappelait que « la Communauté européenne a de plus en plus mis l'accent sur sa personnalité régionale », pour souligner que les Etats-Unis, eux,

« doivent agir et être responsables d'un système commercial et monétaire plus vaste. Il faut réconcilier ces deux faits... La perspective d'un système commercial fermé embrassant la Communauté européenne et un nombre croissant d'autres pays d'Europe, de la Méditerranée et d'Afrique paraît l'être aux dépens des Etats-Unis... Ces divergences sont apparues à un moment où nous connaissons nous-mêmes un déficit

croissant et chronique de notre balance des paiements... Il faut parvenir à un nouvel équilibre dans les relations commerciales et monétaires. »

Et, plus brutalement encore, Nixon, alors président des Etats-Unis, proclamait le 15 mars 1974, que les pays d'Europe ne « *sauraient s'adonner à des confrontations et même au conflit sur le front économique* ». Nixon ne faisait là que rappeler ce que le langage des faits, celui des rapports de force entre les différents impérialismes, avait établi dans les derniers mois de 1973 et les premiers mois de 1974.

L'impérialisme américain a utilisé, par les moyens commerciaux, monétaires, diplomatiques, sa puissance relative pour exiger et imposer une modification en sa faveur des données de la concurrence internatio-

nale. La hausse des matières premières — qu'il ne créait pas, qu'il ne manipulait pas souverainement mais qui s'imposait à lui comme une expression de la crise croissante du système capitaliste mondial, auquel aucune bourgeoisie ne pouvait échapper —, a été pour l'impérialisme américain qui en contrôle directement ou indirectement la majeure partie, l'occasion d'imposer une nouvelle répartition des marchés.

Simultanément, il réaffirmait sa position mondiale en imposant des conditions de plus en plus contraignantes aux bureaucraties parasitaires d'URSS, d'Europe de l'Est, de Chine.

La quatrième guerre du Moyen-Orient illustre le contenu de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire qu'est la « coexistence pacifique ». Au niveau diplomatique, l'impérialisme américain a eu l'initiative sur toute la ligne. Certes, pour s'imposer comme le vainqueur, le seul vainqueur et l'arbitre incontesté, il lui a fallu le concours de la bureaucratie du Kremlin, mais celle-ci a été cantonnée dans un rôle strictement subordonné. Elle a agi comme agent de l'impérialisme américain qui s'est refusé à partager avec elle l'initiative.

Parallèlement, l'impérialisme américain a utilisé les conditions créées par cette guerre pour modifier en sa faveur ses relations avec les autres bourgeoisies. Diplomatiquement, il les a placées dans une situation mineure, les confinant dans le rôle « régional » auquel Kissinger les voue, sans les consulter ni les aviser avant de conclure avec le Kremlin un accord sur le Moyen-Orient, mais se donnant le luxe de les tancer pour leur manque de « coopération ».

Et, comme on le sait, il a utilisé son contrôle sur le pétrole du Moyen-Orient et le fait que l'industrie américaine n'importe qu'une part minime de sa consommation comme une arme dans sa lutte sans pitié pour

renforcer ses positions face à ses partenaires et rivaux plus faibles. Nixon et Kissinger sommant, avec l'insolence de grands patrons convoquant leurs chefs de service, les ministres des Affaires étrangères d'Europe de se rendre à une conférence sur les « problèmes de l'énergie », tendaient à mettre en pratique le programme nécessaire de l'impérialisme américain que, dès 1926, Léon Trotsky décrivait ainsi :

« Il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter et de vendre » (Europe et Amérique).

Le paradoxe apparent du « Watergate »

Mais au moment même où, sur la scène internationale, Nixon semblait s'affirmer comme un géant, il était aux Etats-Unis-mêmes réduit à la proportion d'un nain, empêtré dans les fils de plus en plus serrés de l'affaire du Watergate, dont l'hebdomadaire américain *Time* disait qu'il s'agissait d'un « cambriolage de quinzième ordre ». Au fur et à mesure que les mois passaient, le scandale, loin de s'étouffer, s'amplifiait. L'équipe présidentielle était décimée, les inculpations frappaient de plus en plus haut et, à en croire les commentateurs les plus modérés de la grande presse américaine, le royaume shakespearien du Danemark où « *quelque chose était pourri* » était un paradis terrestre comparé à la Maison-Blanche.

Quand Nixon procédait à une tournée triomphale au Moyen-Orient et accomplissait son ultime voyage présidentiel à Moscou, il n'était plus seulement dans son pays un politicien bafoué mais un homme que la majorité de ses concitoyens considérait comme un condamné de droit

commun en sursis. Le scandale se muait en crise gouvernementale de première grandeur. Le Congrès se préparait à avoir recours à la procédure de la destitution, de l'« impeachment » jamais employée contre un président depuis les lendemains de la guerre de Sécession et Nixon était acculé à démissionner.

Le paradoxe formé par l'opposition entre le rôle international de Nixon, comme représentant du plus puissant impérialisme mondial et sa déchéance n'est qu'apparent. En fait, le scandale du Watergate et la chute de Nixon sont une expression de la contradiction non réglée entre le rôle mondial de l'impérialisme américain et le système politique de domination de la bourgeoisie aux Etats-Unis, contradiction qui forme « la question historique » à laquelle l'impérialisme américain doit faire face (1).

L'impérialisme américain, pilier de l'ordre impérialiste mondial et gardien international de la contre-révolution, a besoin, plus que tout autre, d'un « Etat fort », émancipé des intérêts partiels des différentes couches de la bourgeoisie, alors que le système politique est encore marqué par un héritage constitutionnel venu du « XVIII^e siècle de l'Amérique agraire avec ses intérêts sectionnels incompatibles avec les exigences de l'impérialisme moderne » (2). Mais cette contradiction qui n'a pas attendu le Watergate pour se manifester, doit être envisagée concrètement, c'est-à-dire dans le cadre du développement mondial de la lutte des classes et de la crise de la société capi-

taliste. Les conditions de la chute de Nixon sont une expression de cette contradiction à un moment précis de ce développement d'ensemble.

La crise du mode de production capitaliste tend vers un point de rupture où les rapports économiques se disloqueront sur le marché international, où la division internationale du travail se brisera. Les convulsions monétaires qui se succèdent, l'absence de fait d'un système monétaire international exprimé dans l'inconvertibilité en or et dans le « flottement » général des monnaies, le caractère d'emballlement incontrôlable que prend l'inflation tandis que s'accroissent les tendances au piétinement voire au recul de la production industrielle, sont des symptômes et des éléments de la marche à la dislocation du marché mondial. De façon générale, les nécessités objectives de l'économie capitaliste s'imposent de façon de plus en plus contraignante au système impérialiste dans son ensemble comme à chacune de ses composantes. L'impérialisme américain n'y échappe pas : c'est pris à la gorge par les nécessités qui s'imposent à toutes les bourgeoisies qu'il réagit et ses initiatives, si elles renforcent ses positions face aux autres impérialismes, minent encore plus les conditions d'équilibre du système impérialiste dans son ensemble.

Mais, comme le dit la résolution politique adoptée par le 19^e Congrès de l'OCI :

« Les développements et les rapports économiques qui se sont affirmés ces dernières années ne

(1) Voir l'article de Stéphane Just : « Ampleur et limites de la coopération contre-révolutionnaire », dans *La Vérité* N° 556 d'avril 1972 et l'article de Georges Mazet : « Etats-Unis—U.R.S.S. » dans *La Vérité* n° 560 d'avril 1973.

(2) Cf. "Watergate and the White House: From Kennedy to Nixon and beyond", article de Les Evans, paru dans

la revue théorique du Socialist Workers Party des Etats-Unis, *International Socialist Review* dans son numéro de décembre 1973. Cette étude, sans aucun doute l'une des plus riches parues sur ce problème, a été, comme source d'information mais aussi comme élément de réflexion une composante indispensable au présent article.

constituent pas un élément "en soi": ils sont une expression de tout un développement dans lequel une place essentielle est tenue par les positions nouvelles arrachées à l'échelle internationale par la classe ouvrière, son renforcement comme classe, consolidé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la vague révolutionnaire qui amorça sa transformation en guerre civile. »

Les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas situés sur une autre planète, ils n'échappent pas aux lois de la lutte des classes. Le contenu du développement que nous venons brièvement de résumer s'affirme dans la crise politique généralisée de la bourgeoisie, dans l'inadéquation de ses régimes politiques, dans les principaux pays capitalistes face aux nécessités qui tendent à la submerger. Si cette crise se concentre et trouve aujourd'hui ses expressions les plus avancées en Europe, du fait de toute une série de facteurs historiques, c'est comme résultat d'un processus international dont les Etats-Unis, loin d'en être isolés, sont un élément central. Pour les représentants de l'impérialisme américain, 1973 devait être « l'année de l'Europe ». Sous une forme qu'ils redoutaient, 1974 est aussi l'année de l'Europe ». Le mouvement de la lutte des classes qui mène de la crise politique de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire, a déjà

abouti au commencement de la révolution prolétarienne au Portugal. Et ce n'est pas une coïncidence si la chute de Nixon s'est combinée avec le désarroi de la diplomatie américaine après que la tentative de coup d'Etat à Chypre a ouvert une brèche dans laquelle les masses grecques se sont engouffrées, entraînant la chute de la dictature militaire.

Le mûrissement des conditions de la révolution prolétarienne en Europe est un élément direct de la crise politique de l'impérialisme américain, crise qui, elle-même, nourrit les développements révolutionnaires en Europe. Mais l'unité des luttes du prolétariat mondial n'est pas une abstraction: elle se manifeste aux Etats-Unis dans les positions et dans les combats de la classe ouvrière américaine. La remise en cause de la démocratie politique bourgeoise aux Etats-Unis que signifierait la réorganisation efficace des formes de domination de la bourgeoisie américaine, ne peut se faire sans porter atteinte aux droits et aux positions de la classe ouvrière américaine: c'est toute la puissance du prolétariat américain qui est à l'arrière-plan de la crise des institutions de la démocratie bourgeoise aux Etats-Unis.

C'est dans ce cadre général que cet article revient sur la signification et certains aspects de la crise politique marquée par la chute de Nixon.

ATTENTION !

**NOTEZ-BIEN le nouveau N° du CCP de « La Vérité »
M. Michel RENAUDIE, CCP La Source N° 30.040.74.**

Première partie :

Les institutions politiques américaines et le développement de la lutte des classes aux Etats-Unis

La presse bourgeoise française a été l'une des plus modérées dans la manière de traiter de l'affaire du Watergate, en particulier celle qui se prétend « libérale » et « progressiste ». C'est ainsi qu'au lendemain de la démission de Nixon, Jean Daniel, dans *Le Nouvel Observateur* rendait hommage au président déchu :

« Kissinger, c'est la façade noble de Nixon. Les défauts, les fautes et les crimes de Nixon ne peuvent rien contre le fait qu'il a pris seul, un beau jour, la décision d'enlever à ses études un obscur professeur de Harvard, fils d'émigré juif au surplus, et d'en faire un conseiller spécial, puis un secrétaire d'Etat » (*Nouvel Observateur*, N° 509, 12 août 1974).

Sur le simple terrain des faits, cette tirade est d'ailleurs mensongère. Kissinger n'est pas une découverte de Nixon mais de Nelson Rockefeller, aujourd'hui vice-président des Etats-Unis. Passons. L'important, c'est cette admiration pour l'homme qui a fait écraser Hanoï sous les bombes pour mériter le prix Nobel de la Paix, qui a supervisé l'intervention de la CIA au Chili. La « façade noble » de Nixon, c'est sa politique de « détente », de « coexistence pacifique », en fait son orientation conforme aux besoins contre-révolutionnaires de l'impérialisme. Par ailleurs, il a commis des erreurs qui ont exigé son remplacement...

Et ce remplacement, bien sûr, est la preuve du parfait fonctionnement de la « démocratie américaine ». Un manichéisme simpliste oppose comme deux absolus l'Exécutif et le Législatif, les « bons » et les « méchants », les défenseurs obstinés des libertés (en oubliant par exemple que le sénateur Sam Ervin, le « tombeur » parlementaire de Nixon, représentant de la Caroline du Sud, est un farouche adversaire de l'extension réelle des droits civiques aux Noirs) aux aventuriers irresponsables (en oubliant que Nixon avait été le candidat de tous les cercles responsables de la bourgeoisie américaine en 1972). La dénonciation d'une « défaillance individuelle » ou « d'une clique » est utilisée pour vanter les mérites d'un système politique que l'on définit à partir de la Constitution américaine qui, une fois de plus aurait fait la preuve de son efficacité.

Pour dissiper ce rideau de fumée, plus épais encore en France qu'aux Etats-Unis mêmes, il faut d'abord rappeler ce que sont les institutions politiques américaines et le rapport entre ces institutions et l'ensemble du développement social, politique et économique des Etats-Unis.

C'est une mystification que de vouloir partir des constructions juridiques. Les lois, les Constitutions — lois fondamentales — ne sont que l'expression juridique de rapports sociaux (des rapports fondamentaux entre les classes) et de rapports de

force politiques entre les classes et au sein des classes qui déterminent les formes dans lesquelles est codifiée la domination d'une classe sur les autres. En ce sens les institutions politiques ne sont nullement des facteurs passifs : produits d'un rapport de force, elles deviennent elles-mêmes un élément de ce rapport de force et ne disparaissent pas automatiquement quand elles entrent en contradiction avec une nouvelle disposition des forces en conflit dans la société.

Considérée sous l'angle étroit du droit constitutionnel, la Constitution des Etats-Unis présente à l'évidence un vice ; comme le note, parmi de nombreux autres, un historien :

« La seule sérieuse lacune, très tôt révélée, qu'aucune ingéniosité humaine, aucun amendement n'a encore réussi à combler est l'absence d'une clause ou d'une méthode permettant de régler les différends entre l'exécutif et le législatif et d'éviter ainsi de dangereuses impasses » (F. Schœll, *Histoire des Etats-Unis*).

Mais ce vice fut, en même temps, la vertu de la Constitution américaine lui permettant d'offrir un cadre suffisamment large pour la bourgeoisie américaine aux différentes étapes de sa montée et même dans les premières phases du stade impérialiste. Ce n'est pas l'imprécision du texte de la Constitution qui donne un tour de plus en plus aigu aux conflits entre l'Exécutif et le Législatif, conflits naguère intégrés au fonctionnement même du système, c'est la crise des institutions de la démocratie bourgeoise aux Etats-Unis qui nourrit ce conflit et qui fait de la faille constitutionnelle un problème politique.

La Constitution de 1787 est souvent vue comme une des expressions les plus élevées de la révolution bourgeoise au XVIII^e siècle : c'est la

confondre avec la « Déclaration d'Indépendance » de 1776 qui, effectivement, treize ans avant le déclenchement de la révolution française est, par bien des aspects, une première déclaration des droits de l'homme.

La Constitution élaborée quatre ans après la fin de la guerre d'Indépendance par un petit nombre de notables délégués par les Etats correspond au contraire au moment où il faut consacrer l'ordre établi, le défendre. La règle générale des révolutions bourgeoises, à savoir que « *la bourgeoisie nationale, dans sa phase ascendante, une fois qu'elle a assuré sa domination de classe sur la société, s'oppose à l'établissement des formes les plus développées de la démocratie politique* » (3) vaut pour les Etats-Unis. Sous une forme moins achevée, moins radicale qu'en France, la révolution bourgeoise — car tel était le contenu du mouvement de rupture des colons, marchands et fermiers avec la métropole — ne s'accomplit que par l'entrée en scène des couches inférieures de la petite bourgeoisie qui tendent à dépasser les limites de l'ordre bourgeois. En pleine guerre d'Indépendance, l'un des officiers de Washington s'adressait à son chef pour déplorer la « *position trouble* » de certains insurgés qui proclamaient « *que la propriété des Etats-Unis ayant été préservée de la confiscation par l'Angleterre par l'effort commun de tous devait donc devenir la propriété commune de tous* ». Et, en 1786, dans le Massachusetts, une insurrection agraire éclate contre la saisie de terres de paysans qui ne pouvaient s'acquitter de leurs impôts.

C'est comme rempart de la pro-

(3) Résolution politique adoptée par la préconférence de juillet 1972 à l'issue de laquelle fut constituée le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Voir *La Correspondance internationale* N° 6 d'octobre 1972, page 13.

priété privée capitaliste, de l'exploitation que fut conçue la Constitution. Le premier motif de la subordination des droits des Etats à une loi d'ensemble fut d'empêcher que dans l'une quelconque des anciennes colonies une législation plus avancée menace la stabilité de l'ordre nouvellement établi (ainsi, les Etats se voyaient interdire de « voter des lois portant atteinte aux obligations des contrats »). La volonté des couches, aux intérêts divers, de la jeune bourgeoisie américaine de maintenir toutes leur contrôle sur le « comité qui gère les affaires communes de la bourgeoisie » comme le Manifeste Communiste définit le gouvernement bourgeois, se traduit dans le fait que l'exclusivité du pouvoir législatif (du droit de faire des lois) était confié à des assemblées élues, Chambre des représentants et Sénat dont les membres, du fait d'un système censitaire maintenu jusqu'à la guerre de Sécession, n'étaient que des « gens de propriété ».

Le pouvoir exécutif était « remis au Président des Etats-Unis », chef du gouvernement et commandant en chef des armées, élu au suffrage indirect. L'étendue de ce pouvoir exécutif n'était nulle part définie. Ainsi, à l'origine, alors que n'existaient pas — ou faiblement — les éléments essentiels d'un appareil d'Etat centralisé (armée, police, administration fédérales), l'appareil d'Etat bourgeois des jeunes Etats-Unis d'Amérique avait à son sommet un élément centralisateur incarné dans une présidence aux décisions sans appel. Comme contrepois, la Constitution laissait au Congrès (Chambre des représentants et Sénat) des pouvoirs d'enquête et donc de contrôle dont les limites elles-mêmes n'étaient pas précisées, et dressait un pouvoir judiciaire, sous la forme de la Cour Suprême, dont le rôle était de décider si les lois — et les actes présidentiels — étaient conformes ou non à la Constitution.

En ce sens, la plus grande partie des pages qui ont été noircies à propos du Watergate pour savoir si, par exemple, les refus de Nixon de céder à telle ou telle injonction parlementaire au nom des privilèges de la présidence ("Executive Privilege") sont conformes ou non aux traditions constitutionnelles, sont inutiles. On trouve dans l'histoire américaine abondance d'interprétations contradictoires de cette tradition, en fonction des situations et des rapports de force politiques. Le véritable problème est celui du contenu politique, de la signification, dans des conditions politiques données, du cours suivi par Nixon.

La Constitution qui, dans le cadre de la défense de la propriété capitaliste, cherchait à équilibrer les prérogatives des Etats (c'est-à-dire des anciennes colonies qui avaient chacune connu une histoire particulière et qui s'étaient fédérées sans se fondre) avec l'édification d'un Etat centralisateur nécessaire à la formation d'un marché national, correspondait à une première phase du développement capitaliste aux Etats-Unis, dans des conditions spécifiques : immenses territoires peu peuplés, possibilités d'extension encore illimitées, développement économique essentiellement agraire et croissance rapide du commerce.

Cet équilibre reposait sur une base sociale : le compromis entre les Etats du Nord-Est dominés par une première génération de capitalistes, marchands et propriétaires de fabriques et fermiers libres, et les Etats du Sud, domaine des grands propriétaires fonciers dont la puissance reposait sur l'esclavage qu'entérinait la Constitution. Le développement des rapports capitalistes aux Etats-Unis, qui accompagne en même temps qu'il en est l'une des composantes, l'ascension du capitalisme à l'échelle mondiale, devait miner cet équilibre et conduire à la guerre de Sécession.

Il serait dérisoire de chercher à

résumer en quelques lignes l'histoire du développement du capitalisme aux Etats-Unis — et par surcroît, ce n'est pas l'objet de cet article. Aussi ne s'agit-il pas ici de faire une analyse — même résumée — de la sanglante guerre civile entre le Nord et le Sud, mais d'en dégager quelques aspects par rapport à ce qui centre cet examen de la formation des institutions politiques bourgeoises américaines : la centralisation de l'Etat au niveau du pouvoir fédéral.

Depuis 1830, le capitalisme avançait à grands pas aux Etats-Unis, l'industrialisation s'accélérait, le prolétariat croissait en nombre et se concentrait, les premières tentatives d'organisation syndicale avaient lieu. De 1830 à la guerre de Sécession, six millions d'immigrants entraient aux Etats-Unis. L'Ouest du pays se peuplait et le rapide développement d'une agriculture capitaliste correspondait à l'industrialisation de la côte est. La caste des grands propriétaires du Sud, disposant du monopole du coton et ayant l'Angleterre comme principal client se sentait menacée par ce double développement. Le capitalisme industriel de l'Est voyait sa marche en avant freinée par le maintien de l'esclavage. C'est d'ailleurs le Sud qui, au niveau des instances fédérales, Chambre des représentants et Congrès, prit l'offensive, cherchant à faire légaliser l'esclavage dans les nouveaux Etats qui se fondaient à l'Ouest, imposant une législation fédérale contre les esclaves en fuite. Les exigences du capitalisme atteignant sa maturité coïncidaient ainsi temporairement avec le profond mouvement antiesclavagiste qui rassemblait des couches de la petite bourgeoisie, les libres fermiers, les éléments les plus conscients du prolétariat. Mais, y compris au niveau militaire, ce sont les sudistes qui prirent l'initiative de la sécession et du déclenchement des hostilités. L'Etat fédéral, indispensable à la bourgeoisie pour la pré-

servation et l'extension du marché national, était menacé de disparition. Lincoln dut, par un acte d'autorité, déclarer la guerre au Etats sudistes qui s'étaient constitués en Confédération et précipiter ainsi le processus politique et social qui allait aboutir à l'abolition de l'esclavage.

C'est contraint par les événements que Lincoln s'engage dans la guerre. Son objectif, ce n'est pas l'abolition de l'esclavage : c'est la sauvegarde de l'Union. Ce sont les conséquences de l'approfondissement du conflit, l'entrée de fait des Noirs dans les unités militaires fédérales qui aboutiront à l'acte d'émancipation de 1863. Lincoln réagit en fait aux forces sociales en mouvement, ce n'est pas lui qui a l'initiative. Par contre il lui faut concentrer les pouvoirs au niveau fédéral, les centraliser, pour mener jusqu'à la victoire la guerre contre les Etats esclavagistes. C'est en réunissant par la force des armes les conditions nécessaires à un développement sans entrave du capitalisme à l'échelle de toute la nation américaine que le gouvernement fédéral s'affirme comme l'axe de l'Etat national.

C'est le développement d'une situation révolutionnaire dans les Etats du Sud qui aboutit à l'abolition effective de l'esclavage.

La population noire, pour la première fois, désignait ses représentants, se trouvait associée aux gouvernements locaux. Mais elle exigeait plus : la question se posait de confisquer les terres des planteurs et de les distribuer. Ce projet de réforme agraire fut immédiatement bloqué. Un bloc se reforma entre la bourgeoisie industrielle du Nord et les agrariens du Sud. Les anciens Etats esclavagistes furent laissés sous le contrôle des anciens propriétaires d'esclaves. Une fois les forces d'occupation républicaines retirées, les Noirs furent livrés à la terreur, privés de fait de leur droit de vote, des législations

« ségrégationnistes » furent élaborées dans chaque Etat.

Cette alliance réactionnaire se noua sur plusieurs années : l'instrument en fut d'abord le successeur de Lincoln, Johnson, qui utilisa le renforcement des pouvoirs de la présidence, forgés dans la lutte contre le Sud, contre un Congrès qui reflétait encore le mouvement démocratique lié à la lutte pour l'abolition de l'esclavage et qui s'opposait au compromis nécessaire du point de vue des intérêts généraux du capitalisme. C'est dans le cours de cette bataille que le Congrès déclencha contre Johnson — fait unique dans l'histoire américaine — une procédure d'« impeachment », motivée par son refus d'observer une loi votée par le Congrès. Johnson fut finalement acquitté par le Sénat, la motion d'« impeachment » manquant à une voix près la majorité requise des deux tiers.

Il s'agit d'un combat politique dont la base est donnée par le fait que la préservation de l'ordre bourgeois, des intérêts communs à toutes les fractions de la bourgeoisie, entrent en contradiction avec les conséquences révolutionnaires de la guerre civile.

C'est donc dans cette période que les traits essentiels du système politique avec lequel le capitalisme américain va aborder l'ère impérialiste sont dessinés. La présidence a gagné un statut d'arbitre entre les différents intérêts de la classe dominante, sans pourtant avoir les moyens d'imposer sa volonté. Le Congrès se présente comme le défenseur des « droits » des Etats, mais compte tenu de l'alliance entre grands propriétaires du Sud, et financiers et industriels du Nord, ces « droits » seront avant tout celui de maintenir dans un statut d'oppression particulière la population noire des Etats-Unis.

La montée du mouvement ouvrier américain

La formation du prolétariat américain par vagues successives d'émigration, l'accès de centaines de milliers de ces émigrés au fur et à mesure que la frontière reculait vers l'ouest, avaient retardé l'expression politique de l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mais la fin de la guerre de Sécession qui fut l'amorce d'un prodigieux développement industriel, fut aussi celui d'une croissance rapide du mouvement ouvrier. A Pittsburgh, cœur de la sidérurgie américaine, en 1877, des grèves débouchent sur une véritable insurrection contre laquelle il faut faire intervenir les troupes fédérales. Puis ce furent les mouvements pour les huit heures que n'interrompit pas la sanglante répression de Chicago (1886), la grève des cheminots de 1894...

Mais, à cette étape, le mouvement ouvrier n'organise encore qu'une fraction étroite de la classe ouvrière. D'une part se développe l'AFL (American Federation of Labor), formée de syndicats de métiers, qui ne regroupe que les travailleurs les plus qualifiés ; d'autre part, des organisations comme les Knights of Labor d'abord, puis les Industrial Workers of the World, organisations syndicalistes révolutionnaires, extrêmement minoritaires. En même temps grandit un parti socialiste par bien des aspects encore lié aux courants populistes qui ont leur base chez les petits fermiers mais qui, en 1912, sur le nom de Debs réunira un million de voix.

Le rythme, la brutalité du développement du régime capitaliste donnent d'emblée une extrême violence aux conflits des classes. Simultanément les conditions dans lesquelles s'est formé le capitalisme retardent la croissance du mouvement ouvrier et l'apparition de son expression politique. Mais la lutte de la classe

ouvrière marque toute l'évolution politique aux Etats-Unis.

Les droits d'enquête du Congrès, le caractère public des débats de ces commissions d'enquête, le recours à la Cour Suprême, etc., tous ces éléments de l'héritage constitutionnel sont non seulement utilisés par les différentes fractions de la classe dominante, mais par la classe ouvrière elle-même, qui aux Etats-Unis comme

ailleurs a été la force principale imposant le suffrage universel. Si l'on ne tenait pas compte de cette réalité, on ne pourrait comprendre le caractère à la longue intolérable de ces institutions pour la bourgeoisie elle-même et, en même la destruction de droits et de positions que la classe ouvrière a conquis dans le cadre de la société bourgeoise.

Deuxième partie :

L'impérialisme et l'Etat américain

« L'élimination de la concurrence par le monopole marque le commencement de la désagrégation de la société capitaliste. La concurrence constituait le principal ressort créateur du capitalisme et la justification historique du capitalisme. Par là même, la liquidation de la concurrence signifie la transformation des actionnaires en parasites sociaux. La concurrence avait besoin d'une certaine liberté, d'une atmosphère libérale, d'un régime démocratique, d'un cosmopolitisme. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des barrières douanières, ses propres sources de matières premières et ses propres marchés. Le dernier mot de la désagrégation du capitalisme de monopole est au fascisme. »

Ainsi, en 1937, Trotsky dans *Le Marxisme et notre époque* résumait-il les caractéristiques sociales et politiques de l'impérialisme.

Si le passage du capitalisme rend, en dernière analyse, caduque la démocratie bourgeoise, ce serait une erreur d'en tirer la conclusion que la remise en cause des bases de cette dernière entraîne sa disparition automatique. Elle se survit en fonction des rapports de force entre les classes, c'est-à-dire avant tout en fonc-

tion des positions de la classe ouvrière, mais le cours de tout le mouvement politique de la bourgeoisie se dirige vers la liquidation des libertés qui permettent à la classe ouvrière de s'organiser — et en définitive, par conséquent, vers la réduction des libertés politiques pour la classe dominante dans son ensemble.

Les tendances universelles à la mise en place de « gouvernements aussi autoritaires que possible » s'affirment, dans chaque pays, sur un terrain déterminé par les résultats de la lutte des classes dont la « forme est nationale » comme l'explique le *Manifeste communiste*. L'examen schématique de la manière dont se sont développées les institutions politiques de la bourgeoisie aux Etats-Unis permet de saisir dans quelles conditions spécifiques cette tendance opère au sein de l'impérialisme le plus puissant.

Dans la plupart des pays capitalistes, le point de départ de la tendance à la remise en cause de la démocratie politique, c'est l'existence d'un appareil d'Etat centralisé et centralisateur, lentement forgé au cours d'un développement organiquement lié à celui de la société, le renforcement progressif de la « hideuse »

machine » dont parlait Marx, à l'inverse, aux Etats-Unis, l'appareil d'Etat central restait en quelque sorte superposé à un système politique encore lié à ses origines situées dans les Etats, dans l'administration provinciale et locale.

Les attributs nécessaires à un appareil d'Etat centralisé ne se constituent que tardivement : un appareil policier national — le FBI — ne s'étend qu'à partir de 1924 ; il faut la Seconde Guerre mondiale et ses suites pour que se structure un appareil militaire permanent ; la CIA n'est créée qu'en 1947 en enfin, l'intervention de l'Etat fédéral dans l'économie ne commence guère qu'avec les conséquences de la grande crise et le "New Deal".

Les appareils politiques des deux grands partis bourgeois, le parti républicain et le parti démocrate, reposent sur des coalitions d'intérêts au niveau des Etats et les « groupes parlementaires » sont en ce sens un entrelacs de groupes de pression et d'expressions d'intérêts particuliers. Enfin, il n'existe encore pas — en dehors des services policiers et militaires — de véritable administration permanente centrale. Rien qui ressemble au corps préfectoral français. Nombre de fonctions dans la magistrature, la police, voire l'éducation, sont électives. Les « hauts fonctionnaires » dépendent du parti qui est au gouvernement et changent avec chaque président.

Les différences entre les deux grands partis bourgeois tiennent considérablement à des traditions divergentes, correspondant à une époque passée de l'histoire sociale et politique des Etats-Unis. Le parti démocrate est traditionnellement plus attaché aux droits des Etats, le parti républicain à l'autorité du gouvernement fédéral.

Cet héritage de la guerre civile a été profondément transformé depuis l'ère impérialiste mais il demeure néanmoins des vestiges qui ont une

importance politique. Si le parti démocrate apparaît comme l'instrument privilégié de la collaboration des classes, comme le rempart à la constitution d'un parti ouvrier, c'est aussi parce qu'il est plus lié aux travailleurs, aux couches inférieures de la petite bourgeoisie, à travers son passé de défenseur des libertés à l'échelle des Etats et à l'échelle locale.

Cela ne signifie nullement que le besoin d'un Etat plus fort n'ait pas tendu à s'imposer depuis longtemps : il a abouti à un élargissement constant des pouvoirs de la présidence mais qui a aiguisé sans la résoudre la contradiction entre les besoins historiques de l'impérialisme américain et le système politique hérité de son passé.

Concentration de la production et monopoles, fusion du capital bancaire et du capital industriel, exportation de capitaux, partage du monde et achèvement de ce partage, constituent les traits distinctifs de l'impérialisme : cela ne signifie pas que ces traits, dans chaque pays capitaliste, soient apparus simultanément avec la même netteté.

La domination des monopoles, des grands trusts était déjà fermement établie lorsque les Etats-Unis achevaient d'occuper leur marché intérieur. Leurs premières initiatives d'expansionnisme impérialiste (guerre avec l'Espagne en 1898) ne les dressaient que contre un faible adversaire et n'entraînaient pas de bouleversements internes. Ce n'est qu'avec la première guerre impérialiste que les Etats-Unis deviennent, au sens plein du terme, une puissance mondiale, et ceci, dans une situation où ils peuvent profiter du déclin des vieux impérialismes tout en leur fournissant les moyens de leur destruction. Le capitalisme américain n'a pas eu à répéter les phases préliminaires de développement du capitalisme européen, il ne s'est pas heurté à un mode de production anté-

rieur, il n'a pratiquement pas connu d'obstacles à l'extension de son marché intérieur aux gigantesques proportions, et il a pu pratiquer pendant des décennies une politique protectionniste qui lui évita les frais des capitalismes européens aux prises les uns avec les autres. Il a abouti à une fantastique concentration de capital qui exigeait en retour une expansion sans précédent, l'exportation massive de capitaux et de marchandises.

Dans les premières années de son émergence comme puissant impérialisme mondial, l'impérialisme américain, du fait de la souplesse que lui confèrent les conditions de sa formation, s'accommode encore du système politique antérieur. Cependant, le recours aux armes, aux expéditions punitives, à la guerre, donnent une autre dimension à la présidence. Le titre de « Commandant en chef » dont bénéficie le président n'est plus honorifique. Si le Congrès reste souverain pour ce qui est de la déclaration de guerre ou de la ratification des traités, le président signe des accords provisoires et décide des « opérations de police ».

L'inadéquation du système se révèle avec la fin de la Première Guerre mondiale. Le président Wilson disposa de larges pouvoirs pendant la guerre mais dès les opérations militaires terminées, il se heurta au Congrès. Défendant incontestablement les intérêts historiques de l'impérialisme américain, il tenait à exprimer la position mondiale désormais détenue par les Etats-Unis en termes diplomatiques par son intégration à la Société des Nations. Le Sénat s'y refusa et il ne put vaincre son opposition. Ce n'était pas là qu'attachement à une tradition ou fidélité à une idéologie dépassée, l'isolationnisme correspondait à des intérêts matériels établis, produits de l'histoire passée du capitalisme américain. Dans ce conflit entre l'Exécutif et le Législatif se marque la contradiction entre le système politique

américain et le rôle mondial de l'impérialisme américain, contradiction qui n'a toujours pas été résolue.

Roosevelt : de la crise à la guerre

A l'issue de la Première Guerre mondiale, l'impérialisme américain s'impose déjà comme l'impérialisme le plus puissant. Le secret de cette puissance, note Trotsky dans son rapport au 3^e Congrès mondial de l'Internationale communiste, c'est le marché illimité fourni par la guerre et l'appauvrissement de l'Europe. Mais l'impérialisme américain lui-même est en déséquilibre, car cet appauvrissement tarit les marchés qu'exige sa prodigieuse capacité productive.

Et, dans *Europe et Amérique*, en 1926, Trotsky précisait :

« Cette puissance des Etats-Unis est précisément leur point vulnérable : elle implique leur dépendance des continents économiquement et politiquement instables. »

La « grande crise » de 1929 illustre ce que signifiait pour les Etats-Unis leur nouveau rôle mondial : l'Amérique fut la plus durement frappée par l'effondrement du marché mondial. En trois ans, de 1929 à 1932, le revenu national passa de 80 à 40 milliards de dollars. On comptait douze millions de chômeurs. La bourgeoisie américaine, bon gré mal gré, ne pouvait passer le cap de cette catastrophe que par le recours à l'intervention de l'Etat centralisé. C'est sous les présidences successives de Roosevelt que s'amorcent des transformations profondes : le champ d'action de l'Exécutif s'accroît non seulement dans le domaine des affaires étrangères, mais dans le domaine intérieur. Et cependant, à chaque pas, il se heurta à la résistance des particularismes, des intérêts partiels.

Fréquemment, on porte au crédit de

Roosevelt d'avoir « relevé » l'économie américaine. Il n'en est rien : le président des Etats-Unis ne pouvait manipuler les données objectives de la crise historique du capitalisme. Ce n'est qu'avec la guerre et la croissance prodigieuse de l'économie d'armements que l'économie américaine entame à nouveau un mouvement ascendant. Non, ce qui doit être porté au crédit de Roosevelt, du point de vue de la classe dominante, c'est d'avoir su, pour reprendre une expression de Trotsky, assurer l'intervention de l'Etat bourgeois sur la base de la propriété privée, pour défendre celle-ci. La mise en place d'institutions économiques fédérales, l'utilisation du budget élargissent les assises du pouvoir central. Il n'y a pas de solution de continuité entre Roosevelt et Nixon : la différence réside dans un degré qualitativement plus aigu de la crise généralisée de l'impérialisme.

Il est un autre mythe qu'il faut dissiper pour comprendre la scène politique contemporaine. C'est le prétendu rôle « social » de Roosevelt. Certes, il fut porté à la présidence parce que le parti démocrate sut canaliser la vague de colère qui montait contre le gouvernement républicain alors en place, mais c'est une contre-vérité de prétendre que les droits syndicaux conquis sous sa présidence relèveraient d'un « fait du prince ». Le patronat américain avait utilisé les conditions de la « grande dépression » pour imposer des salaires de misère, pour licencier prioritairement les militants syndicaux, pour se refuser à négocier avec les organisations syndicales. Intégré à la vague révolutionnaire qui culmina en France et en Espagne, le prolétariat américain constituera, à travers des conflits sanglants, son organisation syndicale de masse, le CIO. C'est la force de ce mouvement, les grandes grèves de Toledo, de Minneapolis, de San Francisco en 1934, de Ford en 1937-38, qui modifient radicalement les rapports entre patronat

et travailleurs, qui constituent l'organisation syndicale comme organisation de masse. La législation rooseveltienne, au contraire, fut dirigée contre le droit de grève. Des premières années de la présidence de Roosevelt, un historien du mouvement ouvrier américain a pu écrire :

« Les travailleurs furent contraints de s'engager dans une guerre civile virtuelle dont la ligne de front fut formée par les innombrables piquets de grèves. Des centaines de travailleurs furent tués, des milliers arrêtés ou menacés de poursuites entre 1933 et 1938. » (*Art Preis, Labor Giant's step.*)

La vague révolutionnaire qui aboutit à la constitution du CIO élargit et consolide les « bases de la démocratie prolétarienne, les forteresses du prolétariat » (Trotsky, *Et Maintenant*) au sein de la démocratie bourgeoise. Ce sont ces forteresses que la bourgeoisie doit être à même d'abattre pour adapter son régime politique à ses besoins. Cependant, cette formidable mobilisation de classe du prolétariat américain ne se traduit pas dans l'apparition politique indépendante du prolétariat. Au contraire, les dirigeants du CIO, sur le terrain politique, se prononcent pour l'appui à Roosevelt et au parti démocrate et le parti socialiste auquel appartenaient nombre des cadres du CIO (les frères Reuther, par exemple) dépérit.

Les quelques éléments que nous avons donnés sur l'histoire des Etats-Unis constituent certes l'un des facteurs de cette absence d'expression politique du mouvement ouvrier. Mais à isoler ce facteur, à ériger en explication dernière les « spécificités » américaines, on se refuserait à comprendre la réalité. L'unité internationale de la lutte des classes trouve son expression la plus élevée au niveau de l'organisation consciente du prolétariat, du problème de la constitution de la direction révolutionnaire du prolétariat.

L'avortement politique du mouvement grandiose du prolétariat américain entre 1934 et 1938 ne peut être séparé du rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie réformiste et de la bureaucratie stalinienne. Il aurait été envisageable qu'à partir de l'appareil bureaucratique qui s'élevait au-dessus du CIO, pactisait avec le gouvernement fédéral et contenait le mouvement de la classe ouvrière dans les cadres de la société bourgeoise, se constitue une organisation politique réformiste. Mais la crainte de la bourgeoisie américaine devant la force du prolétariat fut telle, qu'à juste titre — du point de vue de ses intérêts de classe — l'administration Roosevelt pesa pour prévenir la constitution de tout nouveau parti. Le « Comité politique » du CIO se transforma en agence électorale du parti démocrate au lieu d'être à l'initiative d'un parti basé sur les syndicats. Mais il ne put jouer ce rôle qu'avec l'appui du parti stalinien américain, organisation certes minoritaire mais dont les militants disposaient alors d'une grande influence dans les syndicats du CIO. Comme l'écrit James P. Cannon :

« Le PC américain opéra dans les années du régime Roosevelt comme un soutien politique majeur à celui-ci. Il joua d'abord un rôle important dans la croissance du mouvement ouvrier pour, ensuite, aider Roosevelt à le domestiquer... Supposons que le PC ait combattu la direction syndicale de Lewis-Hillman et Murray plutôt que d'abdiquer devant elle pour des raisons de politique étrangère ; que le nouveau mouvement syndical, sous l'influence des communistes, ait fondé un parti ouvrier plutôt que de se fondre dans le front populaire rooseveltien par la liquidation dans le parti démocrate, que le PC et la large fraction du mouvement ouvrier qu'il influençait aient lutté contre la guerre au lieu d'en devenir les plus fermes

soutiens. C'est ce qu'un véritable parti communiste aurait fait. Et l'histoire américaine de l'ère Roosevelt aurait certainement été toute différente. Ce n'est en rien une utopie que de penser qu'une telle éventualité était possible. La clé de ce qui s'est passé, c'est l'évolution du PC américain dans la seconde moitié des années vingt. » (James P. Cannon, *The first ten years of American communism.*)

Il est indispensable de se souvenir du rôle de liquidateur au compte de Roosevelt, c'est-à-dire de l'impérialisme américain, joué par le stalinisme, du rôle de briseur de grèves tenu pendant la guerre par les responsables syndicaux contrôlés par le PC, pour comprendre la facilité avec laquelle le PC a pu être largement éliminé du mouvement ouvrier pendant les années de la guerre froide, pour comprendre comment la bourgeoisie américaine a pu contenir, puis refouler la montée ouvrière en 1946-47. Il n'y a nulle fatalité dans l'absence d'une expression politique indépendante du mouvement ouvrier américain. C'est un problème que chacun de ses combats repose mais qui participe du développement mondial de la lutte révolutionnaire du prolétariat et qui ne trouvera pas sa solution comme problème « américain », mais comme problème international de la lutte des classes aux Etats-Unis.

C'est la force du prolétariat américain qui est à l'arrière-plan de la crise présente des institutions politiques ; c'est l'absence de parti ouvrier qui assure encore une stabilité plus grande à ce système qu'à aucun autre, et non les vertus de la Constitution de 1787. Ce n'est qu'en partant de là que l'on peut apprécier la signification et les conséquences du Watergate.

Troisième partie :

La crise politique de l'impérialisme U.S.

Les racines de la crise

La situation de l'impérialisme américain en 1945 n'est pas la répétition de celle qui était la sienne au lendemain de la première guerre impérialiste. Il n'est pas que l'impérialisme — et de loin — le plus puissant. Il est le pilier et le garant de l'ordre impérialiste mondial, l'axe autour duquel se restructure le système capitaliste international. Il prend à sa charge la remise sur pied des impérialismes décadents et épuisés d'Europe et celle de l'impérialisme japonais, car stabiliser la position de ces bourgeoisies est indispensable pour faire face à la vague révolutionnaire commencée dans les dernières années de la guerre. Il est directement ou indirectement impliqué dans les guerres coloniales que livrent ces vieux impérialismes et doit se substituer à eux. Enfin, parce qu'il constitue la clé de voûte de l'équilibre précaire rétabli avec le concours de la bureaucratie du Kremlin, il est également affecté par les développements qui menacent celle-ci.

L'impérialisme américain est amené à intégrer à ses propres contradictions toutes les contradictions du capitalisme mondial. L'analyse de Trotsky en 1926 (*« la puissance des Etats-Unis est précisément leur point vulnérable : elle implique leur dépendance croissante à l'égard des pays et des continents politiquement instables »*) se réalise dans sa plénitude, mais à une période où le degré de pourrissement de la société capitaliste est encore plus avancé.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il n'y a pas un moment où des forces armées de l'impérialisme US ne soient engagées, légalement ou non, dans un point quelconque du globe. Aujourd'hui, des troupes américaines sont présentes dans soixante-quatre pays. On le sait, l'économie d'armements et au premier chef celle des Etats-Unis, a constitué le volant d'entraînement du système impérialiste mondial. Alors que les dépenses militaires jusqu'en 1940 ne représentaient que 0,5 % du revenu national américain, elles constituent aujourd'hui près de 10 % du produit national en se tenant au chiffre officiel des dépenses militaires qui forment 60 % des dépenses budgétaires. Ce gigantesque parasitisme, à partir duquel l'accumulation du capital se poursuit, et sur la base duquel les impérialismes — et l'impérialisme américain en particulier — peuvent faire pendant un temps des concessions à la classe ouvrière pour assurer leur stabilité politique, ne va pas sans *« cette intervention de l'Etat sur la base de la propriété privée et pour défendre celle-ci »* dont parlait Trotsky. Il ne va pas sans le développement d'un gigantesque appareil militaire et policier : c'est l'ère du Pentagone et de la CIA.

Mais au moment où les Etats-Unis sont amenés à concentrer dans leur propre développement les contradictions du capitalisme comme système mondial et où les crises internes de l'impérialisme américain, ont, en retour, des répercussions mondiales directes, l'inadéquation de la forme politique de domination de la bour-

geoisie devient plus criante. En 1955, Jackson, juge de la Cour Suprême, peut dire : « *Notre pouvoir est si dispersé que rien ne peut être décidé rapidement et secrètement.* » Et si, lorsqu'il abandonne la présidence, Eisenhower met en garde contre « *l'acquisition de l'influence injustifiée prise par le complexe militaro-industriel* », ce n'est pas que ce chet militaire se convertisse soudain au pacifisme, c'est qu'il souligne l'absence d'une centralisation des différents éléments, chacun monstrueusement développé, de l'appareil d'Etat.

Le Congrès reste cette féodalité de commissions à même d'entraver ou en tout cas de freiner les projets de l'Exécutif et l'art du « lobby » prend une autre dimension pour le partage des fabuleux crédits d'armements. Généralement d'ailleurs, le Congrès surenchérit, de ce point de vue, sur les propositions gouvernementales, majorant les dépenses militaires pour répondre aux exigences de telle ou telle fraction. En même temps, le poids disproportionné qu'y jouent les représentants du « Vieux Sud » fait qu'il bloque les tentatives de diminuer, par des concessions sur les droits civiques, la mobilisation croissante de la fraction la plus exploitée du prolétariat américain, celle d'origine noire.

Ce serait une simplification abusive que d'en conclure que la bourgeoisie américaine ne dispose pas encore d'un Etat centralisé ou même que le renforcement de l'Exécutif ne se poursuit pas. Les pouvoirs de la présidence, au contraire vont en augmentant et dès 1964, un journaliste américain pouvait noter que « *le président est à présent le personnage central de la procédure législative* » (D. Cater, *Qui gouverne à Washington ?*) mais sans qu'existe une cohésion, une centralisation des différentes composantes de l'Etat bourgeois capable d'imposer à toutes les couches de la bourgeoisie, comme à la population américaine, les consé-

quences d'une politique conforme aux intérêts généraux de l'impérialisme américain.

Pour être immenses, les possibilités de l'impérialisme américain ne sont pas illimitées. A une première étape, la crise du dollar et donc du système monétaire international en marquaient les limites. Le rôle de gendarme international de la contre-révolution, tenu par l'impérialisme américain, exigeait qu'il impose des « sacrifices » à toute la classe ouvrière américaine. Dans le cadre du système politique existant et des rapports de force entre les classes qui le sous-tendent, il s'en est montré incapable dans les proportions nécessaires. Les Etats-Unis n'ont pas été préservés des conséquences de la période de la lutte des classes ouverte en 1968. Les luttes de la classe ouvrière tendaient à rejoindre celles des Noirs et des jeunes dressés contre la guerre de leur impérialisme. Les menaces d'une rupture sans précédent de l'équilibre social aux USA, composante de la crise sociale, politique et économique qui mûrissait à l'échelle mondiale, rejoignaient les conséquences directes, pour l'impérialisme américain, de cette crise d'ensemble. C'est pris à la gorge par les nécessités objectives du fonctionnement de l'économie capitaliste, répétons-le, que Nixon prenait les décisions d'août 1971 (inconvertibilité du dollar, surtaxe sur les importations). C'est parce que sa puissance était minée que l'impérialisme américain était contraint de la réaffirmer par des mesures qui ne pouvaient qu'aggraver toutes les contradictions.

C'est la décadence mondiale de l'impérialisme qui se cristallise aujourd'hui dans la crise des systèmes de domination de toutes les bourgeoisies, c'est la dislocation des relations qui ont fondé « l'après-guerre ». C'est la traduction de ces phénomènes dans la lutte des classes aux USA, qui sont à l'origine de la crise

politique de la bourgeoisie américaine dont la chute de Nixon est une expression.

Nixon a-t-il innové ?

A chaque étape, la bourgeoisie américaine a cherché à adapter son système politique à des besoins de plus en plus pressants. Dans cette mesure, Nixon n'a pas eu le mérite d'innover. On a longuement commenté l'acte arbitraire que constituait le déclenchement de « bombardements secrets » au Cambodge, mais c'est l'ex-adjoint de Roosevelt, Harry Truman (dont par ailleurs la présidence reste liée à la loi anti-grève Taft-Hartley) qui, dès 1950, arguant de son privilège de « Commandant en chef », plongeait les Etats-Unis dans la guerre de Corée sans en référer au Congrès, au nom d'une résolution de l'ONU qui ne devait être votée qu'au lendemain de l'intervention américaine. Et, comme le constate D. Cater dans l'ouvrage que nous avons déjà cité :

« Truman a fait une guerre et poursuivi une politique étrangère au long cours sans redouter une intervention en Corée. »

Sous la présidence d'Eisenhower, c'est la généralisation de l'emploi de la CIA (dont, évidemment, les actes ne relèvent pas de décisions parlementaires) : coups d'Etats contre-révolutionnaires en Iran (1953) et au Guatemala (1954), tentative de coup d'Etat en Indonésie (1958).

Son successeur, John F. Kennedy, annonçait la couleur dès avant son élection. Il proclamait alors :

« Nous aurons besoin de ce que la Constitution avait envisagé : un chef de l'Exécutif qui soit le centre vital de l'action de notre système gouvernemental. »

On sait en quoi consista cette action. C'est sous sa présidence que

l'intervention directe des USA au Vietnam s'accroît, que 16 000 « conseillers » y sont envoyés. C'est aussi Kennedy qui monte une tentative d'invasion de Cuba qui échoue. Au lendemain de cet échec, dans des termes que Watergate a rendu familiers, il s'attaquait à la presse :

« Si la presse attend une déclaration de guerre pour s'imposer l'autodiscipline des jours de combat, qu'elle sache que jamais notre sécurité n'a été pareillement menacée. »

Un membre du Congrès lui répondait dignement :

« L'idée même d'un retour au secret en temps de paix démontre une profonde incompréhension du rôle d'une presse libre... L'argument de la sécurité pourrait devenir un voile pour les erreurs et les manques du gouvernement. »

Ce farouche défenseur de la liberté de la presse n'était autre que Richard Nixon...

Kennedy entendait déployer toutes les forces de l'impérialisme américain, militairement et diplomatiquement. Il lui fallait pour cela discipliner les diverses fractions de la bourgeoisie américaine au compte des intérêts d'ensemble de l'impérialisme. A la différence de Nixon, Kennedy n'a pas été exécuté que politiquement. Mais son sort éclaire la chute de Nixon qui prend place à un moment où la crise politique aux Etats-Unis s'est considérablement accentuée.

Le mûrissement de la crise

Politicien chevronné du Texas, Lyndon B. Johnson accède à la présidence du fait de la mort de Kennedy en 1963. Il est réélu en 1965 sur un programme de paix et de réformes sociales. 1965 sera l'année de l'intervention des « marines » à Saint-Domingue et surtout celle de l'envoi massif de troupes américaines au

Vietnam, décision qu'avaient précédée depuis 1964 les bombardements de terreur des B-52 sur tout le territoire vietnamien. Elle sera aussi l'année du sanglant coup d'Etat contre-révolutionnaire en Indonésie.

La politique de Johnson s'insère dans une large visée stratégique de l'impérialisme américain (4) qui débouche sur une offensive généralisée contre les positions du prolétariat mondial. C'est l'amplification de la politique de Kennedy. Simultanément, Johnson tente de préserver l'équilibre politique et social aux Etats-Unis par des concessions et des réformes. Mais la logique de sa politique, c'est au contraire de faire payer le prix d'un effort de guerre grandissant par la classe ouvrière et d'imposer une discipline sans faille à toutes les couches de la bourgeoisie. Le développement international de la lutte des classes, la concentration des processus révolutionnaires en Europe, la détérioration du système impérialiste mondial duquel participait l'incapacité grandissante de l'impérialisme américain à en supporter la charge, aboutissent à une réorientation de la stratégie de l'impérialisme américain. Si Johnson choisit de s'effacer, c'est que cette réorientation exige la mise en place d'une nouvelle équipe. Comme on le sait par les documents du Pentagone, cet effacement ne fut pas volontaire mais il est dû à la pression de ce que l'on a appelé le « groupe Clifford », composé de certains des représentants les plus responsables du grand capital financier, dont Clifford, ex-avocat du groupe Du Pont de Nemours et secrétaire d'Etat à la Défense depuis mars 1968.

Dans la décision de procéder à un réajustement d'ensemble de la politique de l'impérialisme américain, intervient l'incapacité de la classe

dominante de contrôler les processus sociaux et politiques aux Etats-Unis. Mais la crise qui mûrit dans la forteresse de l'impérialisme est directement nourrie par les développements internationaux de la lutte des classes.

Les signes annonciateurs d'une nouvelle étape de la lutte des classes aux Etats-Unis se sont d'abord manifestés dans le secteur le plus opprimé et le plus exploité de la population : les Noirs ; puis dans la jeunesse — et d'abord la jeunesse étudiante —, mobilisée contre la guerre du Vietnam. En 1963, une grande marche pour les droits civiques avait eu lieu à Washington : elle marquait l'apogée d'un mouvement encore contrôlé par des politiciens bourgeois, mais surtout elle signifiait le développement de la mobilisation de toute une fraction de la population que l'on croyait écartée de la vie politique. Un an plus tard, elle n'avait connu aucune amélioration de son sort et l'été de 1964 était marqué par les premières émeutes dans les ghettos noirs des grandes villes industrielles. Et en 1968, c'est dans plus de cent villes que règne un climat de guerre civile, après l'assassinat de Martin Luther King. Isolée, cette explosion de colère désespérée, ne pouvait qu'être écrasée par la répression policière : mais elle avait profondément marqué l'Amérique.

Cependant, c'est dès le 18 avril 1965 qu'a lieu la première manifestation contre la guerre du Vietnam. Elle est convoquée par le SDS (Students for a Democratic Society), petite organisation social-démocrate des universités : elle rassemble 20 000 personnes à Washington. Mais en 1967, c'est 500 000 manifestants qui défilent à New York pour réclamer la fin immédiate de la guerre et, en octobre de la même année, des dizaines de milliers de manifestants se concentrent devant l'immeuble du Pentagone. C'est aussi en 1967 que le personnel des hôpitaux de New

(4) Sur ce point, lire l'article de Stéphane Just « Une structure de paix en Indochine » dans *La Vérité* N° 561.

York, celui de la Sécurité sociale s'engagent dans de puissants mouvements de grèves, bientôt suivis par les enseignants de New York.

C'est dans ces conditions que Nixon, politicien déjà passablement discrédité et connu sous le sobriquet de « Richard le Truqueur », est désigné comme le candidat à la présidence. Sous l'opprobre de la guerre du Vietnam dont il a porté la responsabilité, le parti démocrate est en plein désarroi. Lorsqu'il tient en 1968 son Congrès national à Chicago, la ville est placée en état de siège pour faire face aux manifestations de jeunes qui veulent désigner un candidat libéral, McCarthy, comme candidat à la présidence.

Un rouage essentiel du système politique se détraque de plus en plus : la division du travail entre les deux grands partis de la bourgeoisie. Les brutalités policières de Chicago creusent une brèche dans ce rempart de l'ordre établi que constituait le fait que, depuis Roosevelt, le parti démocrate était à l'échelle fédérale présenté comme le parti du progrès, celui pour lequel, traditionnellement, l'appareil syndical national et les associations libérales noires appelaient à voter. Et, quatre ans plus tard, quelles qu'aient été les intentions de certains dirigeants, la décision de l'AFL-CIO de ne se prononcer ni pour McGovern ni pour Nixon, l'a objectivement élargie.

Nixon président

Nixon est élu président sur un programme de « loi et d'ordre » et sur la promesse d'en finir avec la guerre du Vietnam. Mais cette élection qui s'inscrit dans le mûrissement de la crise politique ne l'interrompt pas.

Le 15 novembre 1969, l'Amérique connaît des manifestations contre la guerre du Vietnam qui comptent

parmi les plus imposantes de son histoire : près d'un million de manifestants se rassemblent à Washington et à San Francisco. C'est de ces manifestations que John Mitchell, ex-ministre de la Justice et impliqué dans l'affaire du Watergate laissait entendre qu'elles lui rappelaient la révolution russe. La comparaison est naturellement inexacte mais qu'elle ait été faite souligne la conscience qu'avaient les dirigeants de l'impérialisme américain du point critique que l'on atteignait sur le « front intérieur ».

En mai 1970, c'est l'invasion du Cambodge. Le 4 mai, quatre étudiants qui manifestaient contre la guerre sont abattus par un détachement de la Garde nationale qui venait d'être utilisé contre des camionneurs en grève. Pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, une grève générale paralyse l'ensemble des universités américaines. Parallèlement, l'action de la classe ouvrière s'intensifie. En 1969, c'est la grève de la General Electric puis celle des Postes. En 1970, c'est la grande grève de la General Motors qui concentre le refus de la classe ouvrière de faire les frais de la guerre. Et, dans la même période, le mouvement ouvrier organisé commence à prendre place dans la lutte contre la guerre : le 18 mai 1970, 452 responsables syndicaux de la région de San Francisco signent un appel contre la guerre et le 21, à New York une manifestation patronnée par des organisations syndicales rassemble 25 000 manifestants.

L'une des conséquences de la situation qui se développait aux Etats-Unis, c'est que la réélection de Nixon n'était pas assurée. Là est la clé de certains aspects de l'affaire du Watergate. Pourtant, Nixon fut triomphalement réélu en novembre 1972. Il accomplissait alors les tâches générales indispensables à l'impérialisme américain : ayant resserré les liens

de la coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie du Kremlin et celle de Pékin, combinant la diplomatie fondée sur la « coexistence pacifique » et les moyens de la terreur, l'impérialisme américain imposait au peuple vietnamien ce que Nixon baptisa « *une structure de paix* ». Son dispositif réorganisé, l'impérialisme américain était mieux à même de faire face à la situation nouvelle.

Tout autant que l'élu de tout ce qui comptait dans la bourgeoisie américaine, Nixon fut celui de la bureaucratie du Kremlin et de celle de Pékin. Mais il n'avait réglé aucun des problèmes « intérieurs » des USA qui étaient en fait des problèmes internationaux : il n'avait pu imposer un blocage effectif des salaires à la classe ouvrière, ni assurer autour de lui la cohésion des diverses couches de la bourgeoisie. Certes, les lignes générales de sa politique étaient de toute évidence celles qui s'imposaient à l'impérialisme américain, mais les moyens qu'il employait (nous entendons ses moyens politiques, pas en soi l'emploi de tables d'écoute !) entraient en contradiction, non seulement avec les intérêts immédiats de telle ou telle fraction de la bourgeoisie ou de sa représentation politique, mais avec certains de ses besoins généraux. Placée sous le signe de « la loi et l'ordre », son administration avait fait, ainsi que l'écrit Les Evans dans *International Socialist Review*, « *des pauvres, des jeunes et des Noirs des ennemis publics* ». Réfraction de la combativité croissante de la classe ouvrière, les relations avec les directions syndicales s'étaient aussi détériorées. En un sens, le fait qu'il avait accompli les tâches internationales dont il était chargé comme représentant des intérêts généraux de l'impérialisme US, facilitait les choses : l'heure était venue du règlement de comptes.

Watergate, la chute de Nixon et la crise politique de l'impérialisme américain

A en croire les porte-parole de l'establishment américain, Nixon constitue un « accident ». En réalité il est un pur produit de la machinerie politique du capitalisme américain. « Chasseur de rouges » à l'ère du maccarthysme, il fit sa première campagne électorale sur le thème : « *A bas le comité d'action politique du CIO infiltré par les communistes !* ». Et si les fameuses bandes magnétiques font penser à un mauvais film de gangsters et qu'on y apprend que le Président des Etats-Unis « *n'en avait rien à foutre de la lire* » et que d'ailleurs il ne comprenait pas grand-chose aux questions monétaires, ce n'est pas tant des traits psychologiques que cela souligne que l'urgence qu'il y a à mettre fin à un système qui donne des pouvoirs terrifiants à un Nixon !

Il y a bien sûr dans toute l'affaire des aspects aberrants qui renvoient à des facteurs individuels : à quoi diable pouvait servir la mise sur table d'écoute du quartier général du parti démocrate ? Pourquoi Nixon a-t-il conservé les bandes de ses conversations avec ses adjoints et complices ? Et, de toute évidence sa volonté désespérée de s'accrocher au poste présidentiel a, passé une étape, desservi les intérêts de la classe dont il était un commis. Les facteurs individuels existent, tout comme un certain nombre d'énigmes policières non résolues. Mais ni les uns ni les autres ne présentent grand intérêt. Ce qui importe, c'est le rapport entre le scandale politique qui entraîne la chute de Nixon et la crise politique de la bourgeoisie américaine.

Incontestablement, Nixon cherchait à donner un aspect bonapartiste à son exercice de la présidence en visant à s'émanciper de façon per-

manente et sur tous les terrains du contrôle législatif. Dans son livre, *The Imperial Presidency*, A. Schlesinger le souligne :

« Nixon était engagé dans une profonde réorganisation de l'autorité nationale et à la place du cabinet ministériel, c'est directement à la Maison Blanche qu'il entendait centraliser le pouvoir gouvernemental. »

« Ce vers quoi Nixon tendait, ce n'était pas un régime parlementaire mais une présidence plébiscitaire. »

Mais Nixon n'était pas un Bonaparte : les conditions de sa chute en témoignent. Aujourd'hui encore, malgré le renforcement de l'Exécutif, le Parlement américain, comme le dit D. Carter, « a mieux que n'importe quel autre Parlement du monde occidental sauvé ses pouvoirs du déclin ». Les conditions politiques de l'émergence d'un véritable bonapartisme — même si, comme dans tout régime de démocratie bourgeoise aujourd'hui, il s'y trouve des éléments de bonapartisme — ne sont pas encore réunies.

Non seulement le pouvoir présidentiel n'a pu s'élever suffisamment au-dessus de la société pour imposer « la loi du bâton » aux classes exploitées mais il n'a pu le faire, au compte de l'intérêt général de l'impérialisme, contre les diverses fractions de la bourgeoisie. Mais les cercles dirigeants de la bourgeoisie américaine, les représentants directs des grandes puissances financières et industrielles, s'ils sont partisans de l'Etat fort, de sa centralisation la plus poussée, du régime « le plus autoritaire possible » (Trotzky, *Le marxisme et notre époque*) n'entendent pas renoncer à leur contrôle direct sur l'appareil d'Etat. L'impérialisme américain participe pleinement du pourrissement du système capitaliste, il exprime de manière concentrée le fait que ce système est celui de la « réaction sur toute la ligne ». Mais sa puis-

sance relative, les ressources dont il dispose encore font que ses représentants les plus responsables n'entendent pas encore être contraints à vouer « leur classe au même néant que les autres classes » (K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*). Ils n'entendent pas encore signer un chèque en blanc à leurs mandataires politiques.

Les tentatives de Nixon venaient trop tard et trop tôt. Trop tard, car héritant de la contradiction non réglée entre le système politique américain et son rôle mondial à un moment où la crise mondiale de domination de la bourgeoisie s'affirmait aux Etats-Unis-mêmes, Nixon risquait de la précipiter. Trop tôt, car les cercles dirigeants de l'impérialisme américain ne sont pas encore acculés à jouer leur « va-tout » au Etats-Unis-mêmes, c'est-à-dire à brutalement remettre en cause la stabilité sociale relative préservée jusqu'à présent.

La tendance de Nixon à concentrer le pouvoir à la Maison-Blanche ne s'exprima pas que dans sa volonté de rabaisser au maximum le Congrès, ni même dans le fait que ses conseillers détenaient une autorité supérieure à celle des ministres. Elle se manifesta par sa tentative de centraliser, sous son contrôle direct, les divers éléments de cette branche décisive de l'appareil d'Etat que forment les services secrets et policiers. C'est en juin 1970 qu'il fit réunir les responsables du FBI, de la CIA, des services secrets de l'armée et de la marine, pour leur soumettre un plan élaboré par l'un de ses conseillers, Tom C. Huston. Ce plan proposait un développement coordonné des écoutes à l'égard des « individus subversifs », une généralisation du contrôle du courrier, la « pénétration » des groupes étudiants, etc. Ce plan resta lettre morte car le dirigeant du FBI, Hoover, s'y opposa. C'est à la suite de cet échec que Nixon constitua son propre service d'espionnage, les « plombiers »

qui devaient être pris la main dans le sac, dans l'immeuble du Watergate. Bien des aspects mystérieux de l'affaire sont éclaircis par cette petite phrase d'un ouvrage consacré au Watergate par des journalistes anglais : « *La détérioration des relations entre la Maison-Blanche et les deux grands services de sécurité (FBI et CIA) est la clé cachée du drame du Watergate* » ("*Watergate, the full inside story*" par l'équipe du *Sunday Times*)...

Ce qui était intolérable pour de larges secteurs de la bourgeoisie et pour leurs représentants politiques dans les agissements de Nixon c'est que, ainsi que l'écrivait le chroniqueur de *Time*, S. Alsop :

« Transférer les techniques des services secrets de façon planifiée et organisée à la vie politique intérieure américaine est une innovation terrifiante. »

Ce qui était bon pour les militants ouvriers, les opposants à la guerre, les Noirs, les techniques de l'espionnage et de la provocation, n'était pas tolérable contre l'un des deux grands partis bourgeois. La logique de l'attitude de Nixon c'était, en effet, de dénier aux différents courants de la bourgeoisie leur droit d'avoir leur propre représentation politique, c'était saper le « système des deux partis » alors qu'il n'avait pas la force de le remplacer.

Quand on considère, éclairée par sa conclusion, la séquence des événements qui va de l'arrestation des « plombiers » dans le Watergate à la démission forcée de Nixon, on a l'impression d'une mécanique implacable qui, des premières révélations, en passant par les aveux en chaîne, la découverte des bandes magnétiques, les ultimes palinodies, ne pouvait qu'aboutir à l'éviction de Nixon. Les choses sont moins simples que les apparences pourraient le laisser croire. Des possibilités de compro-

mis existaient : à une première étape, l'affaire pouvait être partiellement étouffée ; une démission venue plus tôt aurait diminué l'impact du scandale. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'acharnement des forces décidées à liquider Nixon avaient créé une situation dans laquelle son maintien à la présidence représentait un risque politique croissant. C'est ce que manifestait avec éclat la décision du congrès de l'AFL-CIO d'appeler à l'"impeachment". La mobilisation du mouvement ouvrier organisé, à un moment où l'action revendicative se développait dans divers secteurs, sonnait le glas de Nixon.

Le 20 octobre 1973, le Congrès de l'AFL-CIO votait à l'unanimité une résolution demandant la démission du président des Etats-Unis ou, sinon, l'engagement d'une procédure de destitution. Certes, par elle-même, cette décision ne constituait pas une rupture avec la pratique de collaboration des classes de la direction du mouvement syndical américain. Mais que, pour la première fois comme corps, l'AFL-CIO appelle les travailleurs à se mobiliser pour imposer le départ, avant la fin de son mandat, du président régulièrement élu, souligne le point atteint par la crise politique.

Nous l'avons souligné, Nixon tentait de donner un aspect bonapartiste à son exercice de la présidence. Sa volonté de réduire le rôle du Congrès ne se cantonnait pas aux affaires internationales, mais l'utilisation systématique du veto présidentiel pour bloquer les lois qu'il estimait contraires à sa politique s'appliquait avec autant de force aux affaires intérieures. Il empêchait ainsi l'entrée en application de lois dont le vote était recommandé par les dirigeants de l'AFL-CIO. Or la forme particulière de la collaboration de classes (l'opposition à la constitution d'un parti ouvrier) était justifiée par les dirigeants syndicaux par le fait qu'ils étaient capables, par leur « pression », d'imposer une législation, des réformes corres-

pendant aux intérêts des travailleurs. C'est cela qui était faussé par les initiatives de Nixon.

Plus profondément, cela signifiait que la remise en cause du fonctionnement « normal » des institutions parlementaires menaçait les positions du mouvement ouvrier : la décision d'appeler à l'« impeachment » révélait le caractère de classe du conflit entre l'AFL-CIO et Nixon. C'est ce que reflète un article paru dans la revue mensuelle de l'AFL-CIO, *The American Federationist* en avril 1974 et qui explique qu'un congrès qui se serait opposé au veto aurait voté un salaire minimum national tandis que « huit millions de travailleurs dont les salaires atteignent ou dépassent tout juste le salaire minimum furent privés d'une augmentation dont ils avaient tragiquement besoin par un veto de Nixon... La même chose s'est passée en ce qui concerne les allocations familiales : six millions de mères de famille travailleuses furent victimes d'un veto de Nixon. Les crédits pour la santé, pour les vieux travailleurs, pour une formation professionnelle accélérée, pour l'éducation, etc., votés par le Congrès, furent bloqués par un veto de Nixon ».

La remise en cause des libertés démocratiques ne pouvait se séparer d'une attaque contre la classe ouvrière et ses organisations. La riposte du prolétariat, qui trouvait une expression dans la décision de l'AFL-CIO, sonnait le glas de Nixon.

A cette étape une question se pose : peut-on identifier les forces qui avaient décidé de se défaire de Nixon ? Certains ont essayé de faire coïncider des groupes économiques précis avec Nixon et avec ses adversaires. Ainsi, Nixon aurait été le représentant des « jeunes » industries développées sur la côte ouest (il a d'abord fait carrière à San Francisco), aviation, électronique et ce sont les groupes financiers « traditionnels » de l'Est qui auraient décidé de s'en débarrasser.

Ce schéma ne correspond à aucune réalité. Certes, le capitalisme américain s'est développé par strates géographiques successives et certaines des industries qui ont connu la plus rapide expansion sont celles qui sont concentrées dans le Sud-Ouest, plus récemment industrialisé. D'où des conflits d'intérêts, des oppositions réelles. Mais bien d'autres lignes de division pourraient être établies, en même temps d'ailleurs que l'on constaterait l'interpénétration de ces différents secteurs. Par exemple, par sa localisation et son origine, Boeing est une firme de l'Ouest mais aujourd'hui une grande part de ses actions appartient au groupe Rockefeller, puissance traditionnelle du vieil "Establishment" de l'Est. D'autre part, ce sont les forces les plus conséquentes du capitalisme américain, les « grandes fortunes » de l'Est comme de l'Ouest qui ont conduit Nixon à la présidence en 1972 comme en 1968.

Non, la réalité est plus simple et plus complexe tout à la fois : le très haut degré de concentration atteint par le capitalisme américain (5) n'empêche pas qu'il existe, au sein des couches qui forment la bourgeoisie, une multiplicité de divisions et d'oppositions, qui ne dérivent pas toutes directement d'intérêts économiques différents, mais de différences tactiques, de clivages hérités du passé. Jusqu'à présent l'Exécutif, le pouvoir central, a été incapable de discipliner ces couches. Il ne pourrait le faire qu'en remettant en cause les institutions démocratiques léguées par le passé, en imposant le règne du « talon de fer » à la classe ouvrière. C'est le refus exprimé au sein de toutes les classes de la

(5) On estime que quatre grands groupes (Mellon, Rockefeller, Morgan, Du Pont de Nemours) contrôlent à eux seuls 30 % du chiffre d'affaires des 200 plus grandes firmes américaines. (*International Socialist Review*.)

société américaine qui est à l'origine de la chute de Nixon.

La revanche prise par le pouvoir législatif, c'est la réaffirmation du droit de toutes les couches de la bourgeoisie de défendre leurs intérêts spécifiques au niveau de l'Etat fédéral. Les représentants et les sénateurs qui ont scellé le sort de Nixon ne sont pas des « libéraux ». Nombre d'entre eux sont profondément d'accord avec tous les aspects de la politique suivie par Nixon : défendant les « prérogatives » du Congrès, ils défendent le droit de faire valoir les intérêts particuliers auxquels ils sont liés. Mais ces prérogatives sont liées à des libertés démocratiques effectives qui sont celles-là-mêmes qui permettent à la classe ouvrière de s'organiser, de résister à l'exploitation.

La contradiction entre les tâches nécessaires de l'impérialisme américain et son système politique est enracinée dans tout son développement : elle s'est manifestée à diverses reprises. Mais elle aboutit cette fois à une crise politique majeure qui secoue tous les éléments de l'édifice politique américain.

Le caractère aigu, presque catastrophique, que prend cette contradiction aujourd'hui, c'est l'expression spécifique, aux Etats-Unis, de la crise de domination de la bourgeoisie qui n'épargne aucun pays capitaliste.

Il ne s'agit pas de technique constitutionnelle. Il s'agit d'une crise de l'Etat bourgeois, de l'Etat qui est, en dernière analyse, la clé de voûte de l'ordre impérialiste mondial : comme conséquence du développement mondial de la lutte des classes et des formes sous lesquelles celle-ci se traduit aux Etats-Unis-mêmes, la bourgeoisie américaine commence à ne plus maîtriser les conditions sociales et politiques qui sont à la base de sa domination. C'est avant tout cela la signification du Watergate et de la chute de Nixon.

Après Nixon...

Une autre vue simplificatrice est celle qui consiste à voir dans la démission de Nixon et son remplacement par Ford, une machination habilement menée de bout en bout. Les choses se seraient, somme toute, passées pour le mieux du point de vue de la bourgeoisie. Un simple coup d'œil à la scène politique et sociale américaine démontre le contraire.

L'institution présidentielle — et à travers elle l'Etat bourgeois — a été discréditée comme elle ne l'avait jamais été : on sait la valeur relative des sondages ; néanmoins, c'est un signe que 68 % des citoyens américains interrogés à ce sujet, pensent que les « *gouvernants ont constamment menti au peuple depuis 10 ans* ». Sur tous les fronts, le pouvoir central, l'Etat, a dû reculer. La plupart des procès politiques montés par l'administration Nixon ont tourné à la déconfiture des accusateurs. Face à la classe ouvrière, le nouveau président doit différer la tentative d'imposer un blocage des salaires. Face au Congrès il doit accepter que les activités de la CIA au Chili et les problèmes de la diplomatie américaine soient traités sur la place publique. Loin d'être réglée par le départ de Nixon, la crise politique s'approfondit encore.

En même temps, les nécessités objectives imposent à ceux qui ont succédé à Nixon de poursuivre dans la même direction. Pour la première fois, les Etats-Unis ont à leur tête un président et un vice-président qui, ni l'un ni l'autre n'ont été élus et c'est là plus qu'un détail symbolique. Gerald Ford, obscur parlementaire que l'on classe dans l'aile la plus conservatrice du parti républicain et qui avait comparé Nixon à Lincoln, s'est retrouvé vice-président parce que le personnage qui occupait cette fonction, Spiro Agnew, avait dû démissionner après qu'il a été établi

qu'il recevait des pots-de-vin. Nelson Rockefeller est sans doute plus connu. Il a été présenté par Gerald Ford comme un homme « *dédié à la cause de la libre entreprise* ». C'est le moins qu'on puisse dire puisqu'il appartient à l'une des quatre grandes familles du capitalisme américain, qu'il est l'un des maîtres de la Standard Oil, de Mobil Oil et de la First National City Bank. Il a aussi été, pendant des années, gouverneur de l'Etat de New York, poste dont il a opportunément démissionné il y a quelques mois. A ce titre il a été l'un des responsables de l'effroyable massacre de la prison d'Attica.

L'un des premiers actes de Gerald Ford a été d'accorder une grâce préventive à Richard Nixon. C'est évidemment un moyen élégant de confirmer sa culpabilité, mais c'est aussi typiquement un acte arbitraire, très « nixonien » qui place la justice devant le fait accompli. C'est un acte qui souligne parfaitement le fait que Ford et Rockefeller ne peuvent, pour l'essentiel, que s'engager sur la voie tracée par leur prédécesseur.

Mais la violence avec laquelle l'opinion publique a réagi indique le degré de méfiance qui s'accumule à l'égard de la présidence, du gouvernement en tant que tel. Watergate et la chute de Nixon ont constitué un moment du mûrissement de la crise politique aux Etats-Unis, mais ils ont aussi été un élément d'accélération et d'aggravation de cette crise. Les réserves politiques de la bourgeoisie américaine sont encore grandes mais elle ne peut s'offrir le luxe d'un autre Watergate.

Un autre problème se pose immédiatement à Ford et à Rockefeller : c'est celui de la politique étrangère. Nixon évincé, c'est Kissinger qui est la cible principale des commissions du Congrès. Son rôle de supervision dans l'intervention de la CIA au Chili a ainsi été dévoilé et Ford l'a défendu dans des termes qui, après son « pardon » précipité à Nixon,

effritent une popularité bien fragile. Mais l'essentiel de l'attaque menée contre Kissinger ne porte pas là-dessus mais sur sa politique de « détente ». Et elle se recoupe avec les désaccords qui s'étaient affirmés entre Kissinger et le secrétaire d'Etat à la Défense, Schlesinger.

Le *New York Times* du 19 septembre écrit à ce sujet :

« Sous six mois au plus le président devra choisir entre Schlesinger et Kissinger. Alors que c'eût été impensable il y a un mois, il n'est nullement certain aujourd'hui que ce soit Kissinger. »

Et le *New York Times* ajoute :

« Le caractère indispensable de Kissinger a été sérieusement remis en cause par la crise chypriote et par les révélations sur le Chili. »

Au-delà même de la personnalité de Kissinger, c'est un réexamen de la politique américaine après l'échec des conversations Nixon-Brejnev à Moscou et l'aventure de Chypre. Formellement, le débat semble porter sur la nécessité de combiner, dans les relations avec la bureaucratie du Kremlin, la « pression » et la « diplomatie ». Au nom de la « pression », il faut renforcer encore plus le potentiel militaire américain. C'est une fausse discussion car Kissinger, pas plus que Schlesinger, n'est opposé à mêler « pression » et « diplomatie ». La vraie question est jusqu'à quel point, en ne provoquant pas une crise dangereuse de la bureaucratie, l'impérialisme américain peut-il faire « pression » pour promouvoir ses propres objectifs ? Mais la crise politique, les conséquences du Watergate font que cette discussion se mène publiquement, qu'elle devient un enjeu dans la lutte qui se livre entre clans de la représentation politique de la bourgeoisie, indépendamment de ce que sont les intérêts généraux de l'impérialisme.

Conclusion :

Une crise mondiale

« Vouloir raisonner sur le sort de l'Europe et du prolétariat mondial sans tenir compte de la force et de l'importance des Etats-Unis, c'est dans un certain sens compter sans le maître. Car le maître de l'humanité capitaliste, c'est New-York et Washington, c'est le gouvernement américain », écrivait Léon Trotsky dans *Europe et Amérique*.

Historiquement parlant, si les problèmes de la révolution prolétarienne se concentrent en Europe, son issue dépendra en dernière instance du prolétariat américain. Aujourd'hui, le prolétariat américain n'est pas encore passé à l'offensive, il ne s'affirme pas politiquement de façon indépendante : les Etats-Unis ne sont pas au bord d'une crise révolutionnaire.

Mais les signes s'accumulent qui montrent que la classe ouvrière américaine se rapproche du moment où elle engagera une nouvelle tentative pour se donner une expression politique indépendante.

Mais, appuyé sur le puissant mouvement syndical, le prolétariat américain exerce une pression de plus en plus forte sur toute la société américaine. Pendant un an, les mineurs de Harlan dans le Kentucky ont été en grève pour la reconnaissance de leur syndicat. Ils ont pu tenir parce que le syndicat national des mineurs, l'UMW, leur a apporté un plein soutien. Le *New York Times* du 14 juillet signalait qu'entre le 1^{er} mai et le 15 juin, il y avait eu 523 grèves englobant plus de 300 000 travailleurs, « *le plus haut total pour cette période en quinze ans* ». Défendant ses conditions de vie et de travail, la classe ouvrière américaine commence à se rassembler dans des conditions politiques dominées par un discrédit sans précédent de l'Etat

bourgeois et des partis du capital.

La lutte organisée de la classe ouvrière contre l'exploitation a été l'un des facteurs essentiels de la crise politique qui s'est manifestée dans la chute de Nixon. Aujourd'hui, cette crise renforce la prise de conscience de la classe ouvrière, pose à nouveau la question d'un parti ouvrier basé sur les syndicats. La crise des formes de domination de la bourgeoisie américaine est de même nature que celle des bourgeoisies d'Europe. Mais elle n'a pas atteint le même degré : l'absence de parti ouvrier laisse à la classe dominante une large marge de manœuvre. Elle parviendra probablement à résorber en partie les conséquences du choc qu'elle a subi.

Mais cette crise est une crise internationale. Watergate n'est pas un « événement américain » dont le rayonnement irait en diminuant dès qu'on quitterait les Etats-Unis. C'est un événement dont les conséquences internationales sont directes, qui est un facteur de la crise de chaque bourgeoisie et qui menace la cohésion des bureaucraties parasitaires. « *Le maître de l'humanité capitaliste* » est temporairement et partiellement paralysé. Cela suffit à créer une situation intolérable.

A Chypre, avec l'appui de la CIA, les dictateurs militaires grecs tentent de prendre le contrôle de l'île. Ils veulent ainsi renforcer leur dictature chancelante. Le gouvernement turc, au nom de la protection de la minorité turque de l'île intervient : un état de guerre *de facto* existe entre deux Etats membres de l'OTAN. Le régime grec est incapable de faire face à la situation, la dictature militaire s'effondre. Kissinger et la CIA abandonnent leurs alliés, organisent

le passage du pouvoir à Caramanlis afin d'empêcher que ne se renouvelle à Athènes ce qui s'était passé à Lisbonne. Mais les masses occupent tout le terrain qui leur est laissé, des manifestations se forment, les syndicats se reconstituent : la crise politique est ouverte, la classe ouvrière reprend l'initiative.

La crise politique de l'impérialisme américain est un élément de dislocation du système impérialiste tout entier, un élément de déséquilibre de

la coalition contre-révolutionnaire nouée avec la bureaucratie du Kremlin : elle nourrit la crise révolutionnaire en Europe. Et c'est en retour la marche à la révolution prolétarienne en Europe qui sera le plus puissant facteur d'approfondissement de la crise politique traduite dans l'effondrement de Nixon, le plus puissant facteur de radicalisation de la classe ouvrière américaine.

François FORGUE.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste
adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) : 45 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT
Imprimerie ABEXPRESS - PARIS

Introduction à la discussion

Au Portugal, c'est bien la révolution

par Roger DUCROS

« La Vérité » publie deux textes élaborés et votés par la III^e Conférence des militants révolutionnaires portugais pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui s'est tenue au mois d'août. Depuis les événements se sont succédés au Portugal ; ils confirment les analyses contenues dans ces textes et les perspectives qu'ils ouvrent. A peine la tentative d'axer beaucoup plus à droite le gouvernement portugais avait-elle échoué que la bourgeoisie, le grand capital, se regroupaient derrière Spinola, le général sans peur et sans reproche, engagé en 1937-38 dans les troupes franquistes en Espagne, volontaire dans les troupes hitlériennes contre l'URSS en 1942-43, échantillon parfaitement représentatif de la caste des officiers supérieurs de l'armée portugaise, un des bastions pendant des décennies du régime fasciste de Salazar-Caetano.

A la fin de juillet, la presse est soumise à une censure militaire appliquée a posteriori qui permet de jeter les journalistes en prison. La parution du journal maoïste est suspendue, son directeur est emprisonné. Au début septembre, le gouvernement provisoire adopte une loi qui met en cause le droit de grève. Ensuite, il essaie de limiter le droit de réunion. Ce sont les libertés démocratiques élémentaires auxquelles s'attaquent le gouvernement et son homme de proue, Spinola.

Dans le même temps, les forces politiques réactionnaires se regroupaient et s'organisaient sous la couverture du parti politique bourgeois, le parti libéral. Des attentats contre les sièges et les militants des organisations ouvrières, les travailleurs sont organisés, qui font plusieurs morts. Deux mille agents de la PIDE sont emprisonnés, des milliers d'autres courent. Le 12 août, ceux qui sont emprisonnés au pénitencier de Lisbonne se mutinent. Un général reçoit leurs « délégués ».

Au Mozambique, les colons fomentent un putsch à Lourenço Marques. Le gouvernement ne le réprimera qu'après beaucoup d'hésitations. Par contre, le 10 septembre, le général Spinola en appelle à « la majorité silencieuse ». Aussitôt surgit un appel à une manifestation, le 28 septembre, en plein Lisbonne. Elle doit regrouper tout ce que le Portugal compte d'anciens fascistes, de nostalgiques du fascisme, de bourgeois, de réactionnaires de toutes sortes, que le mouvement des masses effraie. Le 26 septembre, à une corrida, Spinola est acclamé par les fascistes et répond à leurs saluts. Dans la nuit du 27 au 28,

il attaque violemment le PCP au conseil des ministres, arrête Gonçalves et un dirigeant du MFA. Il fait occuper les radios et encercler par des troupes qu'il croit sûres le palais présidentiel. La radio nationale diffuse un communiqué qui annonce que Spínola a pris tous les pouvoirs et exige le démantèlement des piquets et des barricades qui ont surgi pour interdire la descente sur Lisbonne des manifestants fascistes. C'est la tentative du coup d'Etat contre-révolutionnaire.

Mais, on le sait, elle échoue. Qui a brisé cette initiative ? Une fois encore, la grande presse, et aussi la moins grande, a fait du Mouvement des Forces Armées (MFA) l'obstacle sur lequel s'est brisée la tentative de coup d'Etat. En réalité, c'est du plus profond des masses, de la classe ouvrière, de la jeunesse, que la résistance a surgi, entraînant les militants du parti Communiste portugais et du Parti Socialiste. Tandis que les dirigeants du PC et du PS siégeaient au gouvernement qui publiait les décrets mettant en cause les droits de grève, de presse, de réunion, de manifestation, la classe ouvrière réagissait contre ces atteintes aux libertés démocratiques. Très souvent les militants de ces partis rejoignaient, lorsqu'ils ne les organisaient pas, les ripostes ouvrières.

Après le décret sur le droit de grève, celles-ci se multiplient. Après celui sur la presse, il y a un début de grève générale de la presse et une manifestation de journalistes. Aux funérailles des militants assassinés participent des centaines de milliers d'hommes et de femmes. Un des hauts moments de cette résistance des masses est sans aucun doute la manifestation des travailleurs de Lisnave, les grands chantiers navals des environs de Lisbonne, la plus grande entreprise du pays.

Le jour même où Spínola en appelle à « la majorité silencieuse », malgré l'interdiction du MFA, l'opposition du PCP, les travailleurs de Lisnave marchent sur Lisbonne pour obtenir que leurs revendications soient satisfaites et abrogé le décret anti-grève. La troupe est envoyée pour leur barrer la route et prend position. En bleus de travail, les ouvriers avancent. Ils crient aux soldats : « Soldats, vous êtes fils du peuple, vous ne tirerez pas sur les ouvriers ! » Les rangs des fusillers-marins s'ouvrent. Fraternisation...

La révolution s'avance. Dans la nuit du 27 au 28 et le 28 septembre, le même mouvement s'étend à tout le Portugal et fait échouer le coup d'Etat. Partout les travailleurs dressent des barricades gardées par des piquets, qui contrôlent tout ce qui va sur Lisbonne. Les cheminots contrôlent les gares et les trains. Contre les forces du coup d'Etat qui étaient au sein de la Junte, du MFA, se dresse le peuple travailleur, à sa tête la classe ouvrière organisée au sein de ses commissions ouvrières. A nouveau les soldats que le gouvernement envoie, fraternisent avec les masses, les piquets. Spínola doit reculer. La manifestation du 28 est finalement interdite. Spínola démissionne deux jours plus tard.

Marx écrit quelque part que la révolution a quelquefois besoin de l'aiguillon de la contre-révolution. L'échec du coup d'Etat, en raison de la réplique des masses, a approfondi le processus de la révolution et accéléré son cours. Les commissions ouvrières jouent un rôle de plus en plus important. Les centaines de comptes de capitalistes impliqués dans le coup d'Etat, ou complices, sont bloqués, suite aux initiatives des commissions ouvrières.

« Des piquets à l'armement de la classe ouvrière, il n'y a qu'un pas », disait un officier du MFA.

La contre-révolution, la bourgeoisie, car il faut appeler celle-ci par son nom de classe, se préparent à nouveau. La camarilla des officiers supérieurs continue ses intrigues. Les différents organes de l'Etat démantelé restent en place. Au sein de la Junte, du MFA lui-même, les candidats à la dictature sont

prêts à surgir. La crise économique, sociale, politique, ne peut que s'approfondir. Tout ce monde s'agite, complot, lui-même protégé contre les masses par la participation du PS et du PC. De plus, et complémentaiement, les dirigeants du PCP et du PS ne vont pas manquer de tenter de paralyser le prolétariat, les commissions ouvrières.

Ainsi le PCP a joué le rôle de la brigadiade des acclamations au nouveau gouvernement, à Costa Gomez (lequel déjeunait spectaculairement avec son prédécesseur Spinola, marquant ainsi la continuité du rôle des officiers supérieurs). Ainsi également, ce dimanche de travail volontaire et gratuit, acte politique dont la signification est évidente : plus de grève, production, discipline, pas d'agitation politique, union nationale. Là sont les problèmes, là est le danger, à quelque rythme que la situation évolue et quelles que soient ses diverses phases. Du même coup, l'analyse et les perspectives développées dans les textes qui suivent prennent tout leur sens.

D'autant plus remarquable est la volonté de toute la presse bourgeoise, de la presse du PCF et aussi de celle des divers groupes dits de « l'extrême-gauche », à commencer par Rouge, de camoufler les événements qui ont eu lieu ces derniers mois au Portugal. Pour cette presse, il n'y a pas de révolution, et encore moins de révolution prolétarienne au Portugal.

Nous ne reprendrons pas, dans cette introduction, les arguments développés par les textes mêmes que nous publions, qui réfutent aussi bien les conceptions sur une démocratisation à l'initiative d'une bourgeoisie moderne, progressiste, intelligente, que celles sur un corps d'officiers progressistes et socialisants, instrument du progrès historique, et celles sur le MFA. Il importe, cependant, de comprendre pourquoi cet effort afin de masquer qu'au Portugal se développe une révolution prolétarienne. Il s'agit d'isoler cette révolution et de l'étrangler au plus vite. Et tous participent à ce mauvais coup.

Krivine déclarait le 27 septembre à son meeting du Puy : « Au Portugal, il ne se passe rien en ce moment. La preuve, c'est qu'il n'y a presque plus de grèves. Dans cinq ou six mois, c'est fini », juste au moment où les travailleurs portugais dressaient leurs barricades et formaient leurs piquets. Cette déclaration montrait sa perspicacité politique, très certainement encore obscure en raison de ses désirs politiques profonds. Sans quoi, comment aurait-il pu se tromper à ce point ?

Faire connaître, défendre la révolution portugaise

Isoler, étouffer la révolution portugaise, et cela le plus promptement possible, est une exigence qui s'impose à tous les tenants de la société bourgeoise et de l'Europe d'après-guerre. L'Europe est au bord d'une crise révolutionnaire embrasant l'ensemble du vieux continent. Ecraser la révolution portugaise est d'autant plus difficile, mais d'autant plus nécessaire, qu'elle ouvre le processus de la révolution prolétarienne en Europe.

En Europe, la crise du système impérialiste, du régime capitaliste, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties qui en dépendent, atteint son plus haut degré de concentration. La crise historique des vieux impérialismes, des vieilles bourgeoisies européennes a été contenue depuis 30 ans et a pu sembler surmontée par suite d'une combinaison particulière précise.

Au prix d'un énorme parasitisme, l'impérialisme américain a impulsé le fonctionnement du capitalisme et établi les conditions d'une nouvelle structuration de la division internationale du travail, le rétablissement du marché mondial. Les luttes de classe des prolétariats d'Europe, à la fin de la guerre et au cours des décennies de l'après-guerre, ont été politiquement contenues grâce, si l'on peut dire, aux partis social-démocrates, aux appareils des centrales syndicales et surtout aux partis liés au Kremlin et qui en dépendent, en des limites supportables pour le capital. Pourtant, le capital était exproprié en Europe de l'Est, la révolution était victorieuse, les prolétariats des pays capitalistes réoccupaient les anciennes positions perdues avant guerre et en conquéraient de nouvelles, se renforçaient sur tous les plans.

Désormais, c'est terminé : le capital américain n'a plus les ressources lui permettant de soutenir seul le système impérialiste mondial. Bien au contraire, il lui faut faire brutalement prévaloir ses intérêts et écraser ses partenaires : la crise menace et s'avance chaque jour. L'édifice capitaliste reconstitué en Europe après-guerre révèle sa fragilité, sa précarité, son caractère artificiel. Mais la précarité de l'économie de l'URSS, et plus encore de celle des pays de l'Europe de l'Est, se révèle également. Une double contradiction la mine : une bureaucratie parasitaire la gère et distord ses rapports (rapports à l'intérieur de chaque pays et entre chaque pays) ; elle a besoin de s'intégrer à un ensemble plus vaste et de renouer, sur une base nouvelle, les rapports économiques, culturels, politiques, avec l'ensemble du monde et plus directement de l'Europe.

En d'autres termes, l'économie de l'URSS et celle des pays de l'Europe de l'Est transcrivent les reculs et les limites de la révolution prolétarienne mondiale commencée en 1917. Elles sont également en crise. La main-mise des bureaucraties sur les rapports sociaux de production qui résultent de la révolution d'Octobre n'offre à cette crise aucune issue, car la seule issue c'est l'extension de la révolution à l'Europe de l'Ouest et la reprise de la révolution en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est.

Bien au contraire, la gestion bureaucratique d'une bureaucratie qui a peur du prolétariat de l'URSS, de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, l'amène inéluctablement à tenter d'intégrer au marché mondial et à la division du travail internationale que domine le capital, les économies de ces pays, donc à remettre en cause ses bases, à accroître les contradictions, à répercuter les conséquences de la crise montante du système capitaliste sur l'économie des pays de l'Est. La dislocation des rapports économiques d'après-guerre, en Europe principalement, est en cours. L'avenir immédiat, c'est la catastrophe qui s'avance et se précise.

Mais l'impasse du mode de production capitaliste et l'extension des conséquences à l'URSS et en Europe de l'Est incluent des rapports donnés entre les classes et retentit sur ces rapports. Le système capitaliste ne peut plus absorber, en quelque sorte, les conquêtes économiques et sociales des prolétariats de l'URSS et de l'Europe de l'Est. Les rapports politiques entre les classes ont connu des oscillations depuis la guerre. Jamais cependant le prolétariat d'Europe n'a subi de défaites décisives et, depuis 1968, sur toute la ligne du front de classe, il a repris l'initiative.

La crise qui s'approche lui dicte qu'il faut reprendre le cours de la révolution prolétarienne mondiale, qu'il faut l'achever. Cette situation est à l'origine de la crise politique du système impérialiste, de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites et de chaque système bourgeois, de chaque bureaucratie parasitaire prise en particulier. Avec, en arrière-plan, la montée révolutionnaire de la fin et de l'immédiat après-guerre, les grandes luttes de classe des ouvriers d'après-guerre en Europe capitaliste, dont août 1953 et mai-juin 1968 en France, l'éclosion en juin 1953 en Allemagne de l'Est, dès 1956 en Pologne et en Hongrie, de la révolution politique, ses nouveaux développements

en Tchécoslovaquie en 1968, et en Pologne en 1970 et 71. Une nouvelle vague révolutionnaire prend forme en Europe. La révolution portugaise en est le premier déferlement.

Ce n'est pas une vue de l'esprit. Le régime des colonels s'est effondré en Grèce. Les masses ont reconstruit leurs organisations, reconquis les libertés démocratiques. La crise révolutionnaire est à l'ordre du jour. Le régime franquiste est à l'agonie. Son effondrement ne peut qu'ouvrir une situation semblable à celle du Portugal, si proche géographiquement, historiquement, politiquement. Les grèves en Espagne qui déferlent actuellement rappellent ce que Rosa Luxembourg écrivait des mouvements du prolétariat russe en 1905 :

« La bataille générale contre l'absolutisme devint soudain et tout naturellement un règlement de compte général avec le capitalisme, et celui-ci, conformément à sa nature, revêt la forme de conflits partiels pour les salaires... grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles... toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient... c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants. Et la loi du mouvement de ce phénomène apparaît clairement : elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même..., mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution. La grève de masse est simplement la forme prise par la lutte révolutionnaire... »

(Rosa Luxembourg, *Grève de masse, parti et syndicats*).

La révolution espagnole nouera en un seul faisceau les fils de la révolution européenne. Le franquisme est une plaie ouverte au flanc du prolétariat européen. C'est l'atroce blessure qui subsiste, résultat d'une série de défaites écrasantes du prolétariat européen, l'ultime et effroyable défaite d'avant la deuxième guerre mondiale. La chute du franquisme, l'explosion de la crise révolutionnaire en Europe donnera une impulsion sans précédent aux prolétariats d'Europe.

Or jetons un coup d'œil en France, en Italie, en Angleterre et même en Allemagne occidentale. Certes, il n'y a pas identité entre ces pays. Ils ont leur histoire propre et spécifique, leurs particularités. La classe ouvrière, le mouvement ouvrier, sont particuliers à chaque pays. Mais partout la politique des dirigeants des partis ouvriers permet seule à la bourgeoisie de conserver le pouvoir. Partout la question du gouvernement, du pouvoir se pose plus ou moins directement, plus ou moins immédiatement.

A l'Est de l'Europe, la révolution politique continue à cheminer souterrainement. Le mur du silence n'a pu empêcher qu'« Informations Ouvrières » apprenne et révèle, seul en France, que cet été de nouvelles grèves, de puissants mouvements avaient eu lieu dans les ports polonais de la Baltique. A la première ouverture, le fleuve puissant de la révolution politique déferlera en Europe de l'Est, sinon en URSS.

Le silence, la volonté d'isoler et finalement d'étrangler la révolution portugaise n'ont pas d'autres raisons. La révolution se prépare à l'échelle de l'Europe « La Vérité » reviendra sur la marche à la révolution prolétarienne. Mais une bataille est indispensable : détruire le mur du silence, faire connaître la révolution portugaise, la défendre. Seule de toutes les organisations, l'OCI a organisé un meeting sur la révolution portugaise. Entre trois à quatre mille travailleurs, jeunes, militants y ont participé. L'OCI édite une brochure.

L'exemple de la révolution portugaise doit nourrir l'action politique du prolétariat français. La révolution portugaise ne doit pas rester isolée. C'est une première contribution à la défense de la révolution portugaise dont l'issue

dépend étroitement de la lutte des classes en Europe. La discussion des problèmes de la révolution portugaise en est une autre. Finalement le sort de la révolution portugaise dépendra de la construction du parti révolutionnaire au Portugal sur la base du Programme de la IV^e Internationale et celui de la révolution européenne, de la reconstruction de la IV^e Internationale.

C'est également en vue de préparer la tenue de la Conférence européenne du comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale que ces textes doivent être publiés et discutés.

Le 21 octobre 1974.
Roger DUCROS.

Résolution adoptée par la III^e Conférence du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais pour la reconstruction de la IV^e Internationale

1. Nous sommes arrivés, dans notre troisième Conférence, à cette première conclusion :

La crise politique de la bourgeoisie portugaise, impuissante à résoudre les problèmes de la guerre coloniale, soumise à la pression des impérialismes rivaux plus puissants, face à la montée de la classe ouvrière dans les mois ayant précédé le 25 avril (grèves, protestations contre la guerre, etc.) a entraîné une situation où, pour sortir de l'impasse, une aile de la bourgeoisie a dû recourir avec l'aide d'une partie de l'armée, à un coup d'Etat.

Le coup d'Etat avait pour but de modifier la forme du système politique afin de préserver l'intégrité de l'Etat bourgeois face aux masses laborieuses. A travers les déchirures et les déchirements du coup d'Etat, les masses laborieuses, le prolétariat, se sont engouffrés et, fraternisant avec les soldats, elles ont ouvert par leur activité, une situation où l'appareil d'Etat a été démantelé. L'appareil d'Etat n'est pas détruit. Il est démantelé. Ainsi a été confirmée la crise politique interne à la bourgeoisie, ouverte par la volonté d'une aile de celle-ci, aile qui cherchait à modifier la forme politique du système de domination des classes dominantes pour préserver le système de domination de toute la bourgeoisie dans les conditions de la survivance des structures salazaristes de l'Etat. Cette crise

ne pouvait aboutir qu'au démantèlement de l'Etat bourgeois.

La III^e Conférence rejette l'assertion de tous les courants politiques, de toutes les formations politiques des partis bourgeois, en passant par le PC et le PS jusqu'aux pablistes et gauchistes, qui refusent de caractériser les résultats du 25 avril comme ouvrant la révolution prolétarienne au Portugal. Assertion qu'ils utilisent, d'une façon explicite ou implicite, pour tenter de convaincre militants et travailleurs que l'initiative politique après le 25 avril appartient à la bourgeoisie, et que nous serions ainsi en présence, en pleine époque de l'impérialisme, « réaction sur toute la ligne », du processus d'une prétendue « révolution démocratique bourgeoise ».

A ce sujet, la III^e Conférence estime indispensable d'apporter les précisions suivantes :

Fidèles à l'enseignement de Marx et de Lénine, nous considérons que la révolution prolétarienne pose le problème de l'Etat comme l'enjeu direct de la lutte des classes. En relation avec cette thèse fondamentale du marxisme, il est possible de caractériser, à la lumière du processus révolutionnaire portugais, avec plus de précision, les relations entre ce que nous qualifions comme situation pré-révolutionnaire, une situation révolutionnaire, et une situation que nous caractérisons aujourd'hui comme la révolution

prolétarienne qui a commencé au Portugal. En termes généraux, nous pouvons dire :

a) Une situation pré-révolutionnaire est celle où les masses amorcent un mouvement de montée, tandis que l'Etat, déjà en crise, conserve apparemment la capacité de régler les problèmes ;

b) Une situation révolutionnaire est celle où le mouvement de montée des masses s'affermissant pose, en relation avec la crise de domination politique de la bourgeoisie, directement le problème du pouvoir ;

c) La révolution prolétarienne, qui a commencé au Portugal, se définit par le fait que dans le cadre du démantèlement de l'Etat bourgeois par les masses, celles-ci amorcent la constitution plus ou moins développée de leur propre pouvoir.

Ainsi sont confirmées les analyses de Lénine sur la marche du processus révolutionnaire et en particulier ces lignes : « *Toute crise révolutionnaire n'aboutit pas nécessairement à la révolution prolétarienne* » (cf. mai-juin 68 en France). Au Portugal, le 25 avril 1974, comme en Russie après février 1917, la révolution prolétarienne a commencé parce que l'appareil d'Etat a été démantelé par l'activité révolutionnaire des masses.

C'est la révolution prolétarienne qui a commencé

2. Ainsi, le 25 avril ayant ouvert une situation caractérisée comme celle où la révolution prolétarienne a commencé au Portugal, a modifié radicalement la disposition des forces de classes dans le pays, la corrélation des forces politiques, expression de ces forces de classes en relation avec le processus engagé de démantèlement de l'Etat, et la constitution en conséquence des organes naissants du pouvoir ouvrier.

Face à cette situation, la bourgeoisie comme classe, indépendamment des divergences d'opinions sur l'attitude qu'elle doit prendre contre la révolution prolétarienne, tend, après le 25 avril, à surmonter sa crise politique en se regroupant dans son ensemble pour lutter contre la révolution prolétarienne, autour de la Junte qui est devenue le véritable garant

bourgeois centralisant la volonté de toute la bourgeoisie de lutter pour reconstruire l'Etat bourgeois démantelé.

La compréhension de ce processus politique est capitale pour une appréciation correcte des développements et des perspectives de la révolution au Portugal. Il n'y a pas eu, et il ne pouvait y avoir, d'aile « progressiste » qui aurait organisé le coup d'Etat en vue d'ouvrir une ère de démocratie bourgeoise permettant un développement des forces productives, comme l'affirment les pablistes, les gauchistes, le PC et le PS. Il y a eu une crise politique motivée par l'impasse du régime politique Salazar-Caetano, impuissant à surmonter les multiples contradictions assaillant la bourgeoisie portugaise. Il y a eu l'irruption des masses qui a démantelé l'Etat bourgeois. Il y a eu l'impérieuse nécessité qui amène la bourgeoisie à se regrouper comme classe pour créer les conditions politiques de la reconstruction de l'Etat bourgeois en infligeant des défaites aux masses prolétariennes.

En conséquence de ces deux premiers points :

3. La III^e Conférence estime que la révolution prolétarienne qui a commencé au Portugal confirme l'analyse préalable effectuée par le mouvement trotskyste international concernant la période de l'imminence de la révolution.

4. La III^e Conférence affirme que le cours des événements ouverts avec la situation créée le 25 avril se dirige vers la guerre civile. Il nous faut à présent définir précisément la corrélation politique des forces de classe qui se dirigent vers la guerre civile.

Autour de la Junte se regroupe toute la bourgeoisie effrayée par la situation où son appareil d'Etat, dans tous ses organes, armée, police, administration, a été démantelé par l'activité des masses.

L'unité de classe autour de la Junte ne signifie pas nécessairement qu'il n'existe aucune divergence politique à l'intérieur de la Junte et, *a fortiori*, à l'intérieur de la bourgeoisie, mais il s'impose pour toute la bourgeoisie, comme classe, l'absolue nécessité, en vue de rétablir les conditions normales de l'exploitation, de s'unir pour sauver et reconstruire l'Etat bourgeois. Considérer le Mouvement des forces armées comme une entité au-dessus des classes procède d'une volonté délibérée de camoufler le centre contre-révolutionnaire de la bourgeoisie que représente la Junte.

Même si le M.F.A. a eu pendant le processus d'exécution du coup d'Etat, et à la suite de celui-ci, une certaine autonomie dans sa marge d'action, en aucun cas cette autonomie ne pourra être considérée comme une autonomie au-dessus des classes, mais seulement comme une relative autonomie d'action dans le camp de la bourgeoisie.

Il faut le comprendre : si le 25 avril a vu une première victoire du prolétariat en raison même du fait que l'armée a commencé à se décomposer entre soldats du contingent, cadres subalternes fraternisant avec le peuple d'une part, et la hiérarchie militaire, dont la Junte représente le sommet d'autre part, cette décomposition et ce clivage ont été relativement freinés jusqu'à maintenant par l'activité du M.F.A. qui essaie de l'empêcher en utilisant pour ce faire le prestige découlant des circonstances du coup d'Etat du 25 avril, prestige renforcé par les illusions que les appareils entretiennent.

Le programme du M.F.A. n'est ainsi pas seulement un camouflet visant à émusser la contradiction entre la masse des soldats, partie constituante des masses populaires, et la hiérarchie militaire, partie constituante de l'Etat bourgeois, mais plus encore, une tentative de masquer et d'atténuer la contradiction fondamentale entre les objectifs de la Junte et des gouvernements de coalition pour reconstruire l'Etat bourgeois contre les masses, et l'activité et les aspirations de celles-ci, qui, pour être réalisées, impliquent un gouvernement à elles.

L'appui des partis ouvriers au M.F.A. signifie la volonté délibérée d'endormir, d'émusser, de dévoyer, de tromper l'activité révolutionnaire des masses. Cette analyse n'implique évidemment pas qu'il n'existe aucune divergence entre ce qui, officiellement, est intitulé M.F.A. et la Junte. De même, il existe des divergences à l'intérieur du M.F.A. et à l'intérieur de la Junte. Mais la corrélation fondamentale des forces politiques ne se situe pas au plan du M.F.A. Elle se situe au plan des forces de classes, de l'expression politique de ces forces de classes, dans les institutions qui représentent les intérêts des classes antagoniques. Elle se situe, pour la bourgeoisie, au niveau de la Junte (par rapport à laquelle, aujourd'hui le M.F.A. se surbordonne) qui est le centre de toute la contre-révolution.

5. La crise politique qui s'est dénouée

par le départ de Palma Carlos a été motivée par la volonté de la Junte contre-révolutionnaire de porter un coup sérieux à l'activité révolutionnaire des masses en vue de contenir les implications révolutionnaires des développements ouverts à partir du 25 avril. La réponse à cette tentative de la Junte et des représentants de la bourgeoisie dans le premier gouvernement provisoire, a été constituée par la formidable mobilisation de toute la classe ouvrière et, en particulier, des travailleurs de la Fonction publique qui, à travers les organes dont la classe ouvrière s'est dotée (les Commissions des délégués des travailleurs) a fait obstacle aux mesures que Carlos - Spinola entendaient imposer.

En résultat de cette tentative avortée de Carlos - Spinola de porter un coup sévère aux masses laborieuses en vue de créer le terrain pour des mesures plus décisives visant à la reconstruction de l'appareil d'Etat bourgeois, les masses laborieuses ont approfondi, élargi le mouvement de la révolution, autour des organes naissants du pouvoir ouvrier (Commissions de délégués élus des travailleurs, Conseils de gestion) dans tous les secteurs de l'activité nationale : production, enseignement, dans les villes, et amorcent ce mouvement dans les campagnes.

6. Depuis le 25 avril, les appareils bourgeois, stalinien et réformiste, collaborent étroitement avec la bourgeoisie et le centre de la contre-révolution représenté par la Junte, pour, chacun à sa façon, contenir, dévoyer l'activité révolutionnaire des masses, en vue d'apporter tout leur appui à la reconstruction de l'Etat bourgeois démantelé. La III^e Conférence estime que dans la révolution prolétarienne qui a commencé au Portugal, la politique traître des appareils constitue le véritable garant de l'ordre bourgeois en pleine décomposition. Par leurs propres forces, ni la Junte, ni la partie de la hiérarchie militaire rassemblée autour du M.F.A. n'auraient la possibilité de s'opposer au mouvement révolutionnaire du peuple portugais. Ce sont les dirigeants des grandes organisations qui supportent les institutions de la contre-révolution : Junte, gouvernement provisoire. Ce sont eux qui cherchent à tout prix à refouler, à liquider les organes naissants du pouvoir ouvrier ; ce sont les dirigeants des partis ouvriers qui supportent à bout de bras le pouvoir ébranlé, démantelé, de la bour-

geoisie.

7. Comment se pose au Portugal aujourd'hui la question du gouvernement ouvrier-paysan ? (Voir la déclaration — publiée ci-dessous — de la III^e Conférence.)

Le moment de la situation

8. A l'intérieur du mouvement contradictoire bourgeoisie-prolétariat se polarisant, d'une part autour de la Junte et, d'autre part autour des Commissions de délégués élus et des Conseils de gestion élus, du côté de l'activité révolutionnaire des masses, les appareils représentent le frein contre-révolutionnaire.

Le moment de la situation est celui-ci :

Le mouvement Commissions élues - Conseils de gestion élus est le mouvement même vers le pouvoir de la classe ouvrière, vers les soviets. Ce mouvement intègre les organisations dirigées par les appareils bourgeois qui s'opposent à lui. Les masses n'ont pas conscience que dans leur mouvement vers la généralisation des Commissions élues ou Conseils de gestion élus, les appareils sont les agents de la destruction de ces organes naissants de leur pouvoir (soviétique).

C'est d'ailleurs parce que les masses n'ont pas conscience du caractère contre-révolutionnaire de la politique des appareils qu'elles contournent l'obstacle dressé par les dirigeants des organisations traîtres. C'est ainsi que, reculant devant la pression des appareils, et en particulier de l'appareil stalinien, les masses ont reculé dans la vague de grève généralisée qui se développait du 25 avril jusqu'avant la constitution du gouvernement Palma-Carlos. Après avoir été contraint de reculer après la grève des PTT sabotée par l'appareil stalinien, le prolétariat portugais a contourné l'obstacle et s'il a été amené à modeler le développement de la vague de grèves qui avait pris naissance le 25 avril, il a élargi son mouvement « politique » vers l'assainissement, le contrôle ouvrier, la gestion ouvrière, c'est-à-dire vers le mouvement des Conseils et des Commissions élus, mouvement de la révolution prolétarienne.

La III^e Conférence estime qu'il y a dans ces développements de la révolution une vérification de toute la stratégie du gouvernement ouvrier et paysan.

Si le mouvement des Commissions élues et Conseils de gestion élus intègre

les illusions des masses sur les dirigeants du PC et du PS, il intègre par là même le gouvernement PC-PS comme son expression transitoire.

Si le mouvement des Commissions - Conseils de gestion élus intègre les illusions des masses sur les dirigeants du PC et du PS, il intègre également la nécessité de prendre une position claire sur le problème des syndicats, qui doit être analysée dans ce cadre.

9. Le pouvoir de la classe ouvrière, c'est le prolétariat qui se constitue en classe dominante dans la société, sur la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat qui ouvre le chemin de la construction du socialisme. La classe ouvrière se constitue en classe dominante à travers sa lutte de classe et les organisations qui la fondent comme classe, dans la société capitaliste. Nous savons que les organisations traditionnelles fondées par la classe dans sa lutte de classe sont dominées par les appareils bourgeois. Nous savons, et la révolution qui a commencé au Portugal l'atteste, que la première étape dans la radicalisation révolutionnaire des masses amène celles-ci à affluer dans les grandes organisations dirigées par les appareils traîtres. Nous savons que la constitution du prolétariat en classe, à travers les organisations, s'exprime dans les partis, syndicats, conquêtes sociales arrachées à la bourgeoisie et à l'Etat bourgeois dans la société capitaliste. Nous savons également que dans la phase révolutionnaire, les masses élargissent leurs conquêtes, leurs positions, leurs organisations jusqu'au niveau de la création, de la constitution de Comités d'usines qui prennent la forme au Portugal des Commissions de délégués élus et de Conseils de gestion élus. Ce mouvement est le mouvement vers les soviets, vers la dictature du prolétariat.

La confiance que les masses apportent à leurs organisations les amène à la première étape de la révolution, en l'absence de parti révolutionnaire dirigeant, à reporter cette confiance sur les appareils dirigeants.

A ce point de l'analyse, il nous faut préciser la place des différentes organisations dans la lutte des classes. Les partis ouvriers — qui sont des partis ouvriers bourgeois — ne peuvent être redressés par la lutte des classes car

ils sont passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois.

Les syndicats, organisations indépendantes du patronat et de l'Etat bourgeois, du point de vue de la forme d'organisation, bien que dominés par les appareils bourgeois, représentent une forme d'organisation permanente de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts.

Les appareils stalinien et réformiste, appareils bourgeois, ne peuvent garantir leur contrôle sur les syndicats qu'en respectant en partie la fonction du syndicat comme organe de défense des intérêts de la classe ouvrière, et même par leur politique, ils dévoient cette fonction.

En relation avec ces données fondamentales, la corrélation des rapports entre syndicats et commissions et conseils de gestion élus se présentent aujourd'hui ainsi au Portugal :

Les Commissions élues - Conseils de gestion élus sont des organes autonomes du pouvoir naissant des masses laborieuses. Celles-ci, tout en les construisant contre la bourgeoisie, font confiance aux dirigeants traîtres des appareils, en dépit de la politique contre-révolutionnaire ouverte des dirigeants du PC et du PS. Toute la politique des appareils contre-révolutionnaires vise à la liquidation des Commissions élues et des Conseils de gestion élus. Un des moyens qui pourra être utilisé et qui l'a été en France en 1944, en vue de liquider les organes naissants du pouvoir ouvrier, passe par la constitution de syndicats qui se substituent à ces organes autonomes.

Mais la confiance et les illusions de la classe ouvrière envers les organisations traditionnelles dirigées par les appareils du PC et du PS entraînent à une situation où les travailleurs portugais, dans les entreprises, ont constitué ces organes naissants du pouvoir ouvrier sans qu'ils aient une conscience nette de leur signification politique. Pour les travailleurs, ces Commissions élues et Conseils de gestion élus ont, comme première fonction, celle d'assumer la défense de leurs revendications, des conditions de vie et de travail, de s'opposer aux licenciements. C'est ainsi que, pour assurer la défense de ces intérêts, les Commissions élues et les Conseils de gestion élus ont un contenu qui est également le contenu d'un syndicat.

Les travailleurs ont ainsi créé une forme d'organisation pré-soviétique, dépassant la fonction traditionnelle du syn-

dicat, tout en intégrant cette fonction dans les conseils et les commissions. La confiance et les illusions des masses à l'égard des directions traditionnelles, la fonction assumée par les Commissions et Conseils élus, au moment où ils se forment, peuvent conduire les travailleurs à identifier Commissions syndicales et Commissions des travailleurs élus. Cela se passe en partie ainsi.

En relation avec cette analyse, nous déduisons :

a) Si nous devons nous efforcer d'amener le prolétariat à distinguer Commissions - Conseils de gestion et syndicats, syndicats qui restent des organisations de classe du prolétariat, si nous devons nous efforcer, et cela a été proposé par la Commission des travailleurs de Lisnave, d'intégrer en tant que tels les représentants du syndicat en tant que forme d'organisation indépendante dans les Commissions élues et délégués élus, il serait parfaitement erroné, lorsque les conditions ne permettent pas aux travailleurs de réaliser la signification politique des commissions, de les opposer au syndicat. En acceptant d'identifier Commissions élues - Conseils de gestion élus aux commissions syndicales, les travailleurs peuvent charger dans ce cas la commission syndicale des pouvoirs qu'ils cherchent à donner aux Commissions élues et Conseils de gestion : contrôle ouvrier, gestion ouvrière, etc. ;

b) Dans certaines couches d'ailleurs, le syndicat peut être et devenir la première forme d'organisation nécessaire vers la constitution de Comités et de Conseils élus (cf. ouvriers agricoles) ;

c) Il reste qu'en toutes circonstances, nous ne nous opposerons pas à la constitution de ces syndicats, bien au contraire ; nous sommes à la fois pour l'élection de comités d'usine et la construction de syndicats indépendants de ces comités d'usine.

C'est en étant capable, en même temps, de promouvoir et de développer, d'affermir les Commissions élues et Conseils de gestion élus, et d'organiser le syndicat, que nous pourrions plus facilement d'ailleurs déjouer les manœuvres des bureaucrates qui cherchent non seulement à liquider les organes naissants du pouvoir ouvrier, mais également à éliminer l'avant-garde des syndicats ;

d) C'est parce que la situation au Portugal est celle que nous venons d'analyser, alors que tout le mouvement de la classe

tend vers la centralisation, que les appareils contrarient sciemment. Les appareils conscients que le mouvement de la classe ouvrière se dirige vers la généralisation des organes naissants du pouvoir ouvrier, s'opposent sur le plan syndical même, à la constitution de syndicats, à la généralisation de la constitution des syndicats dans les entreprises. Qui plus est, ils cherchent à préserver au maximum les structures professionnelles du corporatisme salazariste, ils s'efforcent de conserver les structures régionales du corporatisme.

Le mouvement de la classe qui se dirige nécessairement vers la centralisation des Commissions élues et des Conseils de gestion élus, contraindra les appareils à centraliser les syndicats dans la Confédération Générale des Travailleurs portugais, pour s'y opposer. Nous devons parfaitement comprendre ce pourquoi les appareils seront amenés à contrer le mouvement de centralisation des Commissions et Conseils de gestion élus et que, pour le contrer, à une étape déterminée, ils devront centraliser les syndicats dans la CGTP. Il serait néanmoins parfaitement erroné, répétons-le, de nous opposer, en gauchistes, à la constitution d'une centrale syndicale portugaise, unique et démocratique, tout en comprenant qu'en toutes circonstances, toutes les initiatives de l'appareil stalinien viseront à briser le mouvement de la révolution prolétarienne.

Bien d'autres problèmes se posent aujourd'hui sur la question des syndicats et des rapports des syndicats avec les Commissions élues et les Conseils de gestion élus. Les problèmes qui relèvent de l'unité syndicale, ceux qui relèvent des rapports entre les différents appareils entre eux, tous ces problèmes devront être analysés ultérieurement sur la base des éléments d'information qui ne sont pas encore suffisants pour déterminer une tactique véritablement complète, en relation avec ces questions.

Le rythme de la révolution

10. Il nous faut à présent analyser les rythmes ouverts au processus révolutionnaire portugais. Il est évident que cette question de rythme fait appel à de nombreux facteurs :

a) Facteur international : crise financière — menace de crise économique

mondiale — effondrement politique du franquisme —, en un mot, tous les facteurs afférents au développement de la lutte mondiale, et, principalement, à la crise européenne ;

b) Il y a le facteur capital qui est celui du développement de la crise aux colonies portugaises : si déjà, avant le 25 avril, face au mouvement d'indépendance des peuples coloniaux, et à la montée révolutionnaire du prolétariat portugais, la bourgeoisie s'est déchirée quant aux solutions à apporter à ce problème vital pour son avenir, depuis le 25 avril, ce problème est devenu encore plus crucial. Ce problème a été, il est et il sera un des éléments majeurs à la base d'une situation de crises politiques successives tant à l'intérieur de la bourgeoisie métropolitaine qu'entre celle-ci et les colons, et une fraction de l'armée refusant l'indépendance politique ;

c) Il y a avant tout le processus de la maturation révolutionnaire des masses laborieuses des villes et des campagnes. A partir du 25 avril, les masses laborieuses, engageant l'étape d'une lutte de classe dans laquelle elles ont démantelé l'appareil d'Etat, se sont placées dans une situation où, en réponse à toutes les manifestations de la crise de domination sociale de la bourgeoisie, elles sont amenées à chercher et à dégager les formes les plus développées de la révolution prolétarienne ;

d) Il y a le facteur constitué par la trahison des appareils stalinien et réformiste ;

e) Il y a enfin la farouche volonté qui anime les cercles dirigeants et toute la bourgeoisie portugaise s'appuyant sur la politique de trahison des appareils, de chercher à porter des coups sérieux au mouvement des masses en vue de faire reculer les travailleurs des villes et des campagnes pour qu'ils réintègrent leurs anciennes conditions d'exploitation.

*
**

Nous pouvons dégager de l'analyse de ces facteurs certaines lignes de la direction vers laquelle la lutte de classe au Portugal va s'orienter. La puissance des appareils contre-révolutionnaires, les illusions des masses, laissent en apparence l'initiative à la bourgeoisie. Mais la crise ouverte avec le démantèlement de l'Etat bourgeois sous les coups des masses laborieuses, la poussée des masses labo-

rieuses vers la constitution des organes naissants du pouvoir ouvrier, sont des éléments décisifs qui ont amené les travailleurs à réagir aux initiatives politiques de la bourgeoisie (démission de Carlos Palma) en approfondissant le mouvement révolutionnaire vers le pouvoir, contraignant Spinola à opérer un recul.

Nul ne saurait en douter, la bourgeoisie et Spinola, ayant à peine opéré ce recul, sont repassés à la tentative de mettre en place un dispositif d'attaque contre les masses laborieuses (discussion sur la limitation du droit de grève — atteinte aux libertés de la presse, de réunion, de manifestation). Une telle situation, en relation avec les facteurs que nous avons analysés, en particulier la crise coloniale et l'activité des masses, le contrôle que les appareils conservent sur les travailleurs, une telle situation ne saurait se dénouer rapidement.

Le processus de la révolution prolétarienne au Portugal, s'il peut être accéléré par l'effondrement du franquisme en Espagne, ne peut que s'étendre sur une période assez longue (une période couvrant davantage des années que des mois). Il reste que les masses laborieuses — la politique contre-révolutionnaire des appareils les freinant —, et avec les illusions qu'elles ont sur les directions traditionnelles, seront, en l'absence du parti révolutionnaire, amenées à supporter des coups de la part de la bourgeoisie, coups qui seront vraisemblablement très sévères. Mais en dépit des coups que les masses subissent, la situation ne saurait se dénouer rapidement. Les facteurs qui sont à la base de la crise politique de la bourgeoisie, ces facteurs qui ont entraîné le coup d'Etat du 25 avril, non seulement n'ont pas disparu, mais leur puissance désagrégatrice pour la bourgeoisie et son Etat a été décuplée avec l'irruption des

masses démantelant l'appareil salazariste-caetaniste.

La III^e Conférence estime en conséquence :

a) Qu'une situation du type de celle qui s'est nouée au Chili le 11 septembre 1973 ne peut se constituer au Portugal qu'à la suite d'une série d'échecs, de défaites partielles et profondes qui démoliront les masses laborieuses. Nous ne sommes pas dans cette situation ;

b) Que dans ces conditions, la situation ouvre les plus larges perspectives à la maturation des conditions de la révolution au Portugal (maturation intégrant néanmoins des reculs plus ou moins profonds) où les conditions les plus favorables sont ouvertes pour avancer dans la voie de la construction du parti révolutionnaire (...).

11. En considération de toute l'analyse que nous avons développée dans cette III^e Conférence, la III^e Conférence déclare, en résultat de ses travaux, que l'intervention des trotskystes dans la révolution prolétarienne qui a commencé au Portugal a pour objectif la victoire de la révolution.

La victoire de la révolution prolétarienne est conditionnée par la construction du parti révolutionnaire de la IV^e Internationale. Nous considérons que le processus de la lutte pour la victoire de la révolution prolétarienne est le processus même de la conscience que la classe ouvrière acquiert par sa propre expérience nourrie par l'intervention des trotskystes construisant le parti révolutionnaire, qui est en marche au Portugal. La conscience la plus élevée de la classe luttant pour arracher la victoire de la révolution, se concrétise dans la construction du parti révolutionnaire de la IV^e Internationale (...).

(Les intertitres sont de la rédaction de La Vérité).

Déclaration du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais

La 3^e conférence du Comité des militants révolutionnaires pour la reconstruction de la IV^e Internationale a décidé de présenter le résultat de ses travaux aux masses laborieuses des villes et des campagnes, à la jeunesse, aux soldats toujours mobilisés dans les territoires

d'Afrique occupés par le capital financier portugais.

Durant 50 années, le régime haï de Salazar - Caetano a tenu dans les tenailles de l'exploitation des millions et millions de travailleurs au Portugal et, par dizaines et dizaines de millions, les peuples oppri-

més de l'Argola, du Mozambique, au Cap-Vert et en Guinée (...).

Le 25 avril, le régime Salazar-Caetano s'est effondré comme fêtu de paille sous le poids des contradictions internes de la classe des capitalistes latifundiaires et par l'activité du peuple qui, durant 50 années, a souffert de la dictature capitaliste totalitaire.

Nous, militants révolutionnaires pour la reconstruction de la IV^e Internationale, disons avec le peuple portugais : c'est toute la classe capitaliste, ce sont tous les latifundiaires, c'est tout le capital financier qui a adhéré, qui s'est identifié avec le régime Salazar-Caetano (...).

Depuis le 25 avril, les travailleuses et les travailleurs se sont entêtés dans une lutte justifiée pour l'« assainissement » des administrations.

Les masses laborieuses des villes et des campagnes comprennent que capitalisme latifundiaire et dictature sont équivalents.

Les travailleuses et les travailleurs au Portugal veulent la liberté. Le 25 avril, ils ont arraché la liberté. Ils veulent consolider, étendre, approfondir la liberté.

Nous, militants révolutionnaires pour la reconstruction de la IV^e Internationale, disons : si capitalisme latifundiaire et dictature ont, durant 50 ans, marché main dans la main avec Salazar-Caetano, alors, pour la liberté, pour extirper toutes les racines de la dictature fasciste, il faut chasser les capitalistes latifundiaires. Il faut assainir le Portugal des capitalistes et des latifundiaires (...).

Nous disons avec tous les travailleurs : tout ce qui s'oppose aux libertés s'oppose aux revendications et aux aspirations du peuple portugais. Nous disons que les menaces contre le droit de grève, les menaces contre la liberté d'opinion et de réunion, la censure de la presse, s'opposent à la liberté. Les attaques contre les libertés ne visent qu'à remettre en selle, avec la PIDE, le pouvoir salazariste-caetaniste des capitalistes latifundiaires.

Nous disons que tout ce qui s'oppose aux revendications légitimes, que refusent d'accorder les capitalistes latifundiaires, permet aux exploités et aux oppresseurs du peuple portugais d'attenter aux libertés reconquises le 25 avril.

Nous disons : les patrons, avec les milliards de bénéfices extorqués sur notre travail et avec les budgets de la guerre coloniale, peuvent payer.

Aux chantiers navals « Lisnave », par

la grève, les travailleurs ont arraché 7 200 escudos de salaire minimum pour les ouvriers et 5 000 escudos pour le personnel des cantines qui gagnait, jusqu'alors, 2 500 escudos ; 6 800 escudos pour les apprentis qui passent à 7 200 escudos après 6 mois d'apprentissage. Aucune augmentation au-dessus de 15 000 escudos. Réintégration de tous les licenciés pour raison politique, pour fait de grève, avec récupération intégrale des salaires et des primes pendant toute la durée du licenciement. Tout le personnel temporaire est intégré à l'usine avec les mêmes avantages que les ouvriers. Horaire de 42 h jusqu'à la fin de l'année et 40 h par semaine à partir du 1^{er} janvier 1975. Majoration de toutes les heures supplémentaires à 100 %, les jours fériés et dimanches majorés à 200 % avec récupération intégrale.

Ce qui a été arraché par la grève aux capitalistes de Lisnave peut l'être par tous les travailleurs aux capitalistes des banques, du grand commerce, de la grande industrie, pour les fonctionnaires et toutes les catégories de travailleurs (...).

Les commissions des travailleurs élus ont raison d'ouvrir les livres de comptes et tous les documents, de prendre contact avec les commissions des travailleurs de la banque, afin de contrôler toutes les opérations bancaires en vue de financer l'activité des entreprises.

Les travailleurs qui refusent les licenciements ont raison d'exiger du gouvernement le déblocage de fonds afin d'assurer le fonctionnement des usines et ateliers.

Nous disons que les travailleurs organisés en commissions de délégués des travailleurs élus dans les entreprises, les usines, les banques, les bureaux, les chantiers, les grands domaines et le grand commerce ont la capacité de gérer toute l'économie.

Nous disons : c'est la seule voie pour que le Portugal échappe à l'inflation, au chômage et au chaos, inévitables si les capitalistes latifundiaires compromis avec Salazar-Caetano continuent à contrôler et à gérer l'économie.

Travailleuses, travailleurs jeunes, soldats

Il est temps de prendre toutes les mesures nécessaires pour juguler les

forces de la réaction bourgeoise fasciste qui, après avoir essuyé la défaite le 25 avril, cherche à relever la tête.

Les soldats ne veulent plus de la guerre coloniale. Les familles veulent que les soldats retournent immédiatement dans leurs foyers. Les soldats veulent l'unité avec le peuple travailleur.

Le peuple travailleur et les soldats ne peuvent comprendre que l'on cherche à détacher de l'armée des « commandos » prétendument chargés de protéger l'ordre.

De quel ordre s'agit-il ?

De l'ordre qui va limiter le droit de grève jusqu'au point où la grève redeviendra un délit ?

De l'ordre qui va imposer la censure ou s'opposer à l'exercice plein et entier de la liberté d'opinion ?

Mais cet ordre-là, c'est l'ordre de ceux qui veulent revenir au régime Salazar-Caetano.

Non, les fauteurs de désordre, ce ne sont pas les travailleurs qui font grève pour leurs revendications et refusent d'être licenciés !

Non, les fauteurs de désordre, ce ne sont pas les ouvriers agricoles et les petits paysans qui estiment que les latifundiaires capitalistes ne doivent plus s'enrichir en refusant les revendications de salaire et de conditions de travail et en s'appropriant les meilleures terres !

Non, les fauteurs de désordre, ce ne sont pas les soldats qui veulent le retour au foyer, qui, à juste titre, estiment que la démocratie exige l'assainissement de tous ceux qui, à quelque grade, si haut soit-il, ont collaboré, soutenu le régime Salazar-Caetano.

Non, les fauteurs de désordre, ce ne sont pas les milliers et dizaines de milliers de travailleurs, militants, ouvriers et paysans torturés par la PIDE qui exigent le châtiement des milliers d'agents appointés par la police terroriste de Salazar-Caetano.

Ce ne sont pas les travailleurs qui assainissent les administrations qui sont fauteurs de désordre.

Les fauteurs de désordre, ce sont les capitalistes salazaristes-caetanistes qui s'opposent aux revendications, organisent la vie chère, spéculent et expulsent les ouvriers agricoles et les paysans pauvres !

Les fauteurs de désordre, ce sont ceux qui veulent organiser des commandos spéciaux de répression comme Salazar-Caetano en organisaient contre le peuple travailleur et la démocratie.

Les choses doivent être claires

Ce que veulent les travailleurs, les commissions des délégués élus des travailleurs des chantiers navals de Lisnave le disent :

— contrat collectif ;

— aucune mesure, aucune décision ne doit être prise en dehors de l'accord de la commission des délégués élus des travailleurs, sur toutes les questions concernant tous les problèmes de personnel, les conditions de travail, d'horaires, la formation professionnelle, l'hygiène, la sécurité du travail, les régimes d'assistance sociale, les licenciements ;

— la gestion, le développement de l'évolution économique et financière, la production, la comptabilité, les investissements de l'entreprise doivent être contrôlés par la commission des délégués élus des travailleurs.

La commission des délégués élus de Lisnave a soumis aux travailleurs les propositions démocratiques suivantes :

— élection par des assemblées générales à tous les niveaux, services, départements, secteurs, direction, de représentants selon la volonté des travailleurs ;

— constitution de commissions auxiliaires de représentants élus selon les besoins sur les questions décidées par les travailleurs ;

— commission de coordination des délégués élus des travailleurs à tous les niveaux de l'entreprise ;

— chaque section et groupe professionnel élit un délégué par 50 travailleurs. Les groupes et sections de moins de 50 travailleurs s'incorporent à la section et au groupe professionnel de leur choix ;

— à l'échelon du service, les délégués élus des groupes et secteurs professionnels constituent la commission des délégués de service ;

— à l'échelon du département, les délégués élus des commissions des délégués de service constituent une commission de délégués élus des travailleurs du département ;

— à l'échelon direction, les délégués élus des départements constituent une commission des délégués élus à ce niveau ;

— une commission coordinative des délégués élus des travailleurs est constituée d'une part par les délégués élus à proportion d'un délégué élu par 200 tra-

vailleurs de groupe professionnel dûment désigné par catégorie professionnelle (ou, le cas échéant, par des groupes professionnels moins nombreux), et d'autre part par des délégués syndicaux, dans les proportions du huitième de la commission coordinative, désigné conjointement par les dirigeants des syndicats existant dans l'entreprise.

La commission a proposé le mode d'élection suivant :

- la liste des candidats aux commissions de secteurs, services, départements et groupes professionnels élisant la commission coordinative doit être établie 15 jours avant le vote ;

- les élections se déroulent à bulletin secret ;

- tous les travailleurs qui votent peuvent se proposer comme candidats aux diverses commissions et instances ;

- les délégués peuvent, à tout moment, démissionner ou être révoqués par l'assemblée qui les a élus ;

- les assemblées générales sont réunies dans l'usine et pendant les heures de travail.

Est-ce la bonne voie celle dans laquelle les travailleurs de Lisnave veulent s'engager ?

Oui, c'est la bonne voie.

Les travailleurs de toutes les entreprises, usines, chantiers, bureaux, qui s'engagent dans cette voie montrent le chemin à tous les travailleurs portugais.

C'est le chemin de la véritable démocratie qui substituera aux patrons et aux propriétaires le contrôle de la gestion par les délégués élus, la gestion des entreprises par les comités de gestion des délégués élus.

Ce que veulent les travailleurs, ce sont les travailleurs des caisses de prévoyance du district de Porto qui le disent :

- démission immédiate de toutes les directions actuelles des caisses de prévoyance ;

- direction effective des caisses de prévoyance par les représentants des travailleurs de la prévoyance et le syndicat ;

- gestion par les travailleurs des services sociaux, crèches, garderies, cantines, coopératives, clubs de loisirs financés par les caisses de prévoyance ;

- remboursement des frais médicaux à 100 % avec abolition de la franchise.

Les militants trotskystes réunis en 3^e conférence disent avec les travailleurs de la caisse de prévoyance de Porto : il est possible, il est nécessaire, il est

indispensable de réaliser un régime unique de caisse de prévoyance couvrant tous les risques : maladie, accident du travail, vieillesse avec des retraites égales au moins au salaire minimum garanti, maternité, etc. pour tous les travailleurs des villes et des campagnes en activité et retraités, géré par les délégués élus des travailleurs de la prévoyance et les représentants des syndicats.

C'est là la seule voie pour remédier à la situation catastrophique des hôpitaux et pour réaliser un véritable service national de santé édifié sur la nationalisation des hôpitaux contrôlés par les confréries religieuses et des cliniques privées.

Les travailleurs des villes et des campagnes n'ont-ils pas raison d'estimer que le droit à la santé doit être égal pour tous ?

Est-il possible de tolérer après la chute du régime haï que le droit à la santé soit livré aux trusts pharmaceutiques ?

Faut-il tolérer un jour de plus que, pour l'ensemble des sept hôpitaux civils de Lisbonne, l'équipe d'urgence soit assurée par un seul médecin qui parcourt le circuit des hôpitaux pour signer les certificats de décès !

Est-il tolérable d'accepter la pénurie du personnel médical, infirmières et de service, mal payé et à qui on refuse l'accès à une véritable qualification ?

Non, cela n'est pas tolérable.

Non, cela ne doit pas être toléré.

Les travailleurs, médecins, personnels des hôpitaux l'ont clairement indiqué. En procédant à l'assainissement des administrateurs imposés par le régime Salazar-Caetano, les travailleurs du corps hospitalier en assemblée générale ont élu des commissions de gestion qui ont pris en charge, sans aucune interférence de l'administration, le contrôle de la gestion des hôpitaux (...).

Nous, militants révolutionnaires, disons : les travailleurs qui exigent la confiscation des bénéfices et la nationalisation des trusts pharmaceutiques, qui veulent l'assainissement, ont raison. C'est la voie à prendre et à généraliser. C'est celle que les travailleurs de l'usine de levure Tropan (Sétubal) qui exigent le paiement des salaires en retard et refusent le licenciement d'une jeune ouvrière ont prise. Les travailleurs de chez Tropan assainissent l'administration et constituent une commission qui décide de poursuivre le travail productif.

C'est celle que les travailleurs de l'entreprise Abis-Ascenseur, qui ont occupé l'entreprise pour réagir contre la décision de l'administrateur, dirigeant du parti démocrate-chrétien, de les faire expulser par les forces de police de sécurité publique (PSP), ont prise.

Les travailleurs d'Abis, après avoir ouvert les livres de comptes ont constaté que la situation critique de l'entreprise était due à la mauvaise gestion de ce patron, dirigeant du parti démocrate-chrétien, responsable d'un déficit de près de 10 millions d'escudos. Ils ont décidé de poursuivre le travail, de contrôler les fonds de l'entreprise de façon à satisfaire les nécessités les plus urgentes des travailleurs et payer les fournisseurs, d'ouvrir un compte bancaire au nom de la commission des travailleurs.

Avec le peuple travailleur, nous demandons : les travailleurs d'Abis ont-ils raison d'expulser ce dirigeant du capital ?

Les travailleurs d'Abis ont-ils raison d'élire une commission de travailleurs, de contrôler la gestion, la fabrication, et de développer un plan de gestion ?

Les travailleurs d'Abis ont-ils raison de décider de faire ouvrir un compte bancaire et de s'engager ainsi sur le chemin de la coordination entre les commissions des délégués élus des travailleurs de la banque ? De s'engager sur le chemin d'assainir et de chasser les magnats de la banque ?

Le peuple travailleur estime qu'il est juste de chasser de la direction des entreprises les capitalistes latifundiaires, les banquiers spéculateurs qui ont accumulé des profits de milliards et milliards d'escudos sur le sang et la misère des masses avec le budget de la guerre coloniale.

Il faut dire clairement : le peuple travailleur organisé dans ses usines, bureaux, chantiers, dans ses commissions élues en coordonnant les commissions des délégués élus à l'échelon local, départemental et national, entre toutes les branches de production, peut se donner la possibilité de redresser toute l'économie nationale en vue de satisfaire les revendications et les besoins de millions de Portugaises et de Portugais (...).

En assurant le retour au pays de toutes les troupes engagées en Afrique, non seulement le peuple travailleur portugais affirmera sa solidarité inconditionnelle avec la lutte des peuples coloniaux pour

l'indépendance nationale, mais, pour la suppression des monstrueux budgets militaires qui, comme un cancer rongent toute l'économie, se donnera lui-même les moyens de garantir la construction d'un vaste réseau d'hôpitaux, d'écoles, d'universités, de lycées, de crèches et de garderies qui font cruellement défaut au Portugal.

Oui, l'initiative créatrice des masses laborieuses ouvre la voie aux véritables solutions qui doivent briser la domination du capitalisme latifundiaire pour sortir le Portugal de la misère, de la crasse, de l'ignorance et de la maladie.

Contre la hausse des prix et la spéculation, les ménagères peuvent et doivent s'organiser dans des comités de surveillance des prix. Les travailleurs des supermarchés et du grand commerce doivent, par l'intermédiaire des commissions des délégués élus, garantir un véritable contrôle des prix.

Déjà, dans les entreprises, les banques, les commissions de travailleurs ouvrant les livres de comptes et les comptes bancaires peuvent briser net la spéculation en assurant la publicité de toutes les opérations commerciales.

Il est impossible d'accepter un jour de plus que les banquiers, les administrateurs des grandes sociétés puissent dans le silence et le secret organiser le complot de la vie chère et de la hausse des prix :

— Nationalisation immédiate de toutes les grandes sociétés, du commerce et des supermarchés !

— Nationalisation de toutes les banques et constitution d'une seule banque d'Etat !

— Contrôle et gestion des entreprises commerciales et industrielles, des transports et des banques par les commissions élues des travailleurs.

C'est ainsi que ce que les masses laborieuses veulent, elles ont commencé à le réaliser elles-mêmes, ce qu'elles veulent, c'est qu'il soit pris des mesures immédiates pour garantir, étendre et élargir la liberté et le bien-être pour tous.

C'est ainsi que tout homme politique, tous les partis et organisations sont placés par les événements devant la situation où il faut répondre aux trois questions que chacun se pose pour sauver le pays du chaos, de la misère et du chômage :

Première question :

Doit-on reconnaître aux capitalistes latifundiaires qui ont collaboré, soutenu et

étayé le régime de Salazar-Caetano le droit de pouvoir conserver leur position dans l'économie, l'industrie, les banques, les entreprises et les latifundias ?

A cette question, le peuple travailleur répond :

L'économie, l'industrie, les entreprises, les fabriques, le grand commerce, les sociétés de transport, les grands domaines doivent être assainis. Les capitalistes latifundiaires doivent être chassés ainsi que les administrateurs. Les commissions élues de travailleurs et d'ouvriers agricoles, les conseils de gestion avec les syndicats doivent prendre en main le contrôle de la gestion des entreprises et des hôpitaux, du grand commerce, des grands domaines, des banques et de tous les établissements d'éducation nationale qui doivent tous être nationalisés et intégrés dans le service public de l'éducation nationale géré par des conseils où seront représentés des délégués élus des enseignants, des lycéens et étudiants, du personnel administratif et par les représentants élus des associations de parents d'élèves.

Deuxième question :

Des hommes politiques, des partis politiques se réclamant de la défense des intérêts des capitalistes latifundiaires, et ce à quelque titre que ce soit, qui ont collaboré avec la dictature de la PIDE peuvent-ils prendre les mesures que le peuple attend ?

Non. Tous ceux-là ne peuvent prendre les mesures de salut public que la situation du pays exige : tous ceux-là, tous les hommes politiques de la bourgeoisie, s'ils conservent avec les capitalistes latifundiaires leur position dans l'administration, au gouvernement, dans l'Etat, l'armée, organiseront contre le peuple travailleur des villes et des campagnes, avec le chaos économique, un complot contre les libertés.

Troisième question :

Les hommes politiques défenseurs des intérêts du capitalisme latifundiaire doivent-ils siéger au gouvernement ?

A cette troisième question, les masses laborieuses des villes et des campagnes répondent :

Les partis politiques défenseurs des intérêts des capitalistes latifundiaires, les hommes politiques de Salazar-Caetano, les milliers d'agents de la PIDE doivent être chassés du gouvernement et de l'administration, de l'armée et de l'Etat. Dès lors, la seule réponse positive à ces trois

questions qu'attend le peuple travailleur doit être celle-ci :

Les représentants du Parti socialiste et les représentants du Parti communiste portugais doivent constituer ensemble un gouvernement à l'exclusion de tout représentant des partis capitalistes défenseurs des intérêts capitalistes latifundiaires.

Ce que veut l'immense majorité du peuple travailleur c'est :

- un gouvernement PCP-PS;
- un gouvernement Cunhal-Soares sans aucun représentant du capital.

Nous, militants du Comité des révolutionnaires portugais pour la reconstruction de la IV^e Internationale, disons :

Personne ne peut douter de la volonté des masses laborieuses de garantir la liberté et d'en finir avec le capitalisme responsable de la dictature, du chômage et de la misère. Les partis ouvriers, le PCP et le PS, jouissent du plus grand prestige dans la population travailleuse. Qu'ils s'engagent à réaliser ensemble et dans l'unité un gouvernement d'où seront chassés tous les ministres capitalistes.

Qu'ils s'engagent à réaliser un gouvernement PCP-PS s'appuyant sur les commissions des travailleurs et les conseils de gestion.

Que le gouvernement PCP-PS sans représentant des partis capitalistes s'engage à donner satisfaction aux revendications et aux aspirations des ouvriers et des paysans, des jeunes et des soldats.

Qui peut douter qu'un tel gouvernement d'unité, un gouvernement uni du peuple travailleur des villes et des campagnes, un gouvernement ouvrier-paysan ne soit la réponse que le peuple travailleur attend !

Qui peut douter que, forts de l'appui invincible des travailleurs organisés dans les commissions et conseils de gestion unis, des soldats organisés dans les comités de soldats... le peuple travailleur écrasera toute velléité des capitalistes et des agents de la PIDE de s'opposer aux mesures urgentes qui ouvriront au pays la voie du bien-être et de la liberté ?

Telles sont les conclusions des travaux de la 3^e conférence du Comité que nous soumettons à l'attention de tous les militants, aux travailleurs et aux jeunes.

Telles sont les conclusions qui, à notre avis de militants trotskystes, affermissent l'unité des travailleurs et des organisations ouvrières, permettant d'ouvrir le chemin à un Portugal socialiste, libéré de l'exploitation capitaliste, de la misère, du chômage et de la guerre.

Alors que, dans toute l'Espagne la crise politique de la bourgeoisie s'accroît de jour en jour, alors que la classe ouvrière espagnole accentue sa résistance, nul doute que la classe ouvrière du Portugal

dans le combat qu'elle mène contre le capitalisme pour arracher ses revendications, pour consolider et étendre ses libertés, bénéficie de l'appui de toute la classe ouvrière d'Europe. C'est la révolution de toute l'Europe qui, aujourd'hui, a commencé au Portugal.

Nous, militants trotskystes portugais, nous combattons sur la perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe pour la construction du parti révolutionnaire, pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Sous presse,

Une importante brochure sur le Portugal
« 25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne

Problèmes de la révolution portugaise

Questions et réponses »
En vente prochainement à la SELIO.

Chili : un an après le coup d'Etat,

Quel bilan ?

par Etienne LAURENT

Voici un an, le coup d'Etat du 11 septembre venait mettre un terme aux trois années de gouvernement de l'Unité populaire. Il portait au pouvoir une junte militaire déterminée à écraser physiquement et à détruire organisationnellement la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et la jeunesse, dont le combat vers l'objectif de la révolution prolétarienne avait tendu, même en l'absence de parti révolutionnaire, à porter atteinte chaque jour plus clairement à la propriété privée des moyens de production, aux rapports entre le capital et le salariat et aux institutions de l'Etat bourgeois lui-même.

Concluant notre analyse de la politique de l'Unité populaire, nous écrivons :

« Si l'on considère la capacité d'initiative, de lutte, d'abnégation révolutionnaire dont la classe ouvrière, les couches exploitées de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, la jeunesse ont fait preuve de façon répétée au long des quatre dernières années, on ne peut que conclure que la défaite subie le 11 septembre 1973 n'avait rien d'inéluctable. Elle n'était inscrite ni dans les aspirations ni

dans les objectifs de la classe ouvrière et de la jeunesse chiliennes, qui ont cherché, tout au long des quatre dernières années, à se frayer la voie vers l'expropriation des capitalistes, vers la destruction de l'Etat bourgeois, vers la révolution prolétarienne, seule capable de libérer le pays du joug de l'exploitation étrangère et de son retard séculaire.

« Ni la classe ouvrière ni la jeunesse chiliennes n'ont la moindre responsabilité dans la tragédie du 11 septembre. Seuls sont responsables les dirigeants du PC et du P.S. chiliens, avec la traîtresse politique de collaboration de classe qu'ils ont imposée au prolétariat, en contradiction, non seulement avec ses aspirations et les exigences de la lutte pour la libération nationale et sociale, mais aussi avec les formes précises, concrètes qu'a prises sa volonté révolutionnaire, telle qu'elle s'est exprimée dans la construction des « cordons ».

« La politique de l'Unité populaire a été une politique de collaboration de classes qui s'est située au niveau même où le développement de la lutte des classes au Chili avait élevé l'affrontement entre la bour-

geoisie et le prolétariat, c'est-à-dire au niveau de la lutte pour le pouvoir. Cette politique était dirigée contre la classe ouvrière chilienne, contre les organismes autonomes qu'elle a construits en relation avec les exigences mêmes de la situation. Elle a nourri de bout en bout la contre-révolution et, dans les dernières semaines, lui a ouvert directement la voie. La leçon doit être assimilée par le prolétariat mondial. Il ne peut y avoir de ménagements ni d'équivoque dans les conclusions politiques : *L'UNITE POPULAIRE A FRAYE LA VOIE AU FASCISME, TELLE EST L'ESSENCE DE SON BILAN.* » (1)

La portée de la politique actuelle du PC et de l'UP

L'objectif que se fixe la note qui suit est tout à fait circonscrit. Elle vise à analyser le combat politique engagé par les partis membres de l'Unité populaire, et, au premier chef, le PC chilien, ainsi que celui du MIR, pour qu'un tel bilan ne soit **en aucune manière** tiré par la classe ouvrière et la jeunesse chiliennes et par les militants des partis ouvriers qui ont vécu l'expérience du gouvernement Allende.

Un tel combat politique de la part du stalinisme, de ses alliés et cautions « gauches » n'a rien pour étonner. Encore faut-il tout de suite en définir la portée exacte. Mettre tout en œuvre pour faire obstacle au bilan de l'Unité populaire, ce n'est, pour la direction du PC, PS, du MIR et des autres partis chiliens, pas uniquement un réflexe destiné à sauvegarder leur existence en tant qu'appareils.

Agir ainsi, ce n'est pas seulement la façon pour eux de contribuer à l'effort mis en œuvre mondialement par les directions staliennes, social-démocrates et centristes dans tous les pays (et particulièrement en France, en Italie, en Espagne et au Portugal, en Europe comme dans toute l'Amérique latine) pour empêcher que les militants d'avant-garde, en premier lieu ceux encore organisés sous leur contrôle,

fassent le bilan du Chili et le mettent en relation avec les propres préoccupations et problèmes immédiats ; c'est aussi, pour la direction de ces partis, la façon de **venir pour ainsi dire parachever l'œuvre accomplie** jusqu'au 11 septembre et travailler de façon à retarder le moment où la classe ouvrière, la paysannerie et la jeunesse chiliennes pourront réengager sur ces bases claires le combat contre la bourgeoisie chilienne, l'impérialisme et leur gouvernement militaire.

Interdire que le bilan de l'Unité populaire soit tiré, centrer tout le débat sur l'existence de fractions « démocratiques » aujourd'hui encore au sein de l'armée et ouvrir comme unique perspective politique l'élargissement de l'Unité populaire vers la droite pour inclure une partie, sinon la totalité du parti démocrate-chrétien, c'est, de la part de la direction du PC et du PS chiliens, comme de Miguel Enriquez et du groupe dirigeant du MIR qui leur apportent leur caution, **mener une politique parfaitement cohérente, qui forme un tout** et dont le sens, que les militants de ces partis le veuillent ou non, est de renforcer Pinochet, apporter une forme déterminée de soutien à la dictature.

Depuis l'écrasement du 11 septembre, la politique de collaboration de classe du PC et du PS ne se situe plus à un niveau où le problème du pouvoir se trouve directement posé. Mais elle n'a pas cessé d'exister pour autant. Elle s'est simplement déplacée sur le terrain du front antifasciste.

Ce front est un front politique qui se définit beaucoup plus par les perspectives de gouvernement qu'il se fixe que par la lutte qu'il mènerait sur le terrain des libertés démocratiques. Il se fixe comme objectif la lutte pour l'établissement d'un nouvel

« Etat de droit plus avancé, plus démocratique que celui détruit par la dictature (...), capable de garantir le pluralisme et un authentique humanisme »,

montrant ainsi que le but des partis de l'UP est plus que jamais d'effacer

le souvenir des « cordons industriels » et l'objectif de lutte pour la révolution socialiste que ceux-ci se donnaient. Il s'agit d'une politique qui entend ligoter et bâillonner plus que jamais le prolétariat et les masses chiliennes et les militants ouvriers dans le cadre de l'alliance contre-révolutionnaire avec les partis de la bourgeoisie, et comme toujours, avec une aile de l'armée.

L'Unité Populaire plus que jamais au secours de la bourgeoisie

Cette politique n'est nullement gratuite. L'un des traits caractéristiques de la situation chilienne, qui ne fait qu'exprimer les traits fondamentaux de la situation politique mondiale, est l'incapacité de la junte de se donner une base sociale tant soit peu stable et de faire de l'écrasement physique du prolétariat, de la jeunesse et des masses exploitées, comme de la répression omniprésente et sans relâche qui s'est poursuivie depuis un an, autre chose que des fins en soi.

Aucune classe dominante, aucun gouvernement ne peut asseoir sa domination sur des bases ayant un minimum de solidarité s'il ne se présente pas comme porte-parole des aspirations, sinon de la « nation tout entière », au moins de couches sociales dépassant la sphère réduite du capital financier et industriel et la bourgeoisie agraire. Aujourd'hui, la conjonction des conséquences de « l'état de guerre interne » mené par la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme (et dont le début remonte à bien avant le 11 septembre et comporte, à partir de la fin 1971, l'organisation, dans le cadre préparé par le gouvernement Allende, du sabotage de l'ensemble des rouages de l'économie (2), et de la marche vers la crise économique mondiale, a réduit à l'extrême la marge de manœuvre de la junte dans ce sens. La junte est en banqueroute sur le plan économique et n'a rien à offrir, y compris à la grande masse de la petite bourgeoisie. C'est là un constat qui a été rapidement fait par les ana-

lystes bourgeois (3), les représentants mêmes du grand capital (qui ont consenti certes à un moratoire de la dette étrangère mais n'ont pratiquement pas fait de nouveaux investissements) et bien entendu, par l'appareil international du stalinisme.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'appréciation contenue dans la déclaration du PC chilien de janvier 1974 selon laquelle « l'état de choses actuel ne sera pas éternel ». Intervenant dans le cadre de la double crise du système économique comme tel et de la domination politique de la bourgeoisie dans ses principaux bastions, dans une phase où le prolétariat est à l'initiative mondiale, l'écrasement du prolétariat chilien se trouve nécessairement circonscrit. Au Chili, en 1974, l'affirmation du **Programme de transition** qui précise que « la lutte des classes ne souffre pas d'interruption » n'a pas uniquement une portée historique. Elle rend compte, au-delà des fanfaronnades du MIR et de groupes petits-bourgeois propulsés par le stalinisme comme le MAPU-OC, du mouvement réel du prolétariat chilien, qui, au milieu des vives difficultés, a vite cherché à s'organiser, fût-ce de façon élémentaire, pour résister à l'exploitation décuplée qui a suivi le coup d'Etat (4).

De la part de Kissinger et de Ford, cette situation exige la reconnaissance et la défense du fait qu'effectivement le gouvernement des Etats-Unis est intervenu dans la préparation du coup d'Etat et entend donner son plein appui à la junte (voir le rappel à l'ordre public tout à fait inusité de Kissinger à son ambassadeur au Chili de cesser ses « bavardages libéraux »). De la part du Kremlin, elle exige la politique mise en œuvre depuis janvier 1974 par le PC chilien. De toutes parts la classe ouvrière et les masses chiliennes doivent être cernées et matraquées physiquement mais aussi politiquement. Il faut que l'effet du 11 septembre soit durable, que les masses latino-américaines soient contenues et refoulées pour qu'au moins dans cette région du monde, l'impérialisme américain garde les choses en main. Telle est l'explication de la façon apparemment « grossière » dont

le PC chilien est venu apporter son appui à l'armée en tant qu'«**institution de la nation**» et par là-même obligatoirement à la junte qui en est issue.

le PC chilien, colonne vertébrale de l'Unité Populaire

La chute du gouvernement Allende a, plus que jamais, fait du PC chilien la **colonne vertébrale** de l'Unité populaire. C'est de lui qu'émanent à chaque étape les positions adoptées par les directions de l'ensemble des partis de l'UP et cautionnées par le MIR. C'est le PC, tout d'abord, qui a occupé le premier, publiquement, le terrain politique par sa déclaration de début janvier (publiée par «l'Humanité» du 8 janvier 1974), fixant ainsi les positions ensuite reprises par l'ensemble des partis de l'UP et contresignées par le MIR dans la déclaration commune du 12 février. Le fait se constate avec une netteté toute particulière dans le cas du MIR, qui est la seule organisation à avoir élaboré un document interne (celui dit «des 62 pages» en date du 25 décembre 1973), mais qui s'est tout de suite rattachée à la ligne du PC dès que celui-ci se fut prononcé le 8 janvier.

La seconde étape publique de l'offensive du PC est celle qui s'engage en mars par la voix de Volodia Tetelboïm (membre du BP du PC chilien, qui se trouvait fort opportunément à Moscou lors du coup d'Etat du 11 septembre et qui dirige depuis, de Moscou, Rome et La Havane, l'appareil extérieur du PC chilien en collaboration avec l'appareil international du stalinisme) moyennant l'article publié internationalement dans «La Nouvelle Revue Internationale» de mars 1974. Ce sont les principaux thèmes de cet article, en effet, en particulier «**l'autocritique des erreurs de l'UP**», c'est-à-dire l'insuffisance de son combat contre le «gauchisme» et la coexistence en son sein de «deux tendances» que l'on retrouve presque intégralement dans la déclaration faite par l'UP à l'occasion du 1^{er} mai (5).

Dès le mois de mars, pour ce qui concerne les directions traîtres des partis ouvriers et des organisations petites-bourgeoises gravitant autour d'eux, la ligne est définitivement déterminée et ne bougera plus. Elle sera défendue sans pudeur par le PC et sa créature le MAPU-OC, honteusement par le PS (6) et le MAPU «orthodoxe», et recevra l'appui du MIR selon les modalités spécifiques que cette organisation soit forcée, bien entendu, de donner à ce soutien, compte tenu du rôle politique déterminé qui lui est dévolu. Mais à partir de mars, on assiste à une répétition inlassable, avec seulement de légères variantes, d'une ligne dont la source se trouve dans les textes du PC qu'il faut maintenant analyser.

La politique de la main tendue à l'égard de l'armée

La structure interne et la démarche de la déclaration du PC chilien du 8 janvier sont d'une extrême simplicité. Le texte va droit au but qu'il se fixe, qui est de boucher à la classe ouvrière et aux militants toute perspective de combat indépendant de classe et de les ligoter dans le cadre d'une politique de collaboration de classe, au centre de laquelle se trouve, plus que jamais, non seulement la Démocratie chrétienne, mais aussi l'armée.

Le point de départ de cette démarche consiste, dès le premier paragraphe, à exulser la lutte des classes du cadre d'analyse et à réduire l'enjeu de la vie politique chilienne à l'accomplissement d'un «**processus de transformations structurelles**», relevant hier comme demain d'un «**gouvernement national, majoritaire, démocratique et (bien entendu) pluraliste**». Ce point de départ est indispensable, car il permet d'emblée **aussi bien de présenter** les traits fascistes de la junte comme un phénomène **aberrant** et l'armée comme une institution qui posséderait pleinement sa place au sein d'un pareil processus, **que de justifier** la nécessité de procéder enfin à l'élargissement de l'UP jusqu'à y inclure la DC.

De son point de vue, l'appareil stalinien a évidemment parfaitement raison de commencer par là. L'appréciation que l'on porte, et que l'on parvient ou non à imposer, des voies et des moyens pour atteindre la libération sociale et nationale des masses laborieuses chiliennes commande bien entendu la place que l'on assigne à telle ou telle force politique dans ce « processus ». Ceci signifie, ainsi que nous l'avions montré dans notre premier article de fond sur le Chili, fin 1972 (7), que le point de départ de tout combat contre la politique de front populaire consiste à établir — ou rétablir — le caractère nécessaire de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat se portant à la tête de la paysannerie et des masses exploitées de la nation opprimée, comme unique réponse à l'ensemble des problèmes brûlants qui assaillent les masses laborieuses dans un pays semi-colonial soumis au joug de l'impérialisme au travers des liens de classe noués entre la bourgeoisie de leur pays et les bourgeoisies étrangères dominantes.

Ayant réduit ces problèmes à une simple question de « **transformations structurelles** », ou encore de défense de la « **patrie** » chilienne et des « **véritables intérêts des Chiliens** », le PC peut soutenir sans la moindre vergogne, quatre mois à peine après le putsch, alors que 80 000 travailleurs, paysans, étudiants et militaires de tous les partis sont morts sous les balles ou la torture, que les problèmes se définissent toujours dans les termes d'une incompréhensible « **rupture des militaires avec les meilleures traditions du Chili** ». Et de centrer toute l'attente et l'espérance des militants et travailleurs sur le fait qu'il

« existe un secteur des putschistes militaires et civils qui essaie d'éviter une orientation aussi régressive, qui préférerait une politique populiste présentant quelques traits réformistes et permettant, dans un délai relativement bref, le retour à certaines formes démocratiques qui, tout en excluant le mouvement populaire, permettraient au moins à d'autres secteurs de la

bourgeoisie de participer au gouvernement.

Certes, pour le moment, ce « secteur pèse peu dans les décisions essentielles », mais c'est sur lui qu'il faut faire foi. Tout doit être mis en œuvre, en effet, dit le PC, pour empêcher qu'on en vienne à identifier l'armée comme institution à la dictature militaro-policière et à sa politique de terreur et d'assassinat. A cet égard, bien entendu,

« les généraux et officiers qui ont accepté les pressions externes et internes pour entraîner leurs institutions à participer au complot contre le Chili et son peuple ont encouru et encourrent une terrible responsabilité devant l'Histoire, et seront condamnés par elle. Ils ont foulé aux pieds le prestige et le crédit des forces armées devant le peuple et devant le monde, et ils achèveront de les détruire s'ils persistent dans leur orientation ».

Pinochet peut dormir tranquille. S'il n'en tient qu'au PC, il ne sera condamné que par l'Histoire... qui, en l'occurrence, a bon dos, et devra tout au plus céder la main un jour à un général un peu moins directement associé que lui à la préparation et au déroulement du 11 septembre.

Mais la responsabilité des militants du Parti communiste est également en jeu dans l'effort à accomplir pour que l'armée ne soit pas identifiée à la dictature de classe des monopoles, des propriétaires fonciers et de l'impérialisme étranger. Ils ne doivent jamais perdre de vue que la direction de leur parti

« ne conçoit pas la lutte sociale comme un combat entre civils et militaires. Il en est qui prennent l'uniforme au nom de leurs devoirs envers la patrie, et qui ont été conduits à participer à la terreur déchainée contre le peuple malgré leurs sentiments démocratiques ».

Ce n'est pas des paysans et ouvriers en uniforme dont il s'agit, mais des officiers, membres de la bourgeoisie, membres de ces « classes moyennes »

que l'on a malencontreusement effrayées, les conduisant ainsi à s'isoler du prolétariat alors que « ces transformations structurelles » appellent leur pleine participation sans qu'elles n'aient rien à perdre ni à craindre.

Que signifie l'appel à la Démocratie chrétienne ?

Dans le contexte politique propre au Chili, il ne saurait y avoir de politique durable visant à subordonner politiquement la classe ouvrière et les masses à l'aile « démocratique » de la hiérarchie militaire, indépendamment d'une politique complémentaire à l'égard de la hiérarchie catholique d'une part et du parti démocrate-chrétien de l'autre.

Aussi la déclaration du 8 janvier, tout en constatant que « la situation confirme que l'Unité populaire reste en vigueur comme expression unitaire du peuple », affirme que cette même situation exige :

- « d'aller plus loin : à l'action commune et à l'unité avec des sections du peuple qui n'étaient pas avec l'unité populaire » ;

- « la ligne de partage entre le peuple et ses ennemis ne saurait être tracée par rapport au passé, mais en vue de l'avenir. La barrière essentielle n'est pas celle qui séparerait le gouvernement de l'opposition avant le coup d'Etat, mais celle qui sépare les fascistes et les putschistes, usurpateurs du pouvoir, de ceux qui subissent les conséquences de leur politique réactionnaire, de ceux qui sont partisans de la rénovation de la démocratie, des changements sociaux progressistes, de l'indépendance nationale » ;

- « cette unité inclut le travail, par exemple, avec de larges milieux démocrates-chrétiens qui se sont prononcés contre le coup d'Etat ».

Telle est la ligne qui va être intégralement reprise à partir de février dans les déclarations de l'Unité populaire et du MIR. Cette déclaration du 12 février, signée par l'UP et le MIR, après avoir repris à son compte

les positions du PC sur l'armée, déclare :

« En outre, au sein même des forces armées, il y a des soldats, des sous-officiers et même des officiers qui prennent de plus en plus conscience du rôle criminel et bestial que le fascisme les oblige à tenir. Un grand nombre d'entre eux découvrent qu'ils sont utilisés par les minorités qui représentent le grand capital et par l'impérialisme, dans des buts antipatriotiques et antinationaux. »

Le texte poursuit en affirmant :

« Le parti démocrate-chrétien se trouve une fois de plus à la croisée des chemins. Un grand nombre de ses dirigeants ont collaboré avec le fascisme ou ont fait son jeu. Le freisme, sous l'hégémonie duquel ce parti a agi au cours de la dernière période, a poussé au coup d'Etat, a conspiré contre les fascistes et aujourd'hui, il négocie avec eux pour obtenir des positions au pouvoir.

« Cette attitude fait contraste avec le rôle joué par de nombreux dirigeants qui, depuis le début, ont condamné le putsch et se joignent au combat antifasciste. »

La position du MIR se trouve confirmée dans sa déclaration publiée quelques jours avant (fin janvier 1974) qui appelle à :

« constituer un front politique de la résistance antigorille, incorporant toutes les forces de la gauche et un secteur du Parti démocrate-chrétien (PDC) (la petite-bourgeoisie démocratique). »

Dans son interview du 19 mars 1974 Miguel Enriquez renchérit et explique que :

« Dans le front de la résistance que nous avons mentionné (...), nous entendons que s'incluent toutes les organisations de gauche, celles de l'ex-UP et nous-mêmes, ainsi qu'un secteur du parti DC.

le secteur appelé « progressiste » ou petit-bourgeois démocratique, celui qui, avant le coup militaire, s'est prononcé ouvertement contre lui et qui, immédiatement après celui-ci, a fait de même (...).

« Un autre secteur du parti DC, appelé démocratique par certains le secteur dirigé par Frei, a appuyé inconditionnellement les agressions de la classe dominante contre les travailleurs et le gouvernement (...). Avec eux, la classe ouvrière et le peuple, les révolutionnaires ne peuvent pas faire des alliances qui décapiteraient leur programme et leurs méthodes de lutte. Ils doivent par contre profiter de toutes les brèches qu'ouvre la lutte inter-bourgeoise aujourd'hui tant accentuée. »

Le MIR, bien entendu, a plus d'une corde à son arc. Sa fonction de couverture gauche de l'appareil stalinien exige de lui qu'en même temps qu'il développe cette politique, il forme aussi un organe coordinateur avec l'ERP d'Argentine, les Tupamaros d'Uruguay et l'ELN de Bolivie, et soit prêt à engager, s'il le faut, un secteur de la jeunesse dans la voie tout aussi liquidatrice des guerrillas.

Avant de montrer le sens de ces sophismes, et le rôle politique assumé par Enriquez, le MIR et tous ceux qui leur ont apporté leur soutien internationalement, constatons qu'en fait de brèche ouverte, c'est surtout le PC qui en profite. Le 1^{er} mai, la nouvelle déclaration de l'UP, qui n'a reçu du MIR nul démenti, cesse de s'embarasser de distinctions subtiles et affirme :

« Du point de vue politique, la participation de plus en plus active de la Démocratie chrétienne à la lutte antifasciste est une nécessité de la plus haute importance. Nous souhaitons que l'ensemble de la DC s'intègre pleinement à la Résistance et au Front antifasciste. Nous savons que ce processus ne sera pas facile. Mais nous pensons que l'expérience vécue nous apprend mutuellement que nous avons des ennemis

communs, les ennemis de la patrie ; qu'il est possible de définir une perspective commune pour libérer le Chili de la dictature, de l'arriération et de la domination étrangère. »

Encore une fois, qu'est-ce que la Démocratie chrétienne au Chili ?

Pour mesurer ce que signifie cette orientation, en termes de coups assésés au militants et aux masses, en termes d'avertissement qu'ils n'ont rien à attendre de leurs dirigeants, en termes qu'il leur faut comprendre que leur sort est bon et même, comme nous le verrons plus loin, qu'il est bien mérité, il convient de rappeler ce qu'est la Démocratie chrétienne chilienne.

La DC n'est pas un parti quelconque. Depuis le milieu des années 50, elle a définitivement supplanté le parti radical en tant que principal parti de la bourgeoisie chilienne et pièce maîtresse de la domination politique bourgeoise et impérialiste au Chili. Parti gouvernant de 1964 à 1973, sous Frei, héraut d'une prétendue « révolution dans la liberté », la DC avait déjà sur les mains le sang de dizaines et de dizaines de travailleurs et militants. Sous l'UP, son rôle s'est précisé. Parti de masse, plongeant ses racines — grâce à ses rapports avec l'Eglise et une longue complicité et politique de coexistence de la part du PC — dans la paysannerie, la petite-bourgeoisie et aussi des secteurs significatifs de la classe ouvrière, c'est à la DC qu'il est revenu, à chaque étape, d'évaluer l'état exact des relations entre l'UP et les masses, ainsi que l'état d'esprit de celles-ci et de déterminer, sur cette base, la tactique de la bourgeoisie.

C'est ainsi que la DC a pu tout aussi bien négocier le Statut de Garanties par l'entremise de l'aile Tomic-Schneider, que donner le signal politique du coup d'Etat par l'intermédiaire de la campagne politique de Frei d'août 1973. Pour que les choses soient encore plus nettes, rappelons que c'est à l'initiative de la DC et en collaboration avec Prats, commandant

en chef de l'armée, entré comme ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Allende en novembre 1972, que fut préparée, présentée et votée, début 1973, la loi scélérate sur le contrôle des armes qui a permis à l'armée d'entreprendre les manœuvres préparatoires au coup d'Etat et d'engager ouvertement son « état de guerre interne » contre le prolétariat, longtemps avant le 11 septembre.

La DC est le parti le plus honni des militants et des masses chiliennes car il est pour eux le parti du double jeu, le parti de l'hypocrisie et de la trahison. De façon répétée à partir de 1972, le PC chilien avait tenté de faire du « dialogue » et de la négociation avec la DC (7), pouvant même aboutir, selon lui, jusqu'à leur entrée dans le gouvernement Allende, l'un de ses principaux axes de combat pour refouler et écœurer les masses et les militants. Chaque fois, il avait dû faire marche arrière tellement la réaction des militants, y compris dans ses propres rangs, était forte — plus forte même que lors de la constitution du premier cabinet militaire, sans parler du second.

Imposer à ces militants l'alliance avec la DC, serait donc pour le PC chilien réellement parachever l'écrasement physique du 11 septembre à l'aide d'une défaite politique, d'une certaine façon plus caractérisée encore. Que reste-t-il dans tout cela des distinctions « subtiles » d'Enriquez quant à l'aile « démocratique » de la DC ? Rien, sinon l'expression du rôle politique précis joué par Enriquez comme caution gauche du stalinisme, chargé de faire passer sa politique auprès de tous les militants au sein des partis de l'UP, y compris au sein du PC lui-même, auprès desquels avec l'aide de Castro, relayé ensuite par « Rouge » et le prétendu « Secrétariat unifié de la IV^e Internationale », Enriquez passe pour la personnification de la politique « révolutionnaire » au Chili.

L'un des traits propres à la DC sans lequel elle n'aurait jamais pu jouer son rôle, est précisément de posséder fort « opportunément » une aile droite et une aile gauche — également incrustées dans tout l'appareil d'Etat et, bien sûr, au sein de l'ar-

mée — dont l'existence est faite pour assurer à la DC et à la bourgeoisie chilienne toute la souplesse d'intervention désirable. Tout aussi « à la croisée de chemins » qu'elle fût, la DC ne s'est nullement cassée au lendemain du 11 septembre et du soutien officiel donné par Frei et Aldwyn à la junte. On comprend pourquoi et on mesure toute la duplicité de la direction du MIR.

Un front de gouvernement

Un autre aspect du tour de passe-passe auquel Miguel Enriquez a cherché à se livrer pour couvrir la politique impulsée par le PC a été de faire passer le Front antifasciste dont la constitution est appelée par les déclarations du 12 février et du 1^{er} mai comme étant un front établi sur le seul terrain de la lutte pour les libertés démocratiques. La réponse qu'Enriquez donne plus haut est faite par rapport à une question tout à fait précise qu'il esquive totalement, à savoir si « l'alliance tactique avec tous les démocrates » ne serait pas une alliance « ne visant qu'au rétablissement de la forme parlementaire de la dictature bourgeoise ».

Que tel soit effectivement le cas, c'est ce qui est affirmé sans la moindre ambiguïté par les deux déclarations de l'Unité populaire comme par celles faites à titre individuel par divers dirigeants politiques des partis de l'UP. En février, il était expliqué que :

« La tâche principale de ce front¹ est la défaite du fascisme dans toutes ses expressions (...). Mais il s'agira surtout de détruire les intérêts des véritables maîtres du système, le capital monopoliste national et l'impérialisme. Tout vestige de fascisme devra être éliminé pour construire la démocratie authentique dont le pays a besoin... »

Le 1^{er} mai, les choses sont précisées avec encore plus de netteté :

« L'objectif final du Front antifasciste est la dérouté de la dictature, la destruction de l'Etat tota-

litaire et policier, la construction d'un nouvel Etat démocratique, national, pluraliste et populaire qui développera toutes les conquêtes de notre pays et de notre peuple, qui liquidera le pouvoir de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie monopoliste agraire, garantira les intérêts de la grande majorité des citoyens en édifiant une économie assurant le développement indépendant du pays. A partir de ces orientations et au fur et à mesure de son développement, le Front antifasciste se donnera un programme de gouvernement. »

Et Gazmuri, secrétaire général crypto-stalinien du MAPU-OC de préciser encore tout récemment (cf. « Le Monde » du 17-9-1974) :

« Nous voulons établir un Etat démocratique respectant les droits individuels et collectifs, respectant le pluralisme des opinions — sauf le fascisme. Mais ce sera un Etat d'un nouveau type, exprimant l'hégémonie de l'alliance antifasciste que nous recherchons. Ce ne sera donc pas une dictature du prolétariat. Ce sera, disons, une démocratie appuyée par une force armée rénovée, purgée de ses éléments fascistes, et par un appareil juridique et institutionnel nouveau. Elle se donnera pour tâche la destruction des monopoles nationaux et étrangers et de la grande propriété foncière. »

Ce ne sera pas une dictature du prolétariat... En politique, le choix des expressions a un sens. Si Gazmuri choisit celle-ci, c'est pour faire écho très précisément à une déclaration identique d'Allende faite à Jean-Claude Buher, égale du « Monde », en janvier 1971 :

« — Pensez-vous qu'il soit possible d'éviter la dictature du prolétariat ?

« — Je crois que oui. C'est pour cela que nous travaillons. Aujourd'hui nous pensons qu'il est possible de le faire, même si ce n'est pas facile. »

« L'avenir » — en l'occurrence le 11 septembre 1973 avec ses 80 000 morts, ses dizaines de milliers d'emprisonnés et d'exilés et la botte militaire des Pinochet et des Leigh — a parlé, et pour des milliers et milliers de militants, le souvenir de la phrase d'Allende ne peut avoir qu'un goût de cendre.

Mais c'est précisément pour cela qu'il faut l'utiliser. Tous les moyens sont bons pour matraquer politiquement et moralement les militants, pour pousser à bout leur écœurement, dans l'espoir qu'ils lâchent prise et que dans la prison, ou l'exil, ou la clandestinité, ils sombrent et disparaissent d'une façon ou d'une autre de la scène politique.

Le « bilan » propagé par l'UP, tout a été de la faute de la classe ouvrière

Mettre tout en œuvre pour que les militants ne puissent pas tirer le bilan de l'UP et comprendre les racines de ce qu'il est arrivé au prolétariat et aux masses chiliennes ne signifie pas s'interdire à soi-même de se servir d'un certain « bilan » pour parachever le travail entrepris avant et poursuivi sur les plans que nous venons d'analyser.

S'engager dans cette voie n'est pas sans comporter certains risques bien entendu, car tout « bilan » peut appeler sa réplique. C'est pourquoi la déclaration du 8 janvier du PC exclut rigoureusement toute allusion à un bilan quelconque. C'est également pourquoi Miguel Enriquez suggérait, en janvier 1974, qu'il serait préférable de faire silence sur le passé et proférerait ainsi la remarque suivante :

« Et s'il n'est pas de notre intérêt d'axer toute notre politique sur la polémique avec les organisations de la gauche, l'expérience chilienne doit être une leçon pour les peuples du monde. » (9).

Cette attitude n'a pas été de mise longtemps. Une fois engagée l'offensive pour parachever la défaite de

la classe ouvrière et des masses chiliennes, toutes les armes devenaient bonnes et un certain bilan — bien déterminé — appartenait au nombre des armes à manier contre les militants. C'est à Teitelboïm qu'il est revenu d'ouvrir le feu dans son article dont le titre rappelle ceux des articles du Komintern après l'écrasement du prolétariat allemand en 1933, « **Prélude à de futures victoires** ». Ses arguments, avancés encore prudemment, sont ceux de Fajon dans sa conférence de presse du 1^{er} septembre 1973. Teitelboïm écrit :

« Lorsque l'on parle des raisons de la défaite provisoire, il faut, également, tenir compte du rôle négatif de l'existence de deux tendances opposées au sein du bloc et du gouvernement de l'Unité populaire... ; les représentants de l'autre tendance se trouvaient malheureusement sur des positions sectaires, nous empêchant constamment d'agir, sapant de l'intérieur et de l'extérieur l'Unité populaire. »

Le 1^{er} mai, la déclaration de l'UP ne s'embarrasse plus de formules diplomatiques :

« La plus grande faiblesse de l'Unité populaire fut son incapacité à éviter l'isolement de la classe ouvrière et à obtenir de la majorité du peuple l'appui nécessaire. Cette faiblesse fut aggravée de façon décisive par les conceptions ultragauchistes qui exerçaient leurs pressions sur l'Unité populaire et le gouvernement. Profitant de ces erreurs, les ennemis déclarés du gouvernement populaire réussirent à attirer vers leur politique d'importantes couches sociales, petits et moyens industriels, artisans et représentants des professions libérales, ainsi que d'autres couches de la population à faible conscience politique, dont les intérêts n'avaient rien à voir avec ceux des impérialistes et de la grande bourgeoisie. Sur le plan politique, ces conceptions sectaires et étroites de l'opportunisme de gauche

servirent le jeu de la fraction dirigée par M. Frei en lui permettant d'entraîner la Démocratie chrétienne dans une politique d'opposition intransigeante au gouvernement populaire. » (10).

La boucle est bouclée. Si la DC s'est engagée comme elle l'a fait dans la préparation du coup d'Etat, c'est que le « gauchisme » et l'intransigeance des masses ne lui laissaient au fond aucune autre issue que de suivre Frei et Aldwyn. Proposer à l'ensemble de la DC — Frei compris — un pacte sur un programme de gouvernement qui respecte pleinement les intérêts que ce parti défend, c'est donc à la fois lui montrer que l'UP « reconnaît ses erreurs », (c'est-à-dire concrétise avec précision, du point de vue de la défense de l'ordre bourgeois, celles dont se sont rendus coupables les masses et les militants fidèles à leur classe), et qu'elle est prête à réparer les injustices commises à tort à l'encontre du parti chrétien.

La ligne politique de l'UP, impulsée par le PC et cautionnée par le MIR, forme ainsi un tout parfaitement cohérent qui allie un certain « bilan » à une politique de main tendue à l'armée et de subordination politique de la classe ouvrière et des masses à leur ennemi le plus acharné, la DC. L'état que signifie cette politique par rapport à l'énergie militante que les cadres ouvriers membres du PC, du PS et, là où ils existaient, du MIR voudraient déployer face à la dictature ne pourra être rompu que si la définition d'une politique de lutte pour les libertés démocratiques sur la ligne du Front unique de la classe et en rupture avec les partis bourgeois avance de pair avec la lutte pour que le **vrai bilan**, celui de l'UP comme front de coalition de classes, fourrier du fascisme, soit tiré dans les rangs ouvriers.

Actuellement, seuls deux courants au sein du PS chilien — le courant dit de la Commission de coordination nationale et celui du Comité d'organisation de la gauche socialiste — ont indiqué leur volonté de tenter de lutter, ensemble avec quelques ex-militants ouvriers du MIR pour que ce bilan soit tiré (11). Leur

combat intéresse directement l'avant-garde mondiale. A mesure qu'il se développe, il recevra de l'OCI toute l'attention et tout l'appui qu'il mérite. Aujourd'hui cependant il serait faux politiquement de faire plus qu'annoncer un combat qui s'engage tout juste

et dont on ne peut encore garantir qu'il soit mené à son terme face à l'extraordinaire pression mise en œuvre par l'appareil stalinien et tous ceux qui cautionnent sa politique.

Etienne LAURENT.

(1) *La Vérité*, octobre 1973, N° 562, pp. 55-56.

(2) Cette dimension de la lutte des classes au Chili et les responsabilités du gouvernement Allende sur ce plan, ont été largement analysées dans notre second article sur l'Unité populaire. Voir *La Vérité* N° 560, avril 1973, pp. 37-48.

(3) Voir, par exemple, les articles publiés dans *Le Monde Diplomatique* de juillet 1974 ainsi que la revue trimestrielle de l'économie chilienne publiée par l'hebdomadaire de la Cité de Londres, *The Economist* (« The Economist Intelligence Unit », *Quarterly Economic Review: Chili*).

(4) Il s'agit de l'une des deux organisations nées en mars 1973 de la seconde scission du MAPU. En août 1971, le MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire), fondé le 17 mai 1969 par Jacques Conchol, ancien directeur de la réforme agraire de Frei, le député Silva Solar et deux sénateurs, Rafael Gumucio et Alberto Jerez, tous transfuges de la démocratie chrétienne, s'était scindé une première fois. A cette date, tous les catholiques avaient quitté le parti pour fonder l'organisation de la Gauche chrétienne (I.C.). En mars 1973, la scission est le résultat d'une intervention manifeste du PC chilien et de Allende pour casser une organisation susceptible, à leurs yeux, de servir de pôle de regroupement à une opposition de gauche, fut-elle très confuse, à la politique de l'UP.

(5) Les déclarations du PCC, de l'UP et du MIR ont toutes été publiées en français (voir notamment *l'Humanité* des 8-1-1974, 13-2-1974 et 19-6-1974) ; *Chili, la lutte continue*, organe des Comités de soutien (février et mars 1974) et *Rouge* des

8-2-1974 et 22-3-1974. En Argentine, un bulletin, *Chile : informativo internacional*, s'est chargé de rassembler le texte original des principales déclarations.

(6) Le PS a été fort avare en déclarations propres à lui sur un autre terrain que celui de la solidarité internationale ou des tâches de résistance immédiates. Un texte simplement ronéotypé circule en un très petit nombre d'exemplaires, émanant du Comité central en date de mars 1974, avec le titre : « *Dans la chaleur de la lutte contre le fascisme, construisons la force dirigeante du peuple pour assurer la victoire.* » De nombreux tours de passe-passe ne suffisent pas pour cacher que la ligne est dans le fond identique à celle du PC, y compris si la direction du PS se bat la coulpe et parle d'auto-critique à chaque page.

(7) Voir *La Vérité*, N° 559, « L'Unité populaire au Chili » (1), pp. 64-69.

(8) Dans le recueil d'A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, collection Archives, Paris 1974, on trouvera de nombreux textes retraçant la politique de conciliation du PC et de l'UP à l'égard de la DC et la réaction des militants.

(9) Voir *Rouge* (15-3-1974). L'assassinat de Miguel Enriquez par la Junte qui donne par là une expression supplémentaire de ses objectifs et de ses méthodes, ne peut pas nous conduire à modifier notre caractérisation de la politique du MIR et de ceux qui le couvrent et le cautionnent internationalement, au premier chef l'Ex-Ligue communiste. C'est ainsi que J.P. Beauvais, qui est contraint de prendre position face à cette déclaration, le fait en se livrant à une succession de tours de passe-passe qu'il faut rappeler :

« Axer toute la politique du MIR sur la polémique avec les organisations de la gauche serait incorrect, bien sûr (sic). Mais la polémique, la bataille politique doivent être un des axes politiques du MIR ; plus, elles sont indissociables, vu les clivages stratégiques au sein de la gauche, de toute la pratique révolutionnaire du MIR.

« Et c'est là qu'intervient la nécessité dès le départ d'une claire définition programmatique et organisationnelle du Front, Front dont le caractère de classe doit être affirmé. Non pas pour le plaisir de réaffirmer un acquis fondamental du mouvement ouvrier international (sic). Mais parce que c'est dans ce cadre et seulement à partir de cette définition claire — de classe — que les révolutionnaires et les militants du MIR en particulier pourront faire jouer au maximum les rapports de force nés de la pratique et de la confrontation politique. C'est dans ce cadre aussi qu'ils pourront le mieux faire le bilan et tirer les leçons de la catastrophe à laquelle a conduit la politique réformiste.

« Si au contraire la politique de Front unique menée par les révolutionnaires reste floue et confuse, si le Front unique, de méthode tactique, devient un principe supérieur, alors d'avance les dés seront pipés. »

Ainsi, loin de caractériser la politique du MIR comme une participation à une politique criminelle de subordination du mouvement ouvrier chilien à la bourgeoisie, Beauvais trouve le moyen, à la fois d'escamoter le caractère de cette politique et de salir, en passant, le Front unique de classe. Beauvais se range derrière le stalinisme et confirme sur le plan international la caractérisation donnée par l'OCI de l'aile de l'ex-Ligue à laquelle il appartient : agence crypto-stalinienne propulsée par la bourgeoisie. Toute l'histoire des Comités de soutien le confirme amplement.

(10) Dans la brèche ainsi ouverte, l'aile bourgeoise de l'UP peut évidemment s'en donner à cœur joie. Voir, par exemple, les déclarations faites par Chonchol, ministre de l'Agriculture d'Allende au Quo-

tidien de Paris du 10-9-1974 :

Q.P. : *L'autocritique que vous pourriez peut-être faire, n'est-ce pas d'avoir été trop « légaliste » ?*

J.C. : Ecoutez, on pourrait dire oui et non. Mais la valeur morale de l'expérience chilienne, qui a été comprise dans beaucoup de pays, est précisément due au fait que l'on voulait faire toutes ces transformations à l'intérieur d'un système institutionnel et constitutionnel. Et la faillite de cette expérience a pu être douloureusement ressentie dans le monde parce qu'on avait compris qu'il s'agissait, à l'intérieur d'un système démocratique, dans un pays sous-développé, de transformer l'économie au service des grandes masses. Alors, si l'on avait simplement renoncé à cette démocratie, peut-être aurait-on pu obtenir un succès, mais le contenu essentiel de l'expérience chilienne aurait été perdu. »

80 000 morts, c'est beaucoup, mais en somme, si c'est le prix pour que le contenu essentiel de l'expérience chilienne — c'est-à-dire la défense de la propriété privée et de l'Etat bourgeois — soit sauvé, alors c'était nécessaire.

Mais en fait, c'est 80 000 morts, c'est « l'extrême-gauche », c'est-à-dire les militants des « Cordons » et des syndicats qui ont la responsabilité. Écoutons Chonchol :

« Une autre erreur c'est celle de ne pas avoir fait une politique assez nette pour attirer les classes moyennes. Il y a en particulier, au Chili beaucoup de petits entrepreneurs privés, et le gouvernement de l'Unité populaire s'est toujours employé à les aider. Mais il y a eu quelques éléments, je dirais dans l'extrême-gauche, qui ont tenté des occupations d'usines, de propriétés agricoles aussi, ce qui a énormément facilité la tâche des propagandistes de l'extrême-droite pour faire peur aux classes moyennes. (...) Avec leur manque de prospective politique, ils ont permis la situation d'aujourd'hui.

« Je crois qu'ils ont une responsabilité morale très grande ; je ne dis pas qu'ils ont fait cela consciemment, mais ce révolutionnaire

risme à outrance, sans tenir compte des réalités, c'est finalement le peuple qui l'a payé, et l'a payé très chèrement. »

Aucune ignominie n'est interdite à Chonchol. Il est couvert. Il a le PC chilien derrière lui et peut parler librement.

(11) *Le Comité d'Organisation de la Gauche socialiste* a lancé un appel aux militants socialistes, qui dit notamment :

« (...) Il se lève chaque jour plus de forces qui cherchent à empêcher que le bilan soit tiré, en prétextant que l'unité est l'unique garantie de victoire.

« Mais il faut se demander que

signifie cette unité, et qui sont les « dirigeants » qui la préconisent. Ce sont de faux critères d'unité qui nous ont précisément conduit au massacre, mystifiant et désarticulant la combativité du prolétariat chilien. L'unité avec la bourgeoisie a été et continue à être une politique contre-révolutionnaire. »

De son côté, la *Commission de Coordination nationale* a publié un texte (*Voir Chile, Informativo internacional*, n° 1, pp. 13-17) qui s'attaque à la théorie des « voies chiliennes au socialisme », mais impute cette politique à des conceptions erronées et non à une conduite contre-révolutionnaire conséquente.

Militants, sympathisants,

La Sélío

VOTRE LIBRAIRIE...

Société d'Édition, Librairie, Informations Ouvrières

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

CCP 31.697.97 La Source - 45

Fond important de tous les classiques politiques, sociaux et économiques.

Tous les ouvrages disponibles chez les éditeurs : nouveautés littéraires, politiques ou économiques, livres d'art, grandes œuvres littéraires, ouvrages techniques... sont fournis ou expédiés dans les plus courts délais.

(Joindre à la commande le chèque correspondant.)

ENSEIGNANTS, ETUDIANTS,

Profitez de votre remise spéciale de 15 % sur tous les manuels scolaires et ouvrages universitaires.

La question nationale en URSS

par Jean-Jacques MARIE

La IV^e Internationale doit comprendre clairement l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées, non seulement de l'Europe sud-orientale, mais encore de l'Europe tout entière. Nous avons affaire ici à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité, qui est numériquement égal à la population de la France et occupe un territoire exceptionnellement riche et, par surcroît, de la plus grande importance stratégique. La question du sort de l'Ukraine est ainsi posée dans toute son ampleur. Il faut un mot d'ordre clair et précis qui corresponde à la nouvelle situation. A mon avis, il n'y a, à l'heure actuelle, qu'un seul mot d'ordre de cette espèce : Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unique, libre et indépendante ! (Trotsky, 1939.)

Pour exproprier le prolétariat du pouvoir politique, et pour asseoir sa domination chancelante, la bureaucratie, dès le début des années 30, organisa sous l'égide de Staline une longue série de purges systématiques et sanglantes, soigneusement planifiées. Staline avait élaboré un système de quotas par républiques, diversifiées en catégories de liquidés. Les quotas les plus élevés à atteindre pour les services du NKVD visaient deux catégories : les « trotskystes » et

les « nationalistes (dits) bourgeois » de toutes sortes.

La répression stalinienne décima d'abord des républiques nationales à commencer par l'Ukraine, la plus grande de toutes après la Russie. Comme le rappelle Trotsky, « **nulle part les purges et les répressions n'ont assumé un caractère aussi sauvage et massif qu'en Ukraine** », et cela n'a jamais cessé d'être vrai, de 1933-1934 à nos jours. Staline utilisa ensuite la barbarie de la Seconde

Guerre mondiale pour déporter des populations entières dont une partie périt en chemin. Au XX^e congrès du PCUS, Nikita Khrouchtchev évoqua en ces termes ces déportations :

« L'Union soviétique est à juste titre considérée comme un modèle d'Etat multinational, parce que nous avons, dans la pratique, assuré l'égalité des droits et l'amitié de toutes les nations qui vivent dans notre vaste patrie.

« Cela ne fait que rendre plus monstrueux les actes dont Staline fut l'inspirateur et qui constituent des violations brutales des principes léninistes fondamentaux de la politique des nationalités de l'Etat soviétique. Nous voulons parler des déportations massives de peuples entiers, y compris tous les communistes et J.C. sans exception. Ces mesures de déportation n'étaient justifiées par aucune considération militaire.

« Ainsi, dès la fin de 1943, quand se produisit une brèche sur tous les fronts de la grande guerre patriotique au bénéfice de l'Union soviétique, la décision fut prise et exécutée de déporter tous les *Karatchais* des terres sur lesquelles ils vivaient. A la même époque, fin décembre 1943, le même sort advint à toute la population de la république autonome des *Kalmouks*. En mars 1944, tous les *Tchetchènes* et tous les *Ingouches* ont été déportés et la république autonome tchetchène-ingouche liquidée. En avril 1944, tous les *Balkars* ont été déportés dans des endroits très éloignés du territoire de la république autonome kabardo-balkare et la république elle-même fut rebaptisée république autonome kabarde. Les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient très nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter. Sans cela, ils auraient été déportés eux aussi. » (1)

Tableau d'ailleurs incomplet. Khrouchtchev oublie par exemple de signaler la déportation des Allemands de la Volga et des Tatars de Crimée.

Depuis lors la répression des aspi-

rations nationales des nombreux peuples de l'Union Soviétique s'est, sous des formes différentes, maintenue, voire renforcée en même temps que le chauvinisme russe. Aujourd'hui comme hier, l'Ukraine est la première victime de cette politique — en particulier parce qu'elle est de loin la nation la plus nombreuse de toutes celles qui constituent l'Union Soviétique après la nation russe —, mais la même politique produit les mêmes effets et suscite les mêmes problèmes dans les républiques baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie), ou dans les régions caucasiennes (Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie). Et le refus d'accepter la russification systématique organisée par la bureaucratie, la résistance multiforme aux divers moyens de cette russification constituent l'une des voies par lesquelles se prépare en Union Soviétique la révolution politique.

I. — La question nationale

La II^e Internationale a vu, au début du siècle, se mener en son sein un large débat sur la question « nationale ». Les partis socialistes devaient-ils se prononcer pour le droit à l'indépendance nationale des peuples opprimés ou devaient-ils considérer que dans la perspective de la révolution prolétarienne, la revendication de l'indépendance nationale devenait un mot d'ordre réactionnaire ? Alors, par exemple, que la Pologne était divisée entre trois empires (Russie, Autriche, Allemagne), fallait-il oui ou non défendre le droit à l'indépendance de la Pologne ? La première guerre impérialiste porta ce problème à son paroxysme dans la mesure, entre autres, où elle ouvrait inévitablement la voie à un gigantesque bouleversement des rapports sociaux et politiques à l'échelle de l'Europe et du monde. Cela amena Lénine à préciser la position des marxistes sur ce point. En janvier et février 1916, il rédige au nom du Comité central du POSDR (bolcheviks) des thèses sur « la révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». Partant du principe que le droit des nations est un principe démocratique

1) *Rapport Secret de M. Khrouchtchev, Correa*, pp. 59-60.

et que le socialisme, et lui seul, donnera à la démocratie son plein épanouissement, il fait de la lutte pour la réalisation de ces droits une pierre de touche de l'internationalisme des partis socialistes :

« Le socialisme victorieux doit nécessairement instaurer une démocratie intégrale et, par conséquent, non seulement instaurer une égalité totale en droits des nations, mais aussi mettre en application le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la libre séparation politique. Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affranchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre — et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation — ces partis trahiraient le socialisme. » (2)

Lénine ne fait que traduire sur le plan des nations le rapport qui lie la lutte pour la démocratie et la lutte pour la révolution prolétarienne :

« Le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie. » (3)

Mais la nation n'est-elle pas le produit d'un stade donné de l'évolution de l'humanité qui doit être dépassé, et s'affirmer pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (et donc pour la multiplication éventuelle des frontières nationales), n'est-ce pas contradictoire avec cette perspective mondiale du socialisme ? C'était là, en gros, le point de vue de Rosa Luxembourgeois et de la social-démocratie polonaise. Mais cette conception antidiagnostique, réduit l'Histoire à un déroulement linéaire de catégories et nie toute la transition vivante dont se nourrit la lutte des classes :

« De même que l'humanité ne peut aboutir qu'à l'abolition des classes, qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer. » (4)

Cela dit, les revendications démocratiques ne constituent pas des absolus, et la bourgeoisie peut, dans certaines circonstances, utiliser contre les masses telle ou telle de ces revendications démocratiques. Il en est ainsi de l'aspiration des nations à disposer d'elles-mêmes (et à la fin de la guerre mondiale de 1914-1918, l'impérialisme franco-britannique utilisera l'aspiration profonde du peuple polonais à l'indépendance nationale contre la révolution soviétique).

« Il est radicalement faux du point de vue théorique de monter en épingle l'une des revendications de la démocratie politique, à savoir le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, et de l'opposer à toutes les autres. Dans la pratique, le prolétariat ne peut conserver son indépendance qu'en subordonnant sa lutte pour toutes les revendications démocratiques, sans en excepter la république, à sa lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie. » (5)

Le cadre était donné auquel la révolution d'Octobre allait donner un contenu vivant.

II. — La question nationale et l'émergence de la caste bureaucratique

La révolution d'Octobre donna une vigoureuse impulsion aux aspirations nationales des peuples et des nations de l'empire russe, aspirations bafouées par l'impérialisme tsariste et auxquel-

2) Lénine, *O.C.*, T. 22, p. 155.

3) *Id.*, p. 156.

4) *Id.*, p. 159.

5) *Id.*, p. 162.

les la bourgeoisie russe et les « démocrates » menchéviks et socialistes révolutionnaires alliés à elle, de février à octobre 1917, refusèrent d'accorder la moindre satisfaction. Seul le prolétariat russe pouvait assurer la réalisation de ce principe démocratique que la « démocratie » bourgeoise foulaux pieds. Et la révolution d'Octobre éveilla littéralement des peuples entiers à l'existence, arracha les juifs russes à leur oppression séculaire, affirma la dignité égale de toutes les langues nationales, décréta l'ukrainisation de l'Ukraine, aux villes russifiées par les tsars, etc.

Le reflux de la révolution mondiale et la réaction qui s'ensuivit en Russie soviétique s'exprimèrent aussitôt de façon aiguë sur ce problème. C'est là-dessus que Lénine engage sa première lutte décidée contre Staline et c'est à son propos qu'il se préparait, à la veille de l'attaque qui devait le paralyser, à engager la bataille décisive.

En août 1922 le Comité central fonde une commission présidée par Staline pour étudier les rapports entre les diverses républiques fédérales. Staline propose d'accorder aux républiques sœurs une vague « autonomie » au sein de la fédération russe. Dès qu'il connaît son point de vue, longtemps dissimulé, Lénine s'y oppose et décele dans la substitution de la vague autonomie aux prérogatives de l'indépendance les appétits du chauvinisme grand-russe. Il exige alors que les diverses républiques fassent partie de l'Union Soviétique sur un pied d'égalité avec la fédération de Russie. Staline dénonce le « libéralisme national » de Lénine et, lors d'une réunion du Bureau politique, à une petite note que lui adresse Kamenev qui griffonne : « **Lénine se prépare à partir en guerre pour défendre l'indépendance** », il répond : « **A mon avis la fermeté est nécessaire contre Lénine.** » (6) Il recule cependant dans les mots mais pour mieux se rattraper dans la réalité. C'est alors que se noue ce que l'on appelle « l'affaire géorgienne » : pour imposer de force aux dirigeants

bolcheviks géorgiens la fusion de la Géorgie dans une fédération caucasienne dont le peuple géorgien ne veut pas, il révoque les responsables du parti, fait arrêter les militants qui le sifflent lors d'un meeting, utilise la manière forte. Lorsque Lénine apprend la vérité, une attaque qui lui paralyse le bras droit et la jambe droite le frappe d'abord. Par un gigantesque effort de volonté, il se rétablit partiellement, assez pour consacrer à la « question nationale » l'essentiel de ses dernières forces et c'est alors ses **Lettres au Congrès.**

Le 30 décembre 1922.

Je suis fort coupable, je crois, devant les ouvriers de Russie, de n'être pas intervenu avec assez d'énergie et de rudesse dans la fameuse question de l'autonomie, appelée officiellement, si je ne me trompe, question de l'union des républiques socialistes soviétiques.

En été, au moment où cette question s'est posée, j'étais malade, et en automne j'ai trop compté sur ma guérison et aussi sur l'espoir que les sessions plénières d'octobre et de décembre me permettraient d'intervenir dans cette question. Or je n'ai pu assister ni à la session d'octobre (consacrée à ce problème) ni à celle de décembre ; et c'est ainsi que la question a été discutée presque complètement en dehors de moi. (7)

Puis il s'en prend à la conception de « l'autonomie » flanquée d'une « **liberté de sortir de l'union** » purement formelle, c'est-à-dire à la conception d'une URSS centralisée sous la férule d'un appareil d'Etat emprunté au tsarisme gérant l'Etat ouvrier, c'est-à-dire l'Etat ouvrier décapité de sa bourgeoisie.

Visiblement, toute cette entreprise d'« autonomie » a été foncièrement erronée et inopportune.

On prétend qu'il fallait absolument unifier l'appareil. D'où émanaient ces affirmations ? N'est-ce pas ce même appareil de Russie, que, comme je l'ai déjà dit dans un numéro précédent de mon jour-

6) Pospelov-Ilytchev, *Lénine*, Moscou, p. 611.

7) *Samizdat 1*, Ed. « La Vérité », p. 486.

nal, nous avons emprunté au tsarisme en nous bornant à le badigeonner légèrement d'un vernis soviétique ?

Sans aucun doute, il aurait fallu renvoyer cette mesure jusqu'au jour où nous aurions pu dire que nous nous portions garants de notre appareil, parce que nous l'avions bien en main. Et maintenant nous devons en toute conscience dire l'inverse ; nous appelons nôtre un appareil qui, de fait, nous est encore foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes, qu'il nous était absolument impossible de transformer en cinq ans, faute d'avoir l'aide des autres pays, et alors que prédominaient les « préoccupations » militaires et la lutte contre la famine.

Dans ces conditions, il est tout à fait naturel que « la liberté de sortir de l'union », qui nous sert de justification, apparaisse comme une formule bureaucratique incapable de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gremlin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique. Il n'est pas douteux que les ouvriers soviétiques et soviétisés, qui sont en proportion infime, se noieraient dans cet océan de la racaille grand-russe chauvine, comme une mouche dans du lait. (8)

Cet appareil hérité du passé, loin de prendre la moindre mesure pour défendre les allogènes, les minorités nationales contre les entreprises du chauvinisme russe, légué par le tsarisme, dénonce les aspirations de ces derniers comme des crimes commis par des sociaux-nationaux. Là se pose la question de principe : comment concevoir l'internationalisme ? En aucun cas de façon abstraite, mais à partir de la réalité vivante qui est : « Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation. » (9). Principe essentiel dans l'ancien empire

des tsars que Marx décrivait comme « une prison des peuples ».

Aussi l'internationalisme, du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite « grande » (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, l'argousin), doit-il consister, non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant, de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. Quiconque n'a pas compris cela n'a pas compris non plus ce qu'est l'attitude vraiment prolétarienne à l'égard de la question nationale : celui-là s'en tient, au fond, au point de vue petit-bourgeois et, par suite, ne peut que glisser à chaque instant vers les positions de la bourgeoisie. (9)

C'est à cette distinction — étudiée dans le détail — que Lénine consacre l'essentiel de sa deuxième lettre au Congrès du parti bolchevik rédigée le 31 décembre. Il la traduit, dans une autre lettre écrite le même jour, par toute une série de mesures pratiques minutieusement élaborées, avant de replacer ce problème dans le cadre général de la révolution prolétarienne mondiale : ce n'est pas seulement l'avenir de l'URSS, première citadelle de la révolution prolétarienne, qui est en jeu, mais le sort même de la révolution dans les immenses pays de l'Orient en train de pénétrer sur la scène de l'Histoire. Toute « erreur », produit de l'héritage du passé, dans ce domaine, hypothéquerait lourdement le sort de la révolution prolétarienne en Orient en détournant les masses et les peuples opprimés de l'Union Soviétique dont la Constitution était officiellement proclamée ce même jour :

Le préjudice que peut causer à notre Etat l'absence d'appareils nationaux unifiés avec l'appareil russe est infiniment, incommensurablement moindre que celui qui résulte des abus que je viens d'énumérer,

8) *Id.*, p. 487.

9) *Id.*, p. 488.

pour nous, pour toute l'Internationale, pour les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie, qui apparaîtront après nous sur l'avant-scène de l'histoire, dans un proche avenir. Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous sapions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes. Une chose est la nécessité de faire front tous ensemble contre les impérialistes d'Occident, défenseurs du monde capitaliste. Là, il ne saurait y avoir de doute, et il est superflu d'ajouter que j'approuve absolument ces mesures. Autre chose est de nous engager nous-mêmes, fût-ce pour les questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nationalités opprimées, en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme. Or la journée de demain, dans l'histoire mondiale, sera justement celle du réveil définitif des peuples opprimés par l'impérialisme et du commencement d'une longue et âpre bataille pour leur affranchissement. (10)

Ces principes affirmés, Lénine propose que Staline soit écarté du secrétariat général du parti bolchevik, c'est sur cette question qu'il rompt avec lui en mars 1923, c'est sur cette question qu'il préparait une « bombe » contre lui au prochain congrès du parti, le XII^e. Une dernière attaque l'empêche d'aller jusqu'au bout. Mais on ne saurait, on le voit, surestimer l'importance soulignée par Lénine du droit des nations à disposer d'elles-mêmes dans la société de transition...

III. — Staline le déporteur de peuples

Lénine avait mis le doigt sur une égratignure, sur ce qui n'était encore alors qu'une égratignure, bien qu'il la dénonçât avec force. L'égratignure sous la férule de la bureaucratie,

mise en selle par le reflux de la révolution dans le monde entier, devint en peu d'années une énorme gangrène, l'une des expressions les plus monstrueuses du caractère réactionnaire de la domination de la bureaucratie sur l'Etat ouvrier, l'un des signes les plus frappants et les plus immédiats pour des millions d'hommes de la dégénérescence de l'Etat issu de la révolution d'Octobre.

Bien que l'URSS renferme des dizaines de nations et de peuples opprimés par la bureaucratie et victimes de la discrimination nationale et de la russification, nous examinerons, en ce premier article, la question à partir de l'Ukraine parce que l'Ukraine est la première des nationalités non russes et que la politique de la bureaucratie y atteint sa forme la plus violente, la plus cynique et la plus pure.

L'Ukraine avait été sous les tsars la cible favorite de leur politique d'assimilation et de russification forcée. Interdiction d'enseigner la langue ukrainienne, interdiction de publier en langue ukrainienne, russification systématique de tous les rouages de l'appareil d'Etat, exportation systématique de noyaux de population russe dans les villes ukrainiennes qui aboutirent à une division entre les villes (et le prolétariat) russifiées et les campagnes (et la paysannerie) aux mœurs, à la langue, au costume ukrainiens. Cette division réapparait et s'exacerbe sous le joug de la bureaucratie. Après une politique d'ukraïnisation décidée au lendemain de la révolution d'Octobre, et qui suscitera l'adhésion des masses, dès le début des années 30 le cours est brutalement renversé. C'est en Ukraine que Staline découvre les premiers relents du prétendu « nationalisme bourgeois » ; la campagne qu'il mène, d'abord en sous-main, conduit en 1933 le dirigeant du PC ukrainien Skrypnyk à se suicider. Dès lors, après la famine terrifiante de l'hiver 1932-33 qui ravage les campagnes de cette république, aux terres grasses et riches, c'est la bachanale des arrestations, de la répression, des purges. « **Nulle part, rappellera Trotsky en 1940, les purges et les répressions n'ont assumé un caractère aussi sauvage et aussi mas-**

10) *Id.*, p. 490.

sif qu'en Ukraine.» L'Ukraine est labourée de fond en comble, ainsi que son appareil : en 1937 Staline convoque à Moscou le Bureau politique du PC ukrainien et en fait fusiller tous les membres sans autres formes de procès.

C'est à cette époque qu'un groupe de militants trotskystes ukrainiens s'adressent à Trotsky pour lui demander son avis sur la question brûlante : la IV^e Internationale doit-elle se prononcer pour le droit de l'Ukraine à l'indépendance ? Doit-elle même se prononcer pour une Ukraine indépendante ? La réponse de Trotsky va engager une vive discussion. Affirmant la nécessité du mot d'ordre « **Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unique, libre et indépendante** », il explique que la République d'Ukraine, sous la botte de la bureaucratie, est devenue une simple satrapie du Kremlin, une « **simple section administrative d'une entité économique et une base militaire de l'URSS** » et qu'elle a semé une désillusion à la mesure des espoirs éveillés par la révolution au cœur des masses ukrainiennes.

En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais en Ukraine les choses se compliquèrent encore par l'anéantissement des espoirs nationaux. Nulle part, les restrictions, les épurations, les répressions et en général toutes les formes de brigandage bureaucratique ne prirent une envergure aussi meurtrière qu'en Ukraine, dans la lutte contre les aspirations puissantes, profondément enracinées, des masses ukrainiennes pour plus de liberté et d'indépendance. (11)

A la répression généralisée contre les masses travailleuses, déchaînée par la bureaucratie parasitaire s'ajoute, en Ukraine (et dans les autres républiques), une persécution impitoyable de toute pensée nationale, de toutes les formes nationales de pensée, de vie, de toutes les traditions et coutumes qui sont parties constituantes de la vie d'un peuple.

11) *Id.*, p. 493.

que « **les masses travailleuses d'Ukraine, plus encore que les masses de la grande Russie considèrent le gouvernement du Kremlin comme un monstreux oppresseur.** » (12)

Mais alors ? Et les frontières de l'URSS ? Et la défense de l'URSS ? La défense de l'URSS est une chose, la thèse de la Russie une et indivisible en est une autre. La Constitution de l'URSS reconnaît d'ailleurs elle-même le droit à la séparation et, en réalité, ce qui affaiblit l'URSS c'est le développement des tendances centrifuges suscitées par la bureaucratie du Kremlin qui est la source des tendances défaitistes.

« **La réaction thermidorienne couronnée par la bureaucratie bonapartiste, a rejeté les masses travailleuses loin en arrière dans la sphère nationale** (13), reprend Trotsky dans un article postérieur. Loin de régler la question nationale elle l'a aggravée et, ce faisant, elle lui a redonné une place décisive à l'époque de l'impérialisme pourrissant, pendant laquelle seul le prolétariat peut réaliser les revendications démocratiques que la bourgeoisie — et son ombre portée dans l'Etat ouvrier —, la bureaucratie ne peuvent que piétiner et bafouer. La bureaucratie en aggravant la question nationale telle qu'elle se manifestait dans l'empire des tsars et dans toute l'Europe orientale... vérifie la loi que rappelle Trotsky :

« Le droit d'autodétermination nationale, est un principe démocratique et non socialiste. Mais les principes authentiquement socialistes ne sont soutenus et réalisés à notre époque que par le prolétariat révolutionnaire ; c'est pour cette raison profonde qu'ils interfèrent avec des tâches socialistes. » (14)

S'opposer au mot d'ordre de l'indépendance de l'Ukraine au nom du caractère international des forces productives et de la division internationale du travail, au nom de l'internationalisme prolétarien, c'est bafouer

12) *Id.*, p. 495.

13) *Writings of Leon Trotsky (1939-40)*, New York, p. 75.

14) *Id.*, p. 74.

la méthode même de la révolution socialiste. Trouver un pont entre la réaction et la révolution, c'est là la tâche des révolutionnaires. Et la lutte nationale, « l'une des formes les plus complexes et tortueuses de la lutte des classes », ne peut être suspendue par référence à la révolution mondiale de demain. Son insertion dans la préparation à la révolution prolétarienne ne saurait être écartée sous prétexte que l'indépendance de l'Ukraine affaiblirait la défense de l'URSS ou disloquerait le plan. C'est là opposer des catégories à la marche même de la révolution. Le soulèvement des masses soviétiques, russes y comprises, contre la bureaucratie du Kremlin, affaiblira d'abord la défense. Et l'on ne saurait faire du plan un absolu, ignorer qu'entre les mains de la bureaucratie qui détruit systématiquement l'économie du pays, son armée et sa culture, annihile la fleur de la population et prépare la catastrophe, il est un instrument de pillage au profit de l'oligarchie du Kremlin ! Le plan, comme l'Etat ouvrier en entier ne peuvent être défendus et sauvés que par la révolution, dont la revendication de l'Ukraine ouvrière et paysanne indépendante est un moment, car elle centralise les aspirations des masses ukrainiennes contre la bureaucratie.

Ce mot d'ordre n'est pas dirigé **contre** l'unité de l'URSS, mais **contre** la bureaucratie, véritable fossoyeur de cette unité, et il permet au prolétariat d'entraîner la paysannerie à sa suite.

En septembre 1939, lorsque l'Armée Rouge entre en Pologne orientale, c'est-à-dire dans la partie occidentale de l'Ukraine que la bourgeoisie polonaise avait annexée en 1921, la masse des paysans pauvres ukrainiens, qui haïssaient le « pan » (seigneur) polonais, accueillent les troupes soviétiques avec des guirlandes de fleurs, en les régaland de fleurs et de vodka : c'est l'émancipation nationale et sociale, l'expropriation des grands propriétaires terriens, et le retour à l'Ukraine qu'ils saluent. En quelques mois l'enthousiasme se change en haine contre la bureaucratie qui impose une collectivisation brutale et totale, menée à tort et à travers, à coups de décrets,

pour s'assurer des possibilités planifiées de pillage contre lesquelles la paysannerie se dresse tout entière : maisons et récoltes incendiées, bétail abattu en masse... des bandes de paysans se cachent dans les frontières boisées et marécageuses et serviront de base, la plupart du temps aux maquis nationalistes de l'UPA.

L'Ukraine est si profondément labourée par les purges qu'en 1941, en plus d'un endroit, les paysans accueillent avec des fleurs, de la vodka et du lard, les nazis qui leur promettent à grands cris la constitution d'un Etat ukrainien indépendant et unique. Mais si la bourgeoisie anglo-française pouvait en 1920 aider à la naissance d'une Pologne indépendante encasernant, soit dit en passant, des millions d'Allemands et d'Ukrainiens —, contre la Russie soviétique, l'impérialisme allemand qui visait à unifier l'Europe sous son talon par le fer et le feu ne pouvait, fût-ce contre l'URSS, susciter la création du moindre Etat indépendant. Et les paysans ukrainiens changent vite les fleurs contre des fusils. Travailleurs des villes et des champs constituent alors en Ukraine de vastes mouvements de partisans, en liaison avec l'Armée Rouge ou membres constituant du mouvement nationaliste bourgeois UPA.

Au lendemain de la guerre, Staline passe à nouveau l'Ukraine au peigne fin d'une répression sauvage : en décembre 1947, le NKVD réprime à Kharkhov des émeutes de la faim à coups de mitrailleuses. En 1949, le Kremlin remplace Khrouchtchev comme premier secrétaire du PC ukrainien par un certain Melnikov chargé d'organiser contre « le nationalisme bourgeois » la lutte que Khrouchtchev n'avait pu mener à bien. Résultat : en 1953, à la mort de Staline, des maquis ravageaient encore l'Ukraine, où selon le mot de B. Gerland, le Kremlin « **n'avait pas réussi à rétablir l'ordre et la paix, même pas la paix des cimetières** ». A la même époque, les derniers maquis lithuaniens venaient tout juste d'être liquidés.

Depuis, la même politique se mène sous d'autres formes mais avec le même entêtement et la même vio-

lence. Les « nationalistes » constituent la grande majorité des déportés politiques (plus de 80 %) et les Ukrainiens plus de la moitié du total. C'est là un signe qui ne trompe pas sur les canaux par lesquels passe la mobilisation des masses, hostiles à la russification, aujourd'hui comme hier, aujourd'hui plus encore qu'hier.

IV. — La russification

« Philosophes », linguistes, académiciens divers de la bureaucratie justifient la russification au nom de l'internationalisme. et parent en même temps l'impérialisme tsariste de vertus révolutionnaires parce qu'il était assimilateur. Ainsi les *Izvestia* du 24 mai 1950 publiaient sous le titre, « **La grande nation russe** », un article où l'on pouvait lire : « **Le peuple russe a créé un puissant Etat en soudant en un seul bloc toutes les terres russes (sic.), de la Baltique au Pacifique, de la mer Noire à l'océan Arctique. Le peuple russe est ce puissant noyau autour duquel se sont rassemblées et développées toutes les nations du pays.** » En janvier 1965 l'amiral Issakov présente l'expansionnisme tsariste et sa lutte pour conquérir les Dardanelles et de larges bandes de territoires sur la Baltique comme le combat mené contre les tentatives séculaires des perfides ennemis **du peuple russe** pour « **boucher au peuple russe toutes les issues menant sur la mer** » (15). Les conquêtes tsaristes — y compris la conquête de peuples à la civilisation plus avancée — sont régulièrement présentées dans la presse du Kremlin comme un progrès historique.

En 1950, dans la revue *Questions de Philosophie*, le professeur Lomtiév chantait la supériorité de la « langue russe » en ces termes : « **La langue russe est l'instrument de la civilisation la plus avancée, de la civilisation socialiste, de la science la plus progressiste ; elle est la langue de la paix et du progrès (...)** Elle est étudiée avec amour par tous les peuples de la grande Union Soviétique qui voient

en elle un puissant instrument de leur progrès culturel et de la transformation socialiste ». En 1964, A. Abilov, docteur ès sciences historiques écrit : « **La langue russe est l'une des formes les plus aiguës d'armes idéologiques et mieux les peuples non russes la connaîtront et plus ils pourront avec succès développer leur économie et leur culture, et échanger leurs valeurs spirituelles.** » (16).

Cela signifie la réduction des autres langues parlées en URSS à l'état de dialectes et donc la mort de la culture dont ces langues sont les porteuses.

La bureaucratie camoufle la russification sous une thèse qu'un article de Raguimov, « **La démocratie socialiste et le rapprochement des nations** », récemment publié dans *Kommunist*, rappelle à nouveau : L'internationalisation croissante de tous les aspects de l'existence en Union Soviétique mène à un effacement croissant des disparités nationales et à une fusion croissante des peuples et nations. Les signes : l'extension croissante de l'enseignement du russe au détriment des diverses langues nationales, le caractère multinational de toutes les activités (c'est-à-dire le pourcentage croissant de Russes occupant les fonctions les plus diverses dans les divers domaines d'activités des diverses républiques ou régions autonomes). C'est la couverture grossière de la russification.

Par quoi cela se traduit-il ? Par la discrimination systématiquement exercée contre toutes les formes d'expression en langue nationale. Un exemple : le plan des publications d'ouvrages **techniques** pour l'année 1960 comportait le pourcentage de publications en langue autochtone : 90 % pour la Lituanie, 76 % pour l'Estonie, 70 % pour le Tadjikistan, 50 % pour la Lettonie, 50 % pour le Turkménistan, 32 % pour l'Azerbaïdjan, **30 % pour l'Arménie, 20 % pour la République de Kirghizie, 20 % pour l'Ukraine !**

Cela se traduit par l'élargissement du fossé qui sépare les diverses couches de la population dans les diver-

15) Cité in Ivan Dzyuba, *Internationalism or Russification*, Londres, p. 67.

16) *Id.*, p. 175.

ses républiques : les fonctions de direction sont de plus en plus réservées aux Russes, alors que les autochtones se voient de plus en plus réserver les emplois de simples travailleurs. Ivan Dziouba donne l'exemple de la station hydroélectrique de Kiev. A la fin de 1963 il y avait sur le chantier 446 Ukrainiens (73,6 %), 127 Russes (20 %), 16 Biélorusses, 6 Polonais, 3 Lettons, etc. Mais la quasi-totalité des postes de direction étaient occupés par les Russes. Sur les 127 Russes, 11 seulement étaient nés en Ukraine, les 116 autres y étaient venus au cours de leur carrière.

La discrimination s'exerce à tous les niveaux et tend à conjuguer la discrimination sociale et la discrimination nationale : au milieu des années 1960, il y avait en Ukraine 8 étudiants sur 1 000 Ukrainiens et 18 étudiants sur 1 000 Russes vivant en Ukraine. Le pourcentage des écoles ukrainiennes est en diminution constante et les parents ukrainiens qui veulent éviter à leur enfant un lourd handicap ont tout intérêt à le mettre dans une école russe. Les examens des disciplines spéciales pour l'entrée dans les établissements d'enseignement et supérieur spécialisés se font, en effet, en russe. A Odessa en 1962-63 il y avait 10 écoles ukrainiennes (sur 104) - l'année suivante 8, l'année d'après... 6. En réalité les dispositions législatives font qu'en Ukraine l'enseignement du russe est obligatoire et celui de l'Ukrainien facultatif (« si les parents le désirent » !)

Cette politique d'assimilation bureaucratique est si mal ressentie par les masses ukrainiennes que toute protestation contre la discrimination dont est victime la langue ukrainienne, toute volonté d'affirmer sa dignité nationale — et la même chose est valable pour toutes les autres républiques dites « allogènes » — suscite une répression qui paraît absolument hors de proportion avec la modestie, voire la timidité des demandes présentées.

L'appareil qualifie de « nationaliste bourgeoise » n'importe quelle activité autonome, fût-elle purement culturelle organisée en langue ukrainienne. Rita

Dovhanc a été exclue du parti et licenciée de son poste en 1965 pour avoir organisé une soirée de poésie en ukrainien à l'Institut de recherches scientifiques ; lorsque le 27 avril 1965, des étudiants organisèrent une réunion de discussion sur l'état de la culture ukrainienne, le KGB les dispersa brutalement. Même l'organisation de festivités en l'honneur du poète Chevchenko, le grand poète national ukrainien, est sanctionnée si elle n'émane pas directement de l'appareil et n'est pas marquée par l'exaltation de l'amitié éternelle russo-ukrainienne. Il est vrai que le tsar Nicolas II avait interdit à Chevchenko, peintre et poète, de peindre et d'écrire. Au titre de la même amitié, le KGB a saisi toutes les œuvres du peintre ukrainien Zalyvakh et les a détruites. Les policiers confisquèrent en particulier son portrait du poète letton Knut Skuinekett l'obligeront à découper sa propre toile en morceaux. Lors du procès du Loukanienco, ce dernier fit référence à l'article 17 de la Constitution qui proclame le droit pour chaque république de sortir de l'URSS. Le juge d'instruction Denissov lui répondit en ricanant : **la Constitution existe pour l'étranger !**

La répression se déchaîne avec une stupidité d'autant plus féroce qu'elle n'aboutit à aucun résultat tangible, sinon de peupler les camps de Mordavie de milliers d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels ukrainiens. La campagne anti-ukrainienne désorganise même tout simplement la production. Dans la **Pravda** du 6 juin 1974, un journaliste du nom de Sergueï Gouchtchev nous signale, guilleret, que la projection d'un film (**On connaît l'assassin**) qui dénonce les nationalistes ukrainiens comme des agents de la Gestapo et des assassins suscite un enthousiasme massif et spontané : dans l'usine Selmach qui emploie 3 000 ouvriers, on a, nous dit-il, projeté le film au club. Et on y a emmené les ouvriers « par ateliers » qui font la queue dehors, en attendant que la salle de projection soit libérée par l'atelier précédent ! Ailleurs ce sont des « bergers aux cheveux blancs » venus des lointaines montagnes qui descendent dans les bourgs dotés d'une salle de projec-

tion. Spontanément bien sûr. Le racolage de toute la population ukrainienne pour lui montrer le film est systématique. A la date du 6 juin, « **des millions de spectateurs l'ont déjà vu** », nous dit Gouchtchev. Les effets de ces spectacles forcés doivent être en proportion inverse des efforts déployés...

Depuis des années, en effet, l'appareil du Kremlin russifie l'Ukraine sous le manteau d'une lutte contre le « **nationalisme bourgeois** ». Mais pareil à Sisyphe, il reprend sans cesse sa tâche et ses échecs politiques entraînent des remaniements constants.

Le 10 novembre 1971, à Kiev, Chelest, alors premier secrétaire du PC d'Ukraine et membre du Bureau politique du PCUS, consacra un long discours à analyser et dénoncer ce qu'il appelait les « **menaces qui pèsent sur le socialisme** » en Ukraine. Il dénonça pêle-mêle la convergence du sionisme, de l'émigration ukrainienne et des aspirations « **prématurées et coupables** » à la belle vie ; il reprocha aux propagandistes du parti de promettre aux travailleurs des lendemains qui chantent au lieu d'insister sur la nécessité pour eux de travailler avec acharnement, liant ainsi aspirations nationales et revendications sociales. Un an auparavant Chelest avait publié un ouvrage tiré à cent mille exemplaires, **Notre Ukraine soviétique**, qui défendait avec acharnement la thèse de l'assimilation. Un an plus tard, Chelest était limogé et remplacé par son second, Chtcherbitski aux postes de premier secrétaire du PC ukrainien et de président du Conseil des ministres. L'un des premiers actes de son remplaçant fut d'arrêter le marxiste ukrainien Ivan Dziouba, auteur d'un livre sur la russification de l'Ukraine, et de dénoncer son prédécesseur, dans la presse d'Ukraine en reprochant à **Notre Ukraine soviétique** d'avoir répandu « **des illusions nationalistes** » et de ne pas avoir « **jugé les événements de l'histoire d'Ukraine d'un point de vue marxiste** ». Il dénonça le même amalgame de nationalistes bourgeois ukrainiens et de sionistes, exalta — dans un long discours publié le 17 mai 1974, « **les liens sacrés qui lient le**

peuple ukrainien au grand peuple russe, à tous les peuples de notre patrie », critiqua « **les jeunes qui perdent parfois de vue leur devoir à l'égard de la société** ». Le plénum du CC du PC ukrainien adopta une résolution appelant à « **l'intransigeance devant toute manifestation de nationalisme bourgeois ukrainien, de sionisme, d'esprit national étroit et de régionalisme** ».

Une vague d'arrestations a, par exemple, déferlé sur l'intelligentsia ukrainienne en 1965 et a frappé des enseignants et des intellectuels qui, loin de réclamer l'application à l'Ukraine des droits reconnus par l'article 17 de la Constitution de l'URSS (« **Chaque république confédérée dispose du droit de sortir librement de l'URSS** »), réclamaient la reconnaissance d'un certain nombre de droits nationaux dans le cadre de l'URSS. Mais cette seule revendication est intolérable à la bureaucratie comme lui est intolérable une exposition indépendante de peintres abstraits.

Ainsi se vérifie une fois de plus l'interaction entre la lutte pour la satisfaction des aspirations nationales des masses ukrainiennes (ou lithuaniennes, lettonnes, géorgiennes...) et la révolution politique. Certains de ces intellectuels ou de ces militants du parti communiste ukrainien sont d'ailleurs amenés, en posant ces revendications, à mettre en cause le stalinisme. L'un d'eux, Mykhailo Horyn déclara ainsi lors de son procès :

Le troisième problème qui m'a toujours inquiété est celui des pertes subies par la culture ukrainienne sous le despotisme stalinien. Le fait que des citoyens conscients de leur devoir civique et des membres du parti conscients de leur devoir de communistes, aient pu connaître le crime, en être les témoins, et ne pas s'y opposer, m'a toujours révolté. On a vu alors l'apparition de cette morale petite bourgeoise selon laquelle « cela ne me regarde pas ». A cause des répressions, les masses laborieuses se sont écartées de la vie politique du pays, et la politique se cuisinait exclusi-

vement dans la casserole de J. Staline qui, selon Lénine, « aimait les mets épicés ». Nikita Khrouchtchev a fait de cette morale une ligne de conduite gouvernementale lorsqu'il a déclaré au Congrès qu'il connaissait les crimes de Staline, mais avait peur de s'opposer à lui et de périr en tant que traître à la patrie. C'est là la déclaration d'un leader du Parti, d'un chef de gouvernement. Que peut-on alors attendre des simples citoyens ? C'est pourquoi je déclare que les vestiges de l'esprit stalinien subsistent encore dans notre vie sociale et politique et qu'il faut les combattre en engageant les masses laborieuses à participer activement à la vie politique. On ne pourra se garantir contre un retour des années 30 que lorsque chaque citoyen sera conscient de son devoir civique. (...)

Je déclare que la lutte contre le stalinisme n'en est qu'à ses débuts. On ne pourra se préserver à jamais contre un possible retour du despotisme et de l'illégalité introduits par Staline que lorsque le peuple tout entier pourra participer à la vie politique, lorsque sera institué un système valable de contrôle de l'Etat, lorsque les élections deviendront un des premiers aspects de ce contrôle, lorsque l'initiative des changements politiques ne dépendra plus uniquement du « sommet » mais de tous, lorsque la situation matérielle des kolkhoziens ne dépendra plus de la bonne humeur de Kossyguine, mais sera entre les mains des kolkhoziens eux-mêmes, lorsque, enfin, dans l'âme de chaque citoyen, le sentiment du devoir civique supplantera l'esprit petit-bourgeois si largement cultivé. (...)

Je déclare, une dernière fois, que j'ai été et demeure un citoyen soviétique. Les idées antisoviétiques me sont étrangères. (17)

Trotsky écrivait, en 1940, je le rappelle : « **La IV^e Internationale doit comprendre clairement l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées de l'Europe**

sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe tout entière. » (18). Sans doute les données du problème se sont-elles modifiées. L'Ukraine n'est plus divisée entre quatre pays, l'URSS et trois pays impérialistes (la Pologne, la Hongrie et la Roumanie) comme elle l'était en 1939. Et le poids relatif de la question ukrainienne dans l'« équilibre » ou plutôt dans le déséquilibre de l'Europe a, sans aucun doute, diminué. Mais avec l'incorporation à l'URSS des républiques baltes (Lithuanie, Lettonie, Estonie), le regroupement de toute l'Ukraine au sein de l'URSS, les violences inouïes confinant au génocide commises par la bureaucratie contre des nationalités entières pendant la Seconde Guerre mondiale, et dont les plaies, loin d'avoir été pansées, se sont ravivées, l'exacerbation de la question nationale en URSS en fait aujourd'hui l'une des questions centrales de la révolution politique, du soulèvement des masses contre l'oligarchie usurpatrice et insolente du Kremlin.

L'éveil de nationalités entières à la lutte — comme celle des Tatars de Crimée —, la perspective dessinée en 1961 d'une Union Ouvrière et Paysanne d'Ukraine dont tous les dirigeants (Loukanienko, Kandyba, Viroom, Loutskiv, Libovitch, Borovnitski) ont été condamnés à de lourdes peines de prison (10 à 15 ans chacun), les arrestations massives qui ont déferlé sur l'Ukraine en 1965, la manifestation de Kaunas (Lithuanie) en mai 1972, le nouveau renforcement décidé au début de 1974 de la campagne de russification de l'Ukraine, le soulignent à l'envi.

La russification systématique introduit des fissures au sein des appareils « nationaux » des diverses républiques qui tentent parfois de résister à tel ou tel point de détail, aux pressions énormes du Kremlin. Ces réticences ou ces résistances imposent au Kremlin une nouvelle accélération de la russification pour homogénéiser son appareil qui, ainsi, se dresse face aux masses non russes comme une réalité de plus en plus étrangère et polarise leur haine. Cette haine et la résistance

(17) Viatcheslav Tchornovil, *Le malheur d'avoir trop d'esprit*, Paris, pp. 45-47.

(18) *Samizdat* 1, p. 494.

entêtée qu'elle nourrit amène au rassemblement le plus large contre l'appareil et permet aux masses de renouer avec les formes d'organisation de la démocratie ouvrière. La lutte des Tatars en Crimée pour le droit de retourner en Crimée illustre clairement ce processus : réunions de Tatars de Crimée sur la base de pétitions les rassemblant à peu près tous, élections de délégués (en général membres du parti communiste de l'URSS car les masses cherchent désespérément à utiliser les canaux d'organisation existant, ceux de la seule organisation en place qui prétend défendre leurs intérêts), comptes rendus de ces mandataires...

Aussi est-ce à partir de la lutte « pour la défense des minorités nationales » opprimées que le courant bolchevik de l'opposition en URSS s'est rassemblé : c'est sur ce terrain que Kostérine a engagé son activité au retour de ses dix-sept ans de camp, c'est au cours de ce combat qu'il a

« formé » Grigorenko, que des travailleurs se sont engagés au-delà même de la revendication nationale dans la voie du combat contre le stalinisme.

La lutte des masses travailleuses contre le monopole du pouvoir que la bureaucratie s'est attribuée par la violence et le combat pour le droit à l'indépendance de l'Ukraine, de la Lithuanie, de la Géorgie, le combat des nationalités de l'URSS opprimées, pour leur dignité nationale, pour leur droit de se déterminer, sont deux faces du même processus : celui de la révolution politique. Leur interaction est étroite, comme l'a montré — sous des formes à peine différentes — la révolution hongroise de 1956, la montée de la révolution en Pologne en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, cette interaction étroite, exprimée par une avant-garde dont se dégagent les éléments, sonnera le glas de la bureaucratie.

Jean-Jacques MARIE.

Vous trouverez les textes fondamentaux de Trotsky sur la question nationale en Ukraine ainsi que les textes récents de la nouvelle opposition communiste en URSS sur cette question dans

SAMIZDAT 1

La voix de l'opposition communiste en URSS

En vente à la SELIO.

Prix : 20 F.

Discussion sur la nature du gouvernement et de l'Etat en Algérie avec deux militants algériens

par François LIMOUSIN

L'article de discussion que nous publions ci-dessous a été rédigé en janvier 1974. Avec le recul, les problèmes abordés n'en prennent que plus d'intérêt. En effet, le développement de la crise internationale met aujourd'hui les projecteurs de l'actualité sur l'Algérie. Après G. Ségué et G. Marchais, c'est le chef de l'impérialisme français, Giscard d'Estaing qui est attendu à Alger, ainsi qu'une délégation du CNPF. L'ancienne colonie où les tâches nationales (à l'exclusion de la conquête de l'Indépendance, indépendance politique qui reste formelle) n'ont pas été accomplies, a ainsi besoin de l'aide de l'ex-métropole devant la crise qui vient.

La discussion que nous engageons ici sur l'Algérie avec deux militants n'aborde pas les problèmes de fond autour desquels la définition d'une politique révolutionnaire est possible (et, ajouterons-nous, nécessaire dans la situation actuelle) pour préparer la mobilisation politique du prolétariat algérien et de ses militants.

Il apparaît en fait que le mot d'ordre central qui doit permettre aux militants révolutionnaires de ce pays de définir une telle politique est celui de la lutte pour la Constituante Algérienne. La non-réalisation des tâches démocratiques en Algérie, due au fait que la petite bourgeoisie a lié son sort à la débile bourgeoisie algérienne et à l'impérialisme contre les masses ouvrières et paysannes, met à l'ordre du jour la question de la Constituante. La masse immense de la paysannerie, le prolétariat lui-même sont intéressés au premier chef par la réalisation véritable des tâches démocratiques, à savoir par une authentique Indépendance nationale accompagnée d'une révolution agraire et culturelle, excluant l'exploitation des richesses de l'Algérie par l'impérialisme comme c'est le cas aujourd'hui, vingt ans après le déclenchement de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954.

Le mot d'ordre démocratique de la Constituante Algérienne est, dans cette mesure, l'un des mots d'ordre que le prolétariat révolutionnaire et son avant-garde font leur dans le combat, dans ce pays comme partout ailleurs dans le monde, pour la révolution prolétarienne.

Nous reviendrons, dans un prochain numéro de « La Vérité », sur les importantes conséquences qu'une telle perspective ouvre à l'avant-garde ouvrière en Algérie.

Le présent article apporte quelques éléments dans une discussion qui doit se développer dans la prochaine période.

Déclaration de Mohamed Harbi et Hocine Zahouane

L'inachèvement de la tentative libératrice esquissée en 1963 avec l'auto-gestion ouvrière et paysanne, et son remplacement par un régime se référant au socialisme, réduit à une simple idéologie de développement, nous font un devoir de dénoncer les fausses interprétations de la question algérienne et les faux prétextes qui esquivent la réalité de ce qu'y est le pouvoir politique.

Ni le brouillard de la propagande ni la complaisance à l'égard de l'accompli ne sauraient masquer le fait que les producteurs algériens sont radicalement expropriés de la gestion de l'économie, et les citoyens de la direction de l'Etat. A tous les niveaux de la société se déploie la force coercitive des appareils répressifs. Compléments indispensables à leur action, l'alibi nationaliste, la manipulation de la religion, la censure et le contrôle de la circulation des hommes tentent de créer en Algérie une nouvelle « ligne Morice », qui garantirait le monologue des bénéficiaires du pouvoir, et persuaderait les masses que la liberté politique n'est pas le plus profond des besoins.

C'est pourquoi l'alternance des pressions et des ouvertures dans notre direction n'a pas entamé notre refus de donner une quelconque caution à un régime fondé sur l'exploitation et la suppression des libertés. En cela, nous nous différencions des nostalgiques du passé comme de ceux qui veulent faire des masses opprimées de notre pays une force d'appoint au service d'une fraction de la bourgeoisie bureaucratique préalablement gratifiée d'une étiquette anti-impérialiste.

Notre hostilité au coup d'Etat du 19 juin reposait sur la conviction, amplement vérifiée aujourd'hui, que la bureaucratie bourgeoise en formation dans le cadre de l'Etat, prolongement de la direction para-étatique forgée au cours de la guerre au sein de l'armée et du F.L.N., ne reconnaissait plus (1) que Ben Bella son porte-drapeau, et avait jugé le moment venu d'en finir avec l'équilibre instable entre les classes et de s'accaparer le monopole de l'initiative politique.

Huit années ont passé. Après une période de pause, destinée à créer le vide autour d'elle par la répression des opposants et l'assujettissement des organisations de travailleurs, la bourgeoisie bureaucratique a cherché à tâtons à mettre en place les instruments propres à assurer sa domination et à augmenter ses profits. La société a changé de physionomie. Des transformations sont intervenues, mais les réponses apportées aux problèmes de la récupération nationale des richesses, de l'industrialisation, de la réforme agraire, de la libération des femmes, de l'Etat ont seulement changé les termes des contradictions du régime.

Toutes les mesures ont simplement élargi la base sociale de la bourgeoisie d'Etat, au lieu d'intégrer dans les circuits économiques les centaines de milliers d'hommes qui attendent du travail. La production de l'inflation

(1) Tel est exactement le texte publié en juillet 1973 par *Les Temps modernes*. Il faut certainement lire « plus en » à la place de « plus que ». (F.L.)

et du chômage, l'exportation des hommes témoignent qu'avec ou sans plan, la réalité de l'économie échappe aux gouvernants.

Les critiques faites le 19 juin 1965 à Ben Bella peuvent être adressées avec plus de force à ses successeurs. La concentration progressive des pouvoirs entre les mains de Boumediène, les luttes de clans, la crise de la productivité, le gaspillage des ressources, la circulation incontrôlée de marchandises et des capitaux, le pillage et la corruption sont des traits inhérents à la bourgeoisie bureaucratique. Le mythe de son efficacité s'effondre devant l'inefficacité des mythes destinés à cacher son impuissance.

Le projet socialiste a été falsifié. Force est de l'explicitier à nouveau. Le manque de précision sur la nature et les formes de l'oppression en Algérie, la compréhension partielle des tendances du développement restent les clés des mésaventures des révolutionnaires et de l'absence d'une politique autonome au service des exploités.

Les contradictions entre adeptes de l'initiative privée et partisans de la gestion étatique restent secondaires, face à leur commune opposition aux damnés de la terre. L'enrichissement scandaleux des uns et des autres révèle leur interaction dans la rivalité et dans la solidarité, ainsi que leur dépendance à l'égard du marché capitaliste mondial.

Les dangers extérieurs, dont l'idéologie officielle use à volonté, constituent un abri naturel qui permet à la classe dominante d'estomper la différenciation sociale au sein de la société algérienne. Le seul moyen de les éviter est de libérer l'énergie créatrice des masses et de rétablir le pouvoir de la révolution, seule source de légitimité.

Malgré le mécontentement des masses, la détérioration du niveau de vie et le blocage des salaires dans de larges secteurs, la lutte pour des changements décisifs, irréversibles, doit s'inscrire dans une stratégie de longue durée, exclure les complots et les conspirations, prendre appui sur la prise de conscience des masses et s'attacher d'abord à la clarification des questions fondamentales qui se posent au mouvement révolutionnaire : le renouveau est à ce prix.

Rome, le 8 mai 1973,
Mohamed HARBI
et Hocine ZAHOUANE.

Ouvrir la discussion

Après avoir été mis au secret pendant huit années, de 1965 à 1973, Mohamed Harbi, ancien directeur de l'hebdomadaire algérien *Révolution africaine*, et Hocine Zahouane, ancien membre du Bureau politique à l'époque où Ben Bella détenait le pouvoir en Algérie, ont pu échapper à leurs geôliers. De Rome, le 8 mai 1973, ils ont publié un court texte (que nous reproduisons ici *in extenso*), dans lequel ils donnent leurs conclusions sur la réalité sociale, économique et politique de l'Algé-

rie, onze années après l'indépendance.

Le texte de Harbi et Zahouane mérite discussion. Non seulement par sa valeur propre, bien qu'il soit très court, mais du fait de la qualité de ses rédacteurs.

Mohamed Harbi a été, pendant la guerre de libération nationale du peuple algérien, l'un de ses théoriciens les plus connus. C'est lui, notamment, qui a rédigé en 1962, en grande partie, la Charte du congrès de Tripoli du F.L.N. à la veille de l'indépendance. Lorsque Ben Bella s'installa au pou-

voir, début août 1962 à Alger, après avoir, avec l'aide indispensable de l'Etat-Major de l'ALN dirigé par Boumediène, renversé le G.P.R.A. et détruit, par la force, l'opposition des maquis (notamment de la Wilaya 4 de l'A.L.N. dans la région de Boghari), Mohamed Harbi devint conseiller politique de Ben Bella. (Rappelons qu'un autre conseiller de Ben Bella — de 1962 au 18 juin 1965 — s'appelait Michel Raptis, alias Michel Pablo.

Puis Mohamed Harbi a dirigé l'hebdomadaire politique *Révolution africaine*, fondé au début de l'année 1963. Pendant deux ans et demi, il en a écrit les éditoriaux, fort remarqués en Algérie à l'époque, car ouvrant des perspectives, suscitant des débats et posant des problèmes que nul ne peut aborder publiquement, aujourd'hui, en Algérie. Ce n'est pas le moment, ici, de retracer l'activité politique de Mohamed Harbi, éditorialiste politique, entre 1963 et juin 1965. Disons simplement qu'avec ses limites (tant volontaires que tenant à son orientation politique et à ses choix), ses erreurs, ses illusions, l'activité publique de Mohamed Harbi a été celle d'un militant affirmant combattre pour le socialisme, en Algérie et dans le monde. En ce sens, son activité et sa déclaration du 8 mai 1973 relèvent de la discussion interne et fraternelle au sein du mouvement ouvrier international.

Hocine Zahouane qui, pendant la guerre d'Algérie, a milité au sein de la Fédération de France du F.L.N., s'est retrouvé, à l'indépendance, aux côtés de Mohamed Harbi. Zahouane était responsable de l'organisation du parti du F.L.N. dans le Grand-Alger, et il devint membre du Bureau politique du F.L.N. après le congrès d'avril 1964. Harbi et Zahouane passaient alors à Alger pour les plus fidèles soutiens de Ben Bella à la direction du F.L.N. Pablo également. Cela signifie-t-il que Ben Bella, Harbi et Zahouane étaient des « pablistes » ? En aucun cas. Les choses ne sont pas aussi simples, et il nous faut examiner, avec la plus scrupuleuse attention, le texte que Harbi et Zahouane ont livré, le 8 mai 1973, à la réflexion des militants.

La première question fondamentale que pose le document est celle de « la réalité de ce qu'est, en Algérie aujourd'hui, le pouvoir politique ». En d'autres termes, quelle est la nature du parti (le F.L.N.) au pouvoir, quelle est la nature du gouvernement, celle de l'Etat ?

Harbi et Zahouane ne répondent pas franchement à ces questions. Mais ils sou-

lignent leur « refus de donner une quelconque caution à un régime fondé sur l'exploitation et la suppression des libertés ». Voilà qui est louable. Un régime fondé sur l'exploitation doit cependant être défini comme un régime bourgeois. Mais il faut aller plus loin. Il existe différentes combinaisons politiques de régimes bourgeois, dans l'histoire comme dans le monde d'aujourd'hui. Zahouane expliquait à Alger en 1965 qu'il fallait faire nettement la différence entre un régime bourgeois fasciste, un régime bourgeois démocratique, un régime bourgeois bonapartiste. Bien. Mais le mot « régime » lui-même reste insuffisant. Il est nécessaire de préciser.

« Ce régime fondé sur l'exploitation », selon Harbi et Zahouane, est « au service d'une fraction de la bourgeoisie bureaucratique ». Voici un « concept » nouveau, typiquement « algérien », puisque, à notre connaissance, il a été inventé à Alger, en 1964, à la veille du 1^{er} congrès du F.L.N. d'avril 1964, et se trouve explicité dans le document issu de ce congrès, document connu sous le nom de *Charte d'Alger*, où l'on reconnaît la main de Harbi, de Zahouane, de Pablo, mais aussi la main d'autres tendances, ouvertement anti-socialistes.

Les marxistes ne craignent pas d'être amenés à forger des termes nouveaux si la situation qu'ils analysent l'exige. Si l'on parvient à démontrer qu'en Algérie, depuis l'indépendance, la classe sociale qui détient le pouvoir doit être caractérisée comme une « bourgeoisie bureaucratique », alors les marxistes doivent intégrer cette notion à leur bagage théorique. Mais est-ce le cas ?

Et d'abord, quel est le sens du terme « bourgeoisie bureaucratique » ? La bourgeoisie se définit par la propriété privée des moyens de production fondée sur la circulation du capital, sur l'exploitation du travail salarié. Il existe, en ce sens, en Algérie, une bourgeoisie nationale. Certes, des couches entières de cette bourgeoisie ont été économiquement liquidées, tant sous Ben Bella que sous Boumediène. Notons d'ailleurs que ces couches ont bénéficié d'indemnités qui leur ont permis de se reconverter dans d'autres branches de l'économie. Aujourd'hui encore, il existe en Algérie une classe sociale qui possède (certes de façon relativement faible) la propriété privée des moyens de production. En ce sens, il existe bien, dans ce pays, une classe bourgeoise. Ajoutons qu'elle a toujours, tant avant qu'après l'indépendance, revêtu un caractère très inconsi-

tant. C'est en fait une bourgeoisie « débile ».

Il existe aussi un énorme appareil bureaucratique, étatique, dans le parti du F.L.N., à la tête des syndicats. Cet appareil affirme un relatif « monolithisme », assure aux masses que les « options socialistes » qu'il a « choisies » en leur faveur sont en train de devenir réalité, prétend agir pour... le socialisme.

Au service de quelle classe sociale agit cette bureaucratie d'Etat qui a pris la place laissée vacante par l'ancien Etat bourgeois colonial ? Fondamentalement, cette bureaucratie est au service de la bourgeoisie algérienne (la question de savoir ce que pense individuellement tel ou tel bureaucrate ou telle ou telle couche de l'appareil d'Etat est une autre question). Remarquons qu'après onze années d'indépendance sur la base des « options socialistes » du F.L.N., c'est encore la législation héritée de la bourgeoisie française qui est en vigueur en Algérie dans pratiquement tous les domaines d'activités de l'Etat (1).

Mais, dira-t-on, cette analyse est « schématique », voire « dogmatique ». Comment la bureaucratie d'un Etat bourgeois aurait-elle pu nationaliser le pétrole et un grand nombre d'industries qui ont permis à l'Algérie, depuis quelques années, de développer un secteur industriel moderne relativement important (2)

(1) Onze ans et demi après l'indépendance politique, c'est un fait que la législation en vigueur en Algérie demeure celle héritée du colonialisme. Ce n'est que tout récemment que la presse algérienne a mis l'accent sur ce fait et annoncé qu'une nouvelle législation était en cours d'élaboration. Il est significatif, par exemple, pour un gouvernement qui affirme depuis onze ans ses « options socialistes », que le code du travail n'ait pas encore vu le jour.

(2) Il est nécessaire de préciser. Ce qui a été réalisé en Algérie depuis 1962, c'est la nationalisation des industries de pointe implantées par l'impérialisme dans le cadre du fameux « plan de Constantine » lancé par de Gaulle dès 1958 et qui visait à constituer une bourgeoisie franco-algérienne. De Gaulle n'y parvint pas. Mais, durant des années, ce « plan de Constantine », qui prévoyait notamment que le complexe sidérurgique de Annaba formerait un tout avec le complexe de Fos-sur-Mer, avait été repris tel quel par le gouvernement algérien. Certes, aujourd'hui, ce plan de soumission de l'industrie algérienne à l'impérialisme français a été démantelé, et la nationalisation du pétrole et du gaz naturel permet à l'Etat de dégager de gros capitaux permettant une industrialisation relativement importante au niveau des unités de production. Si l'Etat est propriétaire de cette industrie, il faut remarquer que les capitaux

La question est légitime. Mais rien ne prouve que la capacité qu'ont eue la bourgeoisie algérienne et son appareil d'Etat de mettre la main sur l'énergie (d'expropriation en fait l'impérialisme français du pétrole, du gaz et d'un certain nombre d'autres secteurs mis en place pendant la guerre par le « plan de Constantine » de De Gaulle visant à industrialiser à outrance pour que se constitue, à la veille de l'indépendance, une bourgeoisie industrielle « responsable », rien ne prouve que la politique d'industrialisation actuelle en Algérie conduite ce pays vers... le socialisme.

Harbi et Zahouane remarquent : « La société a changé de physionomie, des transformations sont intervenues ». Il faut y regarder d'un peu plus près. Au profit de qui ces changements ? De la bureaucratie d'Etat ? De la bourgeoisie nationale ? De la « bourgeoisie bureaucratique » ?

Tentons d'approfondir l'analyse d'une situation qui, effectivement, n'est pas simple. La bourgeoisie nationale algérienne est d'une extrême inconstance économique. Par ses seules forces, elle est incapable d'accomplir les tâches démocratiques (bourgeoises) du pays. Cela, nous le savions théoriquement et les faits l'ont démontré. Serait-ce donc la bureaucratie de l'Etat bourgeois algérien (3) (la « bourgeoisie bu-

américains et ceux d'autres pays capitalistes sont aussi partie prenante dans le capital de nombreuses sociétés nationales et mixtes (voir ci-dessous la note 7) et que l'Etat qui en est propriétaire est... un Etat bourgeois.

(3) La précision dans l'emploi des termes est importante. Si l'on considère que c'est la « bourgeoisie bureaucratique » qui est au pouvoir en Algérie, alors cela peut vouloir signifier que les « réalisations » de cette « bourgeoisie bureaucratique » permettent de faire avancer économiquement, socialement et culturellement la société. Il suffit de pousser un peu le raisonnement et l'on arrive à Pablo (est-ce un hasard ?) qui expliquait que l'on pouvait ainsi, avec l'aide du Kremlin notamment, arriver à petits pas au... socialisme. Or, en Algérie, même l'énorme appareil bureaucratique de l'Etat bourgeois est au service de la bourgeoisie ; il est le garant de l'exploitation des masses. Pablo allait jusqu'à prétendre en mars 1963 que le gouvernement Ben Bella était un « gouvernement ouvrier et paysan » (dans la revue *Quatrième Internationale*). Il aurait donc suffi d'être un « bon conseiller », comme Pablo, pour passer ensuite à un Etat « ouvrier », puisque l'« autogestion » avait pour « fonction » d'éliminer les prétentions de la « bourgeoisie bureaucratique ». De la bourgeoisie elle-même, de la nécessité de la renverser, de détruire son Etat, on ne dit plus mot. Et pour cause !

reaucraticque») qui aurait confisqué le pétrole, mis en chantier un plan d'industrialisation, etc. ?

Si la bourgeoisie algérienne est économiquement inconsistante, on peut dire qu'elle a bénéficié depuis 1962 de l'Indépendance arrachée par les masses. C'est la direction petite-bourgeoise du FLN qui lui a livré toutes ses positions contre les masses ouvrières et paysannes (4). Au sein de la direction du F.L.N. coexistaient pendant la guerre les représentations politiques de toutes les classes sociales algériennes. Dans les gouvernements qui se sont succédé depuis l'indépendance, les représentants directs de la bourgeoisie nationale ont eu leur place. Certes, ce qui domine, tant au sein du C.R.U.A., du C.N.R.A., puis du G.P.R.A. que des gouvernements de Ben Bella et Boumediène (5), c'est la petite-bourgeoisie ou, plus exactement, diverses couches de la petite-bourgeoisie nationaliste. Pour dissimuler sa politique de conciliation avec la bourgeoisie nationale et de compromis permanent avec l'impérialisme, cette petite-bourgeoisie se camoufle derrière l'écran de fumée des « options socialistes ». C'est là un mécanisme classique. Lorsque le prolétariat d'un pays qui se libère du colonialisme n'est pas assez fort pour prendre la tête du pays (ou, lorsque, comme dans le cas de l'Algérie, il a été évincé avant même et au cours de la lutte armée de cette direction), alors c'est à la bourgeoisie que reviennent tous les résultats de la lutte. En Algérie, la débile bour-

(4) Le fait que c'est à la bourgeoisie nationale que les dirigeants petits-bourgeois du C.R.U.A. (cf. la note 5) ont remis le pouvoir s'est concrétisé lors de la constitution du G.P.R.A., présidé par le bourgeois Ferhat Abbas, ancien dirigeant de l'U.D.M.A. (Union démocratique du manifeste algérien) ralliée au C.R.U.A., l'ensemble donnant alors sa physionomie définitive au F.L.N. Derrière Ferhat Abbas, il y avait toute la bourgeoisie nationale algérienne, toujours au pouvoir à ce jour.

(5) C'est le C.R.U.A. (Comité révolutionnaire d'unité et d'action), issu d'une scission du parti nationaliste algérien, le M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), qui a déclenché la lutte armée le 1^{er} novembre 1954. Le C.N.R.A. a été formé en 1956 en Kabylie, à l'issue du fameux congrès de la Soumman (C.N.R.A. : Conseil national de la révolution algérienne, sorte de Parlement algérien et de comité central du F.L.N. à la fois). Le G.P.R.A., c'est le Gouvernement provisoire de la République algérienne, d'abord dirigé par le leader bourgeois algérien Ferhat Abbas, puis par Ben Khedda à la veille de l'indépendance.

geoisie nationale a pu conserver ses positions du fait de la politique menée à chaque étape, de telle ou telle couche de la petite-bourgeoisie en sa faveur.

Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie algérienne, malgré son inconsistance, soit homogène. Elle ne l'est pas plus que les différentes fractions de la petite bourgeoisie qui se déchirent à belles dents. C'est ainsi que l'on peut expliquer le pourquoi des « crises » de la direction du F.L.N. en 1962-65. Et cette crise n'est pas terminée. La bataille continue à faire rage au sein de l'apparent « monolithisme » du régime actuel en Algérie.

Harbi et Zahouane ont raison lorsqu'ils écrivent : « Les contradictions entre adeptes de l'initiative privée et partisans de la gestion étatique restent secondaires, face à leur commune opposition aux damnés de la terre ». Mais, par cette phrase même, ils reconnaissent d'ailleurs qu'il y a une distinction à faire entre la « bourgeoisie » et la « bureaucratie ».

Pourquoi, dès lors, utilisent-ils le terme de « bourgeoisie bureaucratique » ?

On remarquera d'abord qu'ils ne disent pas nettement quelle est la nature de l'Etat en Algérie. Il faut le dire : l'Etat, en Algérie, jusqu'à présent, est un Etat bourgeois. Le gouvernement est-il, cependant, un gouvernement ouvrier et paysan ? (6).

Cette question est importante. Les décrets de mars 1963, pris sous Ben Bella, décrets qui légalisent l'occupation des terres des colons et de quelques unités industrielles (500 environ dans tout le pays) par les ouvriers agricoles et industriels, puis l'expropriation du capital dans le domaine des richesses énergétiques, la politique d'industrialisation, etc., toutes ces mesures sont-elles constitutives d'un gouvernement ouvrier et paysan ?

En aucun cas. Chacun sait que l'effondrement du régime colonial, lors de l'été 1962, a vu le prolétariat des villes et des campagnes intervenir pour préserver

(6) En Algérie, à aucun moment, les gouvernements successifs de Ben Bella puis de Boumediène n'ont voulu remettre en question la dépendance du pays à l'égard de l'impérialisme. La nationalisation des terres et des usines des colons, puis celle des industries du « plan de Constantine », ne se sont pas accompagnées d'une rupture des liens avec l'impérialisme mondial. Nous verrons plus loin (note 7) comment l'impérialisme américain, dans le domaine décisif du pétrole et du gaz, tend à remplacer de plus en plus l'impérialisme français.

ses intérêts (droit au travail, maintien des entreprises industrielles et agricoles « vacantes »). Mais dès les premiers jours de l'Indépendance, l'ANP de Boumediène est intervenue contre les masses (massacres de Boghari début août 1962) qui cherchaient une voie pour imposer leur propre pouvoir politique devant la crise du FLN. Les « comités de gestion » sur les domaines des colons ont été placés sous le contrôle de l'Etat bourgeois qui s'est emparé de leur direction contre les travailleurs : tel est le sens des « décrets de mars » sur « l'autogestion » qui donne tous les pouvoirs aux directeurs nommés par l'Etat et ne laisse en place les « comités de gestion » que pour la façade. Ainsi la constitution de l'Etat bourgeois algérien s'est faite, dans les premiers mois de l'Indépendance, contre le mouvement propre des masses ouvrières et paysannes.

Approfondissons encore, pour tenter de répondre à cette question, l'analyse de la situation entre les classes en Algérie, aujourd'hui. La seule possibilité de réussir, pour la politique actuelle d'industrialisation, c'est de libérer le marché intérieur. Pour que la masse des paysans achète les produits industriels, il faut que ceux-ci soient à relativement bon marché, et surtout que le niveau de vie de la masse paysanne augmente sensiblement. Ce n'est pas un hasard si, tous les jours, l'Algérie officielle annonce de grands succès sur le front de la « révolution agraire » en cours. Mais de quoi s'agit-il ? L'Etat (bourgeois) prend tout en charge : la reconnaissance des terrains, le choix des paysans tributaires, la donation des titres de propriété. En aucun cas, la petite bourgeoisie qui siège au gouvernement ne veut mobiliser les masses paysannes. Elle craint, par-dessus tout, que la paysannerie ne prenne ses affaires en mains, renouant avec le mouvement révolutionnaire de l'été 1962. C'est pourquoi la « révolution agraire » en cours en Algérie ne sera pas terminée avant dix ou vingt ans.

Mais qu'importent les délais, dira-t-on, si la révolution agraire aboutit ? Certes. Mais est-ce le cas ? Pour que la révolution agraire puisse donner du travail à une masse de paysans faméliques (source de l'émigration d'un million d'Algériens en Europe), et aussi aux nouvelles générations qui viennent sur le marché du travail, il faut bouleverser tout le système de l'économie. Il faut protéger l'économie nationale et particulièrement l'industrie du marché mondial. Or, en Algérie, le « monopole

du commerce extérieur » ne protège pas l'économie nationale du marché mondial comme en U.R.S.S., en Europe de l'Est et en Chine. De plus, il faut réduire autant que faire se peut les coûts de production industriels. Ce n'est pas le cas. D'une part, parce que les énormes investissements donnent des coûts très élevés. L'acier produit à Annaba est écoulé actuellement sur le marché intérieur. Mais celui-ci sera très vite saturé (comme pour les autres produits dans tous les domaines, d'ailleurs), et l'acier algérien sera très difficilement écoulable sur le marché mondial. La crise guette donc, à terme, la politique d'industrialisation actuelle de l'Algérie.

Même dans le cas où les coûts de la production industrielle ne peuvent pas être abaissés, l'ouvrier et le paysan peuvent accepter de travailler plus, d'unir leurs forces pour le développement économique. Mais cela n'est possible qu'à une seule condition : s'ils ont un gouvernement qui soit au service de leurs intérêts ; ce qui ouvrirait la perspective de la révolution prolétarienne dans les pays du Maghreb, du Moyen-Orient, d'Afrique noire, en liaison avec la lutte du prolétariat européen pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Mais le gouvernement algérien n'est pas au service des intérêts des ouvriers et des paysans. Ils sont exploités par la bourgeoisie nationale, et une partie de la plus-value qu'ils produisent va dans les banques de l'impérialisme mondial (7).

(7) Citons quelques chiffres que nous avons repris d'une publication du P.R.S. (Parti de la révolution socialiste constitué en septembre 1962 par Mohamed Boudiaf, l'un des anciens fondateurs du C.R.U.A.), étant donné qu'il n'existe pas, dans ce domaine, de sources officielles algériennes. *P.R.S.-Informations* du 28 octobre 1973 publie, sur la base d'informations visiblement puisées dans l'appareil d'Etat, une très longue liste (non exhaustive d'ailleurs) des entreprises nationales algériennes où la participation des capitaux (principalement américains et parfois britanniques) est de 49 %. Page 36 de cette publication, on peut lire : « Le 24 octobre 1964, deux grandes banques américaines (la Bank of America et la Hanover Trust Company) accordèrent à la SONATRACH (la société nationale qui exploite le pétrole et le gaz en Algérie et qui compte 35 000 ouvriers et employés, N.D.L.R.) un prêt d'équipement de 15 millions de dollars (75 milliards d'anciens francs). C'est donc essentiellement grâce aux capitaux U.S. que « le capital de la SONATRACH est décuplé et passe de 40 millions de D.A. [dinars algériens] en 1964 à 400 millions de D.A. en 1966 » (Révolution Africaine, n° 418). »

Ainsi, si l'est vrai que le gouvernement algérien investit beaucoup dans l'indus-

Résumons-nous. L'actuelle « révolution agraire » en Algérie est incapable de libérer le marché intérieur. Le but avoué de l'opération (8) est d'ailleurs de faire entrer dans le marché moderne une mince couche de fellahs pour élargir quelque peu ce marché. Mais dans ces conditions, le marché intérieur va se trouver très vite saturé par l'industrie nationale. Il faudra exporter. Mais où ? L'impérialisme, à des prix bien plus bas, domine le marché mondial.

Des deux tâches fondamentales de la lutte pour la libération nationale, l'indépendance et la révolution agraire, seule la première a commencé à être accomplie, mais sous la forme d'une simple indépendance politique. La bourgeoisie algérienne, qui s'appuie sur son Etat, son armée et ses cadres petits-bourgeois contre le prolétariat et la paysannerie, ne veut pas libérer la campagne de la domination du capital, des banques, des usuriers, etc. Elle craint par-dessus tout de voir les masses des villes et des campagnes faire irruption dans le domaine politique. En ce sens, on ne saurait définir le gouvernement algérien comme un gouvernement ouvrier et paysan (9), ni l'Etat algérien comme un Etat ouvrier « à froid », ainsi que le disait en 1965 de l'Egypte nassérienne, le dirigeant du S.W.P., Hansen.

trie, c'est avec l'aide très importante du grand capital américain. Rappelons que le plus gros contrat d'exportation de gaz naturel a été passé entre la SONATRACH et le trust EL PASO en octobre 1969 et porte sur la livraison de 10 milliards de m³ de gaz par an aux Etats-Unis, à des conditions de prix très avantageuses pour EL PASO. Dans la plupart des domaines de l'économie algérienne, l'impérialisme américain est présent, par ses capitaux, ses techniciens, ses bureaux d'études !

(8) C'est ce que définit la *Charte de la révolution agraire*, qui a été élaborée par le seul gouvernement, sans aucune participation des masses paysannes, lesquelles n'ont qu'à attendre que celui-ci veuille bien se pencher un jour sur leur sort.

(9) Comme le soutenait déjà Pablo en mars 1962 dans *Quatrième Internationale*. La « théorie » de l'« Etat ouvrier à froid » a été inventée en 1965 par Joseph Hansen, dirigeant du S.W.P. américain, à partir d'une « analyse » de l'Egypte de Nasser. L'argumentation partait du fait qu'en Egypte, l'essentiel de l'industrie et des banques se trouvait alors entre les mains de l'Etat. Mais depuis près de dix ans, fort curieusement, on ne trouve plus, sous la plume des théoriciens du « Secrétariat unifié », de référence au prétendu « gouvernement ouvrier et paysan » d'Algérie, ni à l'« Etat ouvrier à froid » qui serait né en Egypte, sous Nasser.

En 1936, Trotski, dans *La Révolution trahie*, avait déjà abordé théoriquement la question en ces termes :

« On peut, sur le plan de la théorie, se représenter une situation dans laquelle la bourgeoisie tout entière se constituerait en société par actions pour administrer, avec les moyens de l'Etat, toute l'économie nationale. Le mécanisme économique d'un régime de ce genre n'offrirait aucun mystère. Le capitaliste, on le sait, ne reçoit pas, sous forme de bénéfices, la plus-value créée par ses propres ouvriers, mais une fraction de la plus-value du pays entier, proportionnelle à sa part de capital. Dans un « capitalisme d'Etat » intégral, la loi de la répartition égale des bénéfices s'appliquerait directement, sans concurrence des capitaux, par une simple opération de comptabilité. Il n'y a jamais eu de régime de ce genre et il n'y en aura jamais par suite des profondes contradictions qui divisent les possédants entre eux — d'autant plus que l'Etat, représentant unique de la propriété capitaliste, constituerait pour la révolution sociale un objet vraiment trop tentant. » (Op. cit., chapitre sur le capitalisme d'Etat).

Le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire un système où la bourgeoisie supprimerait totalement la concurrence, ne peut pas exister, explique Trotski. En Algérie, nous avons une bourgeoisie qui contrôle politiquement l'appareil d'Etat. Mais c'est l'Etat qui possède la plupart des grands moyens de production. C'est un fait. Cela ne signifie cependant pas que la classe dominante, en Algérie, soit une « bourgeoisie bureaucratique », ni que le régime socio-économique soit un « capitalisme d'Etat ». L'Etat bourgeois, en Algérie, a été le seul moyen, pour la bourgeoisie nationale, de récupérer une partie de la plus-value extorquée par l'impérialisme (10).

A la lumière de ce qui précède, nous sommes d'accord avec Harbi et Zahouane, sauf — et tout le problème est là — qu'il faudrait remplacer « bourgeoisie d'Etat » par « bourgeoisie et bureaucratie de l'Etat »

(10) Harbi et Zahouane ont raison de souligner dans leur texte ce que qui unit fermement la bourgeoisie algérienne avec la bureaucratie de son appareil d'Etat et de son appareil économique, c'est leur peur commune de « nantis » à l'égard des masses. Néanmoins, il reste vrai que la bourgeoisie combat constamment l'énorme parasitisme de l'appareil économique de l'Etat et les freins de toutes sortes qui l'empêchent de se développer, pour autant qu'elle en ait, par ailleurs, la volonté ou les capacités.

bourgeois : « Toutes les mesures [prises par le gouvernement Boumediène] ont simplement élargi la base sociale de la bourgeoisie d'Etat, au lieu d'intégrer dans les circuits économiques les centaines de milliers d'hommes qui attendent du travail. » Ils ont d'ailleurs raison d'écrire : « La production de l'inflation et du chômage, l'exportation des hommes témoignent qu'avec ou sans plan la réalité de l'économie échappe aux gouvernants ».

Un autre passage de leur texte va nous permettre de mieux comprendre ce que nos camarades entendent par « bourgeoisie bureaucratique » ou « bourgeoisie d'Etat ». « Notre hostilité au coup d'Etat du 19 juin reposait sur la conviction, amplement vérifiée aujourd'hui, que la bureaucratie bourgeoise en formation dans le cadre de l'Etat, prolongement de la direction para-étatique forgée au cours de la guerre au sein de l'armée et du F.L.N., ne reconnaissait plus en Ben Bella son porte-drapeau, et avait jugé le moment venu d'en finir avec l'équilibre instable entre les classes, et de s'accaparer le monopole de l'initiative politique ».

Le texte dit ici : « bureaucratie bourgeoise ». Probablement pour souligner le fait que l'inconsistance de la bourgeoisie algérienne nécessite de prendre en considération, ensemble, et cette bourgeoisie, et l'activité propre de son appareil d'Etat.

Le texte parle aussi de « l'équilibre instable entre les classes ». Sans préciser. Mais de quelles classes s'agit-il ? Le texte n'en parle pas. Souvenons-nous qu'à l'époque du gouvernement Ben Bella, l'idéologie officielle (forgée en partie par Harbi et Zahouane eux-mêmes) laissait entendre que, en Algérie, il n'y avait pas de lutte des classes. Et aujourd'hui, Harbi et Zahouane, bien qu'ils s'y réfèrent implicitement, ne parlent pas non plus de lutte de classes, ne définissent pas ces classes sociales avec précision et ne peuvent donc pas aboutir à toutes les conséquences politiques qu'une telle analyse — indispensable — implique.

Mais ici, et sur la base de cette citation, une nouvelle question apparaît. Harbi et Zahouane disent explicitement que, pendant toute une période, la « bureaucratie d'Etat » a reconnu en « Bella son porte-drapeau ». Mais « l'instabilité entre les classes » lui a fait abandonner ce dernier en juin 1965. Par conséquent, le gouvernement Ben Bella, du point de vue de nos auteurs, est bien un gouvernement qui a tenté (mal, sans pouvoir enrayer « l'instabilité entre les classes ») de concilier des

intérêts contradictoires : ceux de la bourgeoisie, ceux de la bureaucratie, eux-mêmes liés à l'impérialisme, avec, pour les masses, de belles paroles. Notamment, sur l'autogestion, le socialisme, etc.

A un autre endroit, Harbi et Zahouane écrivent que « les critiques faites le 19 juin 1965 à Ben Bella peuvent être adressées avec plus de force à ses successeurs ». La critique fondamentale faite par Boumediène le 19 juin à son prédécesseur qu'il venait de renverser au moyen d'un coup d'Etat, c'est la dilapidation du patrimoine national, bref, d'avoir aliéné les richesses du pays à des intérêts étrangers. Harbi et Zahouane ont tout à fait raison de mettre en relief le fait que le gouvernement Boumediène, en ce domaine, n'a fait que poursuivre (et même approfondir) la politique menée sous Ben Bella.

Cela signifie-t-il que les gouvernements Ben Bella et Boumediène doivent être caractérisés comme des instruments de l'impérialisme en Algérie ? Dans une certaine mesure, oui. Ces gouvernements, par leur nature même, ne peuvent rompre les liens qui enchaînent, économiquement, politiquement, culturellement, l'Algérie à l'impérialisme. Mais la nationalisation du pétrole et d'une large partie de l'industrie, dira-t-on ? Cela ne change pas fondamentalement l'affaire. La subordination de l'économie algérienne au marché capitaliste mondial demeure totale.

Régime « néo-colonialiste » alors, que celui de l'Algérie, pour reprendre un terme que l'on emploie à propos du régime politico-économique de la plupart des ex-colonies de l'impérialisme français et britannique en Afrique et en Asie ? Dans une large mesure, oui. Si sa dépendance politique de l'impérialisme mondial est moins totale que ce n'est le cas pour la plupart des autres pays d'Afrique et d'Asie, elle n'en existe pas moins. Certes, la bourgeoisie algérienne, par l'intermédiaire de son appareil d'Etat, retire des sommes importantes de la nationalisation du pétrole, ce qui lui permet d'investir et de construire de nouveaux complexes industriels. Certes, il y a eu des réalisations dans ce domaine. Mais au profit de qui ? De la bourgeoisie, de la bureaucratie de l'Etat bourgeois, et des secteurs de l'impérialisme, précisément, avec lesquels l'Algérie entretient des rapports étroits. Pas au profit des masses ouvrières (caporalisées, exploitées, livrées au chômage, etc.) ou paysannes que l'Etat ne veut pas dresser sur leurs jambes pour leur libération.

En ce sens, il faut dire que, si un rapport de forces international favorable a permis à la bourgeoisie algérienne de mettre la main sur le pétrole et sur une grande partie de l'industrie, cela n'a pas été le fait d'une intervention autonome du prolétariat, cela n'a été accompli que par les seuls moyens de l'Etat bourgeois. Il n'y a pas dans toutes ces mesures, et les réalisations qui ont suivi, un atome de socialisme. Au contraire, la perte de l'indépendance de classe du prolétariat algérien, par aliénation à la petite bourgeoisie au pouvoir, a fait reculer, pour un temps, les perspectives socialistes dans ce pays.

Reprenons. Si, pour Harbi et Zahouane, la « *bureaucratie bourgeoise* » était en formation à l'époque du gouvernement Ben Bella, alors l'Etat algérien, entre 1962 et juin 1965 était donc bien un Etat bourgeois qui a préparé la voie au régime de Boumediène. Et le parti du F.L.N., quelle était sa nature à cette époque ? La déclaration de Harbi et Zahouane ne répond pas à cette question.

Ils soulignent néanmoins que, pour eux, la « *bureaucratie bourgeoise* » est « *le prolongement de la direction para-étatique forgée au cours de la guerre au sein de l'armée et du F.L.N.* ». Ce qui signifie que la direction du F.L.N. pendant la guerre était de nature bourgeoise. Là est une des clés fondamentales pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui en Algérie. Un bilan politique de la guerre de libération algérienne, de la nature de sa direction, des rapports entre celle-ci et le mouvement ouvrier algérien est indispensable. Harbi et Zahouane abordent la question. Mais il faut aller jusqu'au bout de cette analyse. Telle est la condition, à notre avis, du « *renouveau* » qu'ils appellent de leurs vœux. Soulignons également que c'est d'abord aux militants algériens eux-mêmes qu'il importe de faire ce bilan, et que ce travail a déjà commencé au sein du groupe marxiste africain dont les militants algériens publient la revue *L'Etincelle* (11).

Poursuivons. Le texte de Harbi et Zahouane commence par ces mots : « *L'ina-chèvement de la tentative libératrice esquissée, en 1963, avec l'autogestion ouvrière et paysanne, et son remplacement par un*

régime se référant au socialisme, réduit à une simple idéologie de développement... »

Cela veut-il dire que du temps du gouvernement de Ben Bella, le régime ne se « *référait* » pas au socialisme, mais « *était* » socialiste ? Sur quelles bases ? Sur celle de l'autogestion, « *tentative libératrice esquissée en 1963* » ? Toute la contradiction dans laquelle restent enfermés Harbi et Zahouane se situe, à notre avis, ici. En aucun cas « *l'autogestion* », c'est-à-dire la législation du retour à l'Etat algérien des biens laissés par les colons, ne peut être définie comme une « *tentative libératrice* » du prolétariat.

On dira qu'il ne s'agissait pas d'une étatisation mais d'une remise de la « *gestion* » aux mains des travailleurs. C'est là que réside l'illusion ou le camouflage idéologique. Car comment les travailleurs pourraient-ils gérer effectivement une partie de l'économie ou du moins exercer leur contrôle sur sa production alors qu'ils sont dépourvus de tout pouvoir politique ? Alors que l'Etat bourgeois algérien ne peut même tolérer l'existence de syndicats de classe, non dépendants de lui-même ? De plus, ni sous Ben Bella, ni après, les « *biens vacants* » laissés par les colons n'ont eu la possibilité de « *gérer* » ces entreprises. C'est tout le contraire. La lutte de l'Etat n'a pas cessé pour refouler le prolétariat algérien de toute position économique.

L'« *autogestion* » en Algérie date de mars 1963. Mais deux mois plus tôt, en janvier 1963, l'U.G.T.A., la centrale syndicale n'ait-elle pas été l'objet d'un coup de force de la part de Khider-Ben Bella qui lui ont imposé une direction choisie par eux (12) ? Certes, les syndicats n'ont pas été détruits. Mais un sérieux coup a été

(12) En janvier 1963 se tenait à Alger le premier congrès de la Centrale ouvrière, l'U.G.T.A. (Union générale des travailleurs algériens). A l'époque, Mohamed Khider (assassiné depuis en Espagne) était le secrétaire général du F.L.N. C'est lui et Ben Bella qui mirent tous les moyens en œuvre pour dénaturer la représentation des délégués ouvriers à ce congrès, en remplissant la salle avec un fort contingent de... chômeurs ramassés à l'aube du premier jour, dans la banlieue d'Alger. Ben Bella, à la tribune du congrès, exalta le paysan « *révolutionnaire* » contre l'ouvrier « *privilegié* ». La direction qui sortit de ce congrès fut choisie dans son entier par le gouvernement dont Pablo, rappelons-le, était « *conseiller* ». Mais l'U.G.T.A., après ce coup de force, n'en continua pas moins à exister, à combattre et à organiser, syndicalement, le prolétariat algérien.

(11) *L'Etincelle*, qui a fait paraître deux numéros (en vente à la SELIO), est l'organe des militants trotskistes algériens, politiquement solidaires du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

porté à la classe ouvrière. Harbi et Zahouane n'en disent rien.

Alors, comment, dans ces conditions, peut-on parler de « tentative libératrice » avec l'« autogestion » codifiée par les décrets de mars ? Ce n'est pas parce que Pablo les a rédigés en partie, leur donnant un label « marxiste », qu'il s'agissait d'un pas en avant. Les comités de gestion, sans pouvoir politique pour les ouvriers et les paysans, sans même d'organisations de classe indépendantes pour eux, cela ne pouvait signifier que poudre aux yeux, volonté de cacher les véritables problèmes aux masses, et de préparer les voies à Boumediène, de renforcer la bureaucratie de l'État bourgeois que l'on critique en même temps.

Il va de soi que nous ne songeons pas un seul instant à mettre en cause les qualités de militants de Harbi et de Zahouane. Il s'agit des conséquences logiques de leur politique à l'époque où ils participaient au pouvoir, politique dont ils continuent à se réclamer, et nous ne leur dénions certes pas ce droit ! Nous disons simplement que cette politique ne pouvait aboutir à autre chose qu'à l'impasse à laquelle elle a abouti ; Harbi et Zahouane l'admettent d'ailleurs eux-mêmes, lorsqu'ils expliquent qu'à l'époque de Ben Bella « l'équilibre instable entre les classes » était de règle (12). Le rôle du coup d'État de Boumediène, dès lors, devient plus clair : il s'agissait pour la bourgeoisie algérienne et la bureaucratie de l'État bourgeois d'en finir avec cette « instabilité », de restaurer l'ordre. Quelques chars à Alger, le 19 juin 1965, y ont suffi. Mais Harbi, Zahouane, Ben Bella et d'autres militants ont payé ces « erreurs » de longues années de détention.

Nous ne pouvons pas non plus partager leur point de vue lorsqu'ils écrivent : « Le projet socialiste a été falsifié ». De quel « projet socialiste » s'agit-il ? Du programme contradictoire, ménageant la bourgeoisie nationale, connu sous le nom de « Charte d'Alger » ? Des intentions de Harbi et Zahouane, dont la sincérité n'est pas en question pour nous ? Il est nécessaire d'être clair, de dire ce qui fut. Chacun peut se tromper. On ne peut progresser qu'en reconnaissant franchement ses erreurs. Le sort du prolétariat algérien et l'avenir de militants comme Harbi et Zahouane est à ce prix, si élevé soit-il.

D'ailleurs le texte souligne : « Force est de l'explicitier [le projet socialiste] à nouveau ». Faut-il entendre qu'il est nécessaire

de donner au prolétariat algérien un autre programme ? Sur ce point, nous sommes d'accord. Mais avec quelle méthode ? En partant de quel bilan ? Le texte poursuit : « Le manque de précision sur la nature et les formes de l'oppression en Algérie, la compréhension partielle des tendances du développement restent les clés des mésaventures des révolutionnaires et de l'absence d'une politique autonome au service des exploités ».

Harbi et Zahouane dénoncent ici, et à juste titre, les illusions des militants qui, dans le cadre du régime algérien actuel, pensent qu'il est possible, en faisant pression sur Boumediène, comme naguère ils faisaient eux-mêmes pression sur Ben Bella, d'aller, cahin-caha, vers... le socialisme. Cette illusion existe effectivement, fautive, précisément d'une « politique autonome au service des exploités », c'est-à-dire d'un programme définissant les tâches actuelles du prolétariat algérien et de son avant-garde.

De ce point de vue, nous sommes entièrement d'accord avec Harbi et Zahouane lorsqu'ils concluent leur texte : « La lutte pour des changements décisifs, irréversibles, doit s'inscrire dans une stratégie de longue durée, exclure les complots et les conspirations, prendre appui sur la prise de conscience des masses, et s'attacher d'abord à la clarification des questions fondamentales qui se posent au mouvement révolutionnaire : le renouveau est à ce prix ».

Ce dont manquent effectivement le plus les militants algériens d'avant-garde, aujourd'hui, quelle qu'elle ait été leur expérience, c'est un libre débat. Un débat que l'actuel gouvernement algérien refuse, car il risquerait de déchaîner toutes les forces politiques qui sommeillent en Algérie et ouvrirait à plus ou moins long terme la voie au regroupement d'une avant-garde ouvrière révolutionnaire posant la question de la révolution prolétarienne. Ce dont ils manquent aussi, comme les militants révolutionnaires du monde entier, c'est d'une internationale ouvrière à même d'organiser ce débat et de le conduire à son but.

Mais Harbi et Zahouane, avec leur texte du 8 mai 1973, ont eu le mérite d'ouvrir publiquement cette discussion, sur la base de leurs positions actuelles. Les militants algériens existent par milliers qui ont besoin qu'un tel débat, sur l'ensemble des questions, soit ouvert. Cette discussion intéresse aussi l'avant-garde ouvrière qui lutte, non seulement en France mais internationalement, pour la reconstruction de l'Inter-

nationale qui pourra intégrer dans ses rangs toutes les expériences, tous les militants dans une même lutte pour la victoire mondiale du socialisme.

« Une politique autonome au service des exploités », voilà ce que cherchent Harbi et Zahouane en Algérie. Ils ont raison. C'est une telle politique indépendante du prolétariat révolutionnaire qu'il est nécessaire de définir dans chaque pays. Et nous savons, nous, trotskistes, que l'Internationale, son expérience, son existence, sont indispensables pour que chaque section « natio-

nale » du prolétariat puisse progresser théoriquement, politiquement, organisationnellement.

La discussion qu'ont ouverte Harbi et Zahouane doit se développer. Nous sommes prêts, pour notre part, à la mener jusqu'au bout, avec eux et avec tous ceux qui le désireront, sur le terrain de la lutte révolutionnaire du prolétariat international.

François LIMOUSIN.

10 janvier 1974.

**Un militant ouvrier
ne peut se passer chaque semaine
de lire**

"INFORMATIONS OUVRIERES"

Le numéro : 2 F.

6 mois (24 n ^{os})	35 F
pli clos	40 F
1 an (48 n ^{os})	70 F
pli clos	80 F
Etranger (un an : 48 n ^{os})	80 F

INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance - Rédaction - Administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
CCP PARIS 21.831.73.

Jean Elleinstein

Le socialisme dans un seul pays

par Pierre BROUE

Voici donc le second tome de *l'Histoire de l'U.R.S.S.* publié aux Editions sociales par Jean Elleinstein. Le premier volume, *La Conquête du pouvoir*, était à bien des égards ambigu (1). Le second ne l'est pas. Elleinstein joue cartes sur table par le titre même qu'il a choisi et se situe délibérément dans le cadre stalinien du *Socialisme dans un seul pays*. Ainsi se révèle le but de son travail : une remise en question limitée du rôle historique de Staline, nécessaire pour un public occidental après le XX^e congrès du P.C.U.S, mais ne touchant pas au postulat selon lequel, en dépit de ses « erreurs » ou de ses « abus », c'est bien le socialisme que Staline a construit dans un seul pays. Qu'on ne s'attende donc ici à rien de nouveau. Historien — officiel ou officieux, peu importe — pour le compte des dirigeants du P.C.F., Elleinstein ne remet pas en cause les dogmes fondamentaux de la bureaucratie stalinienne : pour lui, Staline, dans l'ensemble, a bel et bien poursuivi l'œuvre de Lénine, le parti bolchevique, qui avait conduit à la victoire la révolution de 1917,

est bien resté, malgré quelques saignées, « le Parti », dont seuls des « ennemis » peuvent penser qu'il a dégénéré. Et tant pis si le visage repoussant de ce régime qui s'intitule « socialiste » et massacre les socialistes, les ouvriers et les intellectuels socialistes — visage qui transparaît même dans le livre d'Elleinstein, notamment dans le délicat chapitre IX — peut détourner du socialisme, ainsi défiguré et trahi, des milliers de lecteurs ! La mission d'Elleinstein était d'assurer la continuité du stalinisme et, puisque c'était nécessaire, d'en payer le prix en jetant du lest. C'est ce qu'il fait.

Son livre est à l'historiographie de l'U.R.S.S. par le P.C.F. ce que le XX^e congrès fut à la dictature de la bureaucratie, un *aggiornamento*. On renonce aux faux les plus grossiers, aux calomnies les plus basses, aux falsifications les plus cyniques, parce que *cela ne prend plus*, et, par ce moyen, on tâche de préserver l'essentiel, à savoir, pour des générations qui ne croient plus sur parole les gens comme Elleinstein, l'affirmation qu'en U.R.S.S. règne « le socialisme », et que tout est pour le mieux depuis que les successeurs de Staline ont dénoncé ses « excès ».

(1) La critique de ce premier volume est parue dans *La Vérité* n° 559, pp. 128-135.

Prêt, dans cette perspective, à sacrifier Staline mort pour préserver ses successeurs et étayer leur version bureaucratique-policière de l'histoire, Jean Elleinstein a délibérément élagué de l'antique version du temps de Staline tout ce qui était *trop gros*, et qui risquait par là de nuire à la crédibilité de sa thèse, la construction du socialisme dans un seul pays. Il l'admet : Trotski a bien été un des principaux dirigeants bolcheviques, le dirigeant communiste le plus populaire après Lénine, il avait même avec ce dernier des points essentiels d'accord... contre Staline, et l'Opposition de gauche a rencontré dans le parti un écho réel. Lénine a bien écrit les lettres longtemps connues comme son « *testament* » et recommandé l'élimination de Staline du poste de secrétaire général. Il y a bien eu à la fin des années 30 une « *répression de masse* » qui a frappé beaucoup de militants innocents des crimes qu'on leur imputait. Nous sommes apparemment loin des thèmes orchestrés sur les « *hitléro-trotskistes* », les « *espions, saboteurs, agents de l'impérialisme* », « *démasqués* » à l'époque des procès de Moscou. Et pourtant, en Elleinstein, malgré son application, le stalinien se trahit, et sa mauvaise conscience sourd, malgré lui, aux phrases décisives qui consacrent pour lui la remise en cause des grands mythes de la prétendue histoire stalinienne.

Au cours de la discussion de 1923, les arguments de Trotski et de l'Opposition de gauche, qu'il se garde bien de résumer fidèlement et encore moins de citer, ont porté — et il le sait — sur des points névralgiques, décisifs : l'histoire leur a donné raison. Il écrit donc, page 55 : « *Il n'est pas certain que les opposants aient toujours eu tort !* » L'Opposition de 1923 a réuni, dans les organisations de base des principaux centres industriels, un nombre important de voix lors des votes dans le Parti, et il le sait, car les documents existent

et ne peuvent être « *interprétés* ». Il écrit donc, page 57 : « *En novembre, elle [l'Opposition] dit avoir 36 % des voix, et ce n'était pas faux* » ! Et comme il existe aujourd'hui en français des ouvrages dont Elleinstein et les siens ne peuvent pas interdire la lecture aux jeunes communistes, il faut bien admettre aussi que Staline employa la provocation policière pour pouvoir frapper l'Opposition de gauche, exclure ses membres avant de les assassiner. Se gardant bien de dire que l'Opposition de gauche s'était vu interdire la publication de sa « *plate-forme* » de 1927 à l'intérieur du Parti, il écrit donc, page 100 :

L'Oguépéou (c'était l'ancienne Guépéou) découvrit une imprimerie clandestine dirigée par un ami de Trotski et qui avait édité le programme d'opposition destiné à la préparation du XV^e Congrès. Prenant appui sur la participation d'un ancien garde-blanc de Wrangel, la presse put ainsi montrer que la formule lancée quelques semaines auparavant par Staline d'un « *front unique allant de Chamberlain à Trotski* » avait quelque raison d'être (sic). Il est assez probable, si l'on tient compte des méthodes utilisées plus tard par Staline, que celui-ci, profitant de la tension internationale (...), avait pratiqué la politique de l'amalgame et exagéré, sur la base d'une ligne politique acceptée par la quasi-unanimité du Parti, un certain nombre de faits au demeurant réels. [C'est nous qui soulignons. P. B.] Les précautions prises, après tous ces tours autour du pot, l'aveu est enfin lâché, non sans mal :

« *L'ancien garde-blanc de Wrangel s'avéra être, et Staline le reconnut devant le Comité central, un agent double de l'Oguépéou.* »

On multiplierait sans peine les citations de ce genre. Le style ici trahit l'incertitude, non dans la connaissance des faits, mais dans les limites permises à l'auteur, la double crainte de ne pas aller assez loin et

de manquer ainsi l'objectif qui lui a été assigné, ou d'aller trop loin et de le dépasser. Ce style de jésuite révèle en réalité la peur. Peur de ceux qui lui ont commandé ce livre et imposé ce difficile exercice. Peur surtout de trahir qu'il est un faussaire au moment même où il multiplie les gestes cherchant à prouver qu'il dit la vérité.

Elleinstein jette du lest, mais en même temps et surtout, il brouille les pistes. Comment expliquer autrement qu'il esquisse dans un débat aux *Cahiers d'Histoire* (2), non une critique, mais une attaque basée sur l'amalgame, contre « certains trotskistes » — qu'il a fort bien lus — sans les nommer de crainte que ses lecteurs ne soient tentés de vérifier ? Que son unique référence à un texte de Trotski accessible en français — il n'en manque pas, et il le sait — soit une allusion page 56 au *Cours nouveau*, qu'il baptise pour son compte et pour mieux brouiller les cartes « *La Nouvelle Orientation*, publiée en brochure » (*sic*) ? Pourquoi affirme-t-il, dans les *Cahiers d'Histoire* (3), que les *Notes d'un économiste* de Boukharine n'ont jamais été traduites en français, alors que tout le monde, même lui, peut les lire, dans plusieurs bibliothèques parisiennes, dans l'édition française de la *Correspondance internationale* ? Pourquoi fait-il référence, page 95, à un document d'archive de Smolensk qui signifierait selon lui l'hostilité des *paysans* à Trotski, alors que le texte en question parle de résolutions votées par les *comités* du parti ? Pourquoi affirme-t-il, renvoyant cette fois ses lecteurs à l'ouvrage en anglais de Carr, que la *Lettre des 46 vieux-bolcheviks* en 1923 réclamait l'abolition de l'interdiction des fractions, alors que ce texte dénonçait précisément le règne d'une *fraction* dans

le parti bolchevique, le *régime fractionnel* qui y prévalait, et réclamait la restauration d'une véritable démocratie ouvrière dans ses rangs ? Pourquoi mentionne-t-il les déclarations de Khrouchtchev sur l'assassinat de Kirov comme si elles étaient vraiment des révélations, alors qu'il sait pertinemment que Trotski, Victor Serge, Boukharine, en avaient donné tous les éléments depuis des années ?

Contraint de mentir moins grossièrement, il freine de toutes ses forces et s'efforce d'atténuer par des incidences la portée de ce qu'il a pour mission d'admettre afin de préserver l'essentiel. De ce point de vue, il se surpasse, à propos des camps de concentration stalinien, quand il écrit, page 225, note 1 : « *Les ouvrages de Soljenitsyne (...)* quoique très romancés, *donnent* quelque idée du problème des camps en Union soviétique »...

Petits mensonges, mesquines insinuations, airs entendus de bon policier compétent, rien ne manque à cette « *reconnaissance des erreurs* ». La version stalinienne d'Elleinstein ne constitue pas un progrès vers la vérité par rapport à celle du célèbre *Abrégé de l'Histoire du P.C.U.S.* de 1938. Elle constitue simplement un repli stratégique autour de la forteresse du mensonge, celle du « *socialisme dans un seul pays* ». A quel prix cependant ! Pas un mot sur la politique de l'Internationale communiste face à la situation révolutionnaire en Allemagne en 1923, et sur les conséquences de cette défaite qui scellait, pour plusieurs années, l'isolement de l'U.R.S.S. Pas un mot sur les défaites imposées au prolétariat international par la politique catastrophique dictée par Staline, en Chine, avec le soutien à Tchang Kaï-chek, en Allemagne surtout, avec le sabotage de toutes les possibilités de Front unique qui ouvrait la voie à la victoire des nazis et à la deuxième guerre mondiale. De même, il est

(2) 1917-1939, *Histoire de l'U.R.S.S.*, p. 112.

(3) *Ibidem*, p. 99.

d'une remarquable discrétion sur le pacte Hitler-Staline de 1939 — comme sur ses conséquences — et s'emploie à le justifier, page 273, sans y avoir fait même une allusion. Enfin il organise le silence sur tout ce qui pourrait suggérer à son lecteur l'existence d'un facteur social dans l'histoire qu'il prétend retracer, l'existence de cette bureaucratie, parasitaire et policière, qui a tué le Parti avant d'assassiner ses militants, le rôle des *apparatchiki*, sa lutte pour ses privilèges, les mesures de réaction sociale qu'elle prend au cours des années 37 à 40, la « *responsabilité collective familiale* », le travailleur enchaîné à l'entreprise et la « *discipline* » féroce « *du travail* », la réaction dans le domaine culturel, familial, scolaire, etc.

Nous n'irons pas plus loin. Ce livre ne mérite pas plus que ces quelques lignes. Reconnaissons pourtant qu'Elleinstein s'est attaqué ici à une entreprise qui dépasse les forces humaines aujourd'hui. Justifier le stalinisme sans avoir désormais la possibilité de nier l'existence, voire l'étendue et la gravité de ses crimes, expliquer la perversion bureaucratique et la dégénérescence d'un parti

révolutionnaire de façon purement idéaliste, par des « *erreurs* » et des « *fautes* » dans le domaine de l'idéologie, du « *sectarisme* », du « *schématisme* », voire des « *pratiques bureaucratiques* », constitue une tâche réellement impraticable. Le résultat est là : un ouvrage basement, mais profondément et gravement anticommuniste, une dérision de ces conquêtes de la révolution d'Octobre demeurées vivaces dans la conscience des travailleurs russes malgré la bureaucratie, et dont il fait hommage au satrape du Kremlin qu'il fait mine, avec tant de manières, de « *déboulonner* ». Ce livre demeurera pour ce qu'il est réellement, indépendamment des intentions de son auteur et de ceux qui lui ont passé commande : un témoignage de la décomposition du stalinisme au cours de sa crise finale. C'est là son unique intérêt pour des militants révolutionnaires. S'ils y jettent un coup d'œil, nous ne pouvons que leur conseiller de se précipiter ensuite vers les textes de Lénine et de Trotski, où ils retrouveront le souffle de la révolution vivante pour dissiper les miasmes qui se dégagent de cette lecture.

P. B.

ATTENTION !

N'oubliez pas le nouveau numéro de CCP de « la Vérité » : M. Michel RENAUDIE, CCP La Source n° 30.040.74

SOMMAIRE

A nos lecteurs	1
Après les élections présidentielles, par Stéphane Just	2
Plan de développement pour le XX ^e Congrès de l'OCI, par Charles Berg	20
La chute de Nixon et la crise politique de l'impérialisme américain, par François Forgue	34
Au Portugal, c'est bien la révolution, introduction à une discussion par Roger Ducros	61
Résolution adoptée par la III ^e Conférence du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais	66
Déclaration du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais	72
Un an après le coup d'Etat au Chili, quel bilan ?, par Etienne Laurent	79
La question nationale en URSS, par Jean-Jacques Marie	92
Discussion sur la nature du gouvernement et de l'Etat en Algérie avec deux militants algériens, par François Limousin	105
La déclaration de Mohamed Harbi et Hocine Zahouane	106
La réponse de F. Limousin	107
Compte rendu : Jean Elleinstein, « Le socialisme dans un seul pays », par Pierre Broué	117



Prix du numéro : 6 F